

PIERRE FOGLIA > CELA S'APPELLE DE LA PROPAGANDE

page A5

La Presse

resse.ca

25 ans
de punk

Cahier Actuel

La reprise se pointe

Cahier La Presse/Affaires, page E1

La magie du
Seigneur des Anneaux

Cahier Cinéma, page C1

Et un fascicule au centre de Voilà!

MONTREAL

SAMEDI 15 DÉCEMBRE 2001

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

118^e ANNÉE > NO 57 > 194 PAGES > 12 CAHIERS

2 \$ TAXES EN SUS

ÎLES-DE-LA-MADELINE 2,50 \$

FLORIDE 2,60 \$ U.S.

Plus de français au secondaire et plus d'anglais au primaire

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Vos ados étudieront « full français » à compter de 2003. Avec en main les recommandations des états généraux sur la situation du français, le gouvernement Landry opte pour une augmentation relativement importante du temps consacré à l'apprentissage du français au secondaire. De 150 heures par année, actuellement, les élèves du secondaire verront le temps consacré à leur langue maternelle augmenter du tiers, à 200 heures.

Réagissant pour le gouvernement aux recommandations du rapport produit en septembre par Gerald Larose, le ministre de l'Éducation François Legault a

aussi indiqué que la maîtrise du français serait une condition obligatoire pour l'obtention d'un diplôme universitaire.

Les futurs enseignants, quelle que soit leur discipline, seront tenus de réussir un examen de français. La commission Larose préconisait un examen unique pour l'ensemble du Québec, mais le ministre Legault a convenu que les universités pourront y aller de leurs propres tests.

Une autre mesure importante découlant des états généraux sur le français sera... un meilleur enseignement de l'anglais.

Pour M. Legault, beaucoup de

Voir FRANÇAIS en A2



François Legault



Photo CP

Armé de sa mitrailleuse, un soldat de l'Alliance de l'Est attend d'aller au front près de Tora Bora, dans l'est de l'Afghanistan, où les soldats de l'Alliance, aidés par les bombardements américains, ont pris hier des positions à des combattants arabes.

Des membres d'Al-Qaeda capturés dans le secteur de Tora Bora

Agence France-Presse

TORA BORA — Les combats ont fait rage hier sur la montagne de Tora Bora, dans l'est de l'Afghanistan, où les combattants afghans locaux encerclent des fidèles d'Oussama ben Laden dont la localisation reste incertaine.

Selon le grand patron des opérations américaines en Afghanistan, le général Tommy Franks, des membres d'Al-Qaeda ont été capturés hier dans le secteur de Tora Bora.

« Nous avons fait des prisonniers », a déclaré le général à la presse à Tampa, en Floride, avant de préciser que les prisonniers étaient aux mains des forces afghanes antiterroristes.

Le président George W. Bush a,

pour sa part, répété sa détermination à capturer « mort ou vif » le chef islamiste, dont il a considéré les aveux sur une bande vidéo diffusée la veille comme une preuve « dévastatrice » de sa responsabilité dans les attaques suicide du 11 septembre.

« Je ne sais pas si nous allons l'attraper demain, dans un mois ou dans un an. Je ne sais vraiment pas, mais nous l'aurons », a ajouté M. Bush.

Pour participer à la traque de ben Laden dans les montagnes de Tora Bora, les responsables militaires américains ont déployé de nouveaux commandos des forces spéciales dans ce secteur frontalier avec le Pakistan.

Avec l'appui des forces locales, ils cherchent notamment à bloquer

le passage dans trois vallées qui débouchent au Pakistan, où les autorités d'Islamabad ont déployé à la frontière 4000 soldats appuyés par des hélicoptères.

Dans le même temps, l'aviation américaine a poursuivi son pilonnage intensif des positions d'Al-Qaeda, tenues par quelques centaines de combattants arabes et tchétchènes, retranchés dans des grottes et des tunnels au sommet des Montagnes Blanches.

Les combats ont été décrits comme particulièrement féroces, selon les correspondants sur place, mais les combattants afghans réunis dans un « Conseil des tribus de l'Est » se sont dits confiants dans

Voir AL-QAEDA en A4

RESSOURCES INSUFFISANTES À LA CSDM

Des milliers d'élèves en difficulté laissés en plan

MARC THIBODEAU

LA COMMISSION scolaire de Montréal (CSDM) se dit contrainte, faute de ressources, de laisser en plan des milliers d'élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage même si la Loi sur l'instruction publique l'oblige

théoriquement à établir pour chacun d'entre eux un plan d'intervention spécifique à leurs besoins.

À la demande de la commission scolaire, les directeurs des écoles ont procédé à la rentrée à un bilan

Voir ÉLÈVES en A2

Compressions chez Vidéotron

Soumise à de fortes pressions financières, Quebecor Media demande à ses filiales Vidéotron et Netgraphe de réduire leurs coûts de main-d'œuvre. C'est ainsi que l'éditeur de sites Internet Netgraphe a annoncé 70 autres licenciements, ou l'équivalent du quart de ses effectifs. En tout, 180 personnes perdront ainsi leur emploi. Parallèlement, chez Vidéotron Telecom, des dizaines d'avis de licenciement auraient été communiqués. Et à la filiale de câblodistribution Vidéotron de Quebecor Media, le président du conseil, Serge Gouin, a annoncé la nécessité de réduire rapidement les frais d'exploitation de 35 à 40 millions de dollars, réduction qui vise en particulier les conditions de travail et les salaires des 2500 techniciens syndiqués de Vidéotron.

Voir nos informations en E1

Cinq mille milliards de dollars



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
LES PARADIS FISCAUX
SAM | 1 > L'évasion fiscale tranquille

PARIS — Tout s'est passé comme si, le 11 septembre, les responsables occidentaux — et d'abord américains — venaient de découvrir soudain les paradis fiscaux. Bon sang, mais c'est bien sûr ! Il suffit d'aller fouiller dans les comptes bancaires des îles Caïmans ou de Bahreïn pour retrouver la trace d'Al-Qaeda. Et, de manière générale, il suffira d'imposer au monde trouble de l'offshore des règles strictes de transparence et de bonne conduite pour mettre un terme au blanchiment de l'argent sale.

Et donc étrangler financièrement

le terrorisme islamiste. Il est possible que ces soudaines déclarations de guerre aux paradis fiscaux aient essentiellement été destinées à la galerie. Car retrouver quelques misérables et invisibles mouvements de fonds de 10 ou 150 millions de dollars dans l'océan des transactions offshore, c'est comme chercher une aiguille dans une botte de foin.

De fait, à la fin du mois d'octobre, les gels et les saisies ont essentiellement touché la partie émergée et visible de l'iceberg : les comptes d'organisations afghanes et officielles, de membres de la famille ben Laden, ou de personnalités arabes

jugées proches de l'islamisme radical. La plus grosse prise a été faite en Grande-Bretagne, avec le gel de près de 100 millions US, essentiellement sur les comptes d'organismes officiels du régime afghan : la Banque d'Afghanistan pour le développement de l'agriculture et la compagnie aérienne nationale. Ailleurs, on a retracé un compte à Dubaï qui avait émis un chèque de

Voir DOLLARS en A2

Autres textes: B6 et B7

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	A21-A30	Jardiner	J8
Arts et Spectacles	cahier D	La Presse Affaires	cahier E
Cinéma	cahier C	Le monde	A16, A17
- horaire cinémas	C8, C9	Les petits	
- horaire spectacles		compagnons	I14
	D17, D19	Loteries	A2, C11
- horaire télévision	D2	Mots croisés	H6, H14
Avis	B9, F2	Mot mystère	H14
Bridge-Échecs-Timbres		Petites annonces	
	I14	- immobilier	F5-F7
Carrières et Formation		- marchandises	F7
	cahier I	- emplois	F7-F10
Décès	G10, G11	- automobile	F10, G9
Éditorial	A18	- affaires	E2
Encans	F2	Restaurants	D18
Feuilleton	H14	Sports	cahier G
Forum	A19	Vacances	cahier H
Horoscope	H14	Vin	D19

MÉTÉO

Ciel variable
Maximum -1, minimum -11



6 21924 45678 2

Ces produits sont disponibles chez votre agence de voyages ou téléphonez au (514) 858-0011 • 1 888 302-6221 • jaibesoindevacances.com

EN PRIMEUR Vol direct hebdomadaire de Montréal en gros porteurs 747 & 767 à compter de mai 2002

Canada AIR CHARTER

Profitez dès maintenant du RÉSERVEZ TÔT et ÉPARGNEZ

Lisbonne 585 \$

Madrid 650 \$

Reykjavik 585 \$

Copenhague 650 \$

À partir de

Tunis 650 \$

Alger 715 \$

Kingston 539 \$

Haiti 506 \$

Martinique 539 \$

Dakar 845 \$

Abidjan 975 \$

Promotion Thailande 4 sem. à partir de 2 289\$

Forfaits à partir de

Cayo Coco 708 \$

Punta Cana 868 \$

Puerto Plata 1 093 \$

Guadeloupe 1 098 \$ (EP)

Martinique 1 099 \$ (EP)

Super Special Tunisie 4 sem. En formule tout inclus à partir de 1 449\$

Croisière au paradis de la voile

Jusqu'à 18 îles en 14 jours sur un magnifique katamaran de luxe, notre charmant capitaine québécois vous le confirmera de vive voix!

1 790 \$ par pers.

multi-voyages la MEGA agence

Ouvert le dimanche jusqu'à 20 h

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Soigner sans tomber malade

Un vieillard prend soin de son épouse. Des parents se d s ment jour et nuit pour leur enfant multi-handicapé. Une mère de famille travaille à temps plein à domicile tout en s'occupant de ses parents âgés. Comment arrive-t-on à soigner sans se brûler ?

  lire demain dans le cahier Santé

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Votez pour la rétrospective de l'année cyberpresse.ca/retro2001

> Les jeux interactifs de Gaboury cyberpresse.ca/gaboury

> Racontez vos expériences de *Boxing Day* cyberpresse.ca/fetes

3 >   VENIR CETTE SEMAINE



> Pour l'amour de Simone

Deux ouvrages récents sur Simone de Beauvoir. Demain dans le cahier Lectures.



> Un pays à deux étages

Mon plan de paix pour le Proche-Orient.   lire demain.



>  tes-vous malade ?

Pipi au lit :  viter l'humiliation et la honte. Demain dans le cahier Santé.

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

>   trois chiffres : 8-9-5

>   quatre chiffres : 5-0-7-4

SUPER 7 > 02-05-09-29-31-34-43

Compl. : 13

> Extra : 641079

SUITES DE LA UNE

DOLLARS

Suite de la page A1

120 000 \$   l'ordre de Mohamed Atta. Ailleurs encore, on a reconstitué partiellement l'organigramme de sociétés soupçonnées d'appartenir à ben Laden.

Mais de là à retracer des trésors de guerre suspects éparpillés aux quatre coins de la galaxie mondiale des paradis fiscaux... Il peut s'agir d'un holding financier d'apparence anodine basé au Luxembourg et qui pousse ses ramifications jusque dans les Antilles et dans le Pacifique. Ou d'une société-écran enregistrée au nom d'un avocat local, parmi les milliers que comptent les  les Vierges britanniques, laquelle société peut avoir ouvert une dizaine de comptes-société dans l'archipel de Turks et Caicos, au Liechtenstein ou même aux  les Cook, à la dou-teuse réputation...

La traque des réseaux financiers de ben Laden r l ve donc du v eu pieux. Quant à l'établissement de règles de transparence pour rendre impossible le blanchiment de l'argent criminel à ou à la mise hors la loi pure et simple des paradis fiscaux à, il s'agit d'un objectif en principe tout à fait à la portée des grands pays d velop s. Mais ces derniers le souhaitent-ils ? A franchement parler, personne n'y croit une seconde. Gr ce à la mansuetude de grands pays protecteurs à Grande-Bretagne,  tats-Unis, France, etc.  , jamais les paradis fiscaux, simples fictions politiques dans la plupart des cas, n'ont été aussi nombreux et en telle expansion. Une immense forêt vierge où les grandes fortunes mondiales peuvent trouver un abri in-trouvable, tout comme les fortunes détournées par les dictateurs, l'argent de la drogue latino-américain ou de la mafia russe.

Selon une estimation de l'ONU qui date de 1998 et qui sert de référence à la plupart des observateurs, les avoirs déposés ou circulant dans les paradis fiscaux à on en recense aujourd'hui près d'une centaine à s'élevaient à l'époque à quelque 5000 milliards US, avec un « taux de croissance » annuel évalué à 6 % ! Un ordre de grandeur qui se rapproche en fait... du produit intérieur brut américain à 8729 milliards US en 1998. Et un montant global qui représente la moitié des dépôts bancaires faits à l'étranger dans le monde entier. De l'avis d'Édouard Chambost, qui publie depuis 1977 un énorme *Guide des paradis fiscaux* (1), 5 % des flux financiers et commerciaux passaient en 1975 par les paradis fiscaux. Il s'agit aujourd'hui de plus de 50 % !

Bien entendu, les paradis fiscaux sont régulièrement montrés du doigt, parfois dénoncés par les responsables politiques. Ainsi, ce rapport fait au président américain Jimmy Carter qui dénonçait notamment les « appendices du Royaume-Uni » (dans les Antilles), qui « constituent un affront à une saine administration fiscale, leur existence ne se justifiant que par la fraude »... Ce rapport virulent date du 14 janvier 1981. Depuis, le poids financier des divers centres bancaires *offshore* a été multiplié par sept ou huit. Et les affaires continuent.

(1) Ed. Favre, 7  édition, 730 pages, Lausanne 1999

parents francophones souhaitent une amélioration de l'enseignement de l'anglais langue seconde.

Le ministère de l'éducation insistera auprès des commissions scolaires pour la multiplication des programmes d'anglais intensifs en 5  et en 6  années.

Déjà 9 % des écoles proposent ces programmes dans lesquels l'anglais occupe à lui seul quelques mois de l'année scolaire à les autres matières sont concentrées sur le reste de l'année.

Pour le critique libéral en matière d' ducation, Yvon Marcoux, les annonces du ministre Legault ont un air de déjà-vu. Pauline Marois avait dès 1997 indiqué que le temps consacré au français devrait augmenter au secondaire.

Ajustements mineurs

Du point de vue de la Charte de la langue française, la vaste révision de la loi 101 enclenchée par le gouvernement de Lucien Bouchard il y a un an va se conclure par des ajustements somme toute mineurs annoncés hier par la ministre responsable de la Charte de la langue, Diane Lemieux.

Au printemps prochain, Québec déposera une série d'amendements à la Charte dans le but, notamment, de fusionner en un seul

« Conseil québécois de la langue française », les quatre organismes cr s par la loi de 1977 à l'Office, le Conseil et la Commission de protection de la langue française de même que la Commission de toponymie. Compte tenu des délais prévisibles sur un projet de loi aussi important, il est peu probable que ces changements soient effectifs avant 2003. Les gestes de Québec sont sans aucune mesure avec les revendications des militants péquistes de Montréal en 1998 quand Lucien Bouchard avait songé aux  tats généraux pour réduire la pression au sein de son parti : le retour à l'unilinguisme français dans l'affichage et la fermeture du réseau collégial anglophone aux francophones et aux allophones.

Même Lemieux, qui n'a pu obtenir du Conseil des ministres le dépôt d'un avant-projet de loi avant les Fêtes, expliquait hier que l'adoption de la Charte en 1977 avait été « un geste spectaculaire... qui a permis de faire des acquis extraordinaires ». Maintenant, le gouvernement procède à des ajustements avec comme toile de fond une ouverture des marchés commerciaux qui ne pouvait être prévue il y a 25 ans.

Quand on lui rappelle que le Parti québécois s'était battu bec et ongles à la fin des années 1980 contre deux tentatives du gouvernement Bourassa de fusionner les organismes

découlant de la loi 101, Même Lemieux soutient que déjà la commission Larose estimait que ces organismes devraient être mieux coordonnés, qu'il se chevauchaient parfois.

D'autres recommandations du rapport Larose, la « constitutionnalisation » de la Charte de la langue et la création d'une « citoyenn t  québécoise » sont toutefois repoussées par Québec. La première amènerait « une judiciarisation à outrance », estime Même Lemieux.

Joint hier, Gérald Larose se disait heureux de voir que le gouvernement avait « mordu » dans les recommandations les plus rapidement applicables de son rapport. Il s'interroge toutefois sur le report des propositions plus « structurantes » de la citoyenn t  et l'introduction, dans la Charte, des droits linguistiques. « Je comprends si le gouvernement trouve ces positions délicates à l'approche d'élections et que c'est partie remise », de dire M. Larose.

Même Lemieux proposera aussi des amendements pour accroître l'efficacité des programmes de francisation et favoriser l'achat de logiciels en français dans les petites entreprises.

Enfin, un vieux problème sera réglé : on colmatera la brèche de la loi offrant la possibilité pour les parents francophones et allophones d'envoyer leurs enfants dans le réseau scolaire anglophone en les inscrivant momentanément à l' cole anglaise non subventionnée.

ÉLÈVES

Suite de la page A1

exhaustif ayant permis de relever la présence de 3236 élèves en difficulté qui ne sont pas officiellement identifiés comme tels.

« C'est une situation dramatique et grave », déclare le président de la commission pédagogique de la CSDM, Robert Cadotte, qui en attribue la responsabilité au ministère de l' ducation.

Selon lui, nombre de directeurs avaient pris l'habitude au fil des ans de limiter volontairement le nombre d'élèves déclarés en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage parce qu'ils savaient d'emblée que les ressources requises ne seraient pas disponibles.

Le problème, note M. Cadotte, vient du fait que le ministère base le financement des services aux élèves en difficulté sur des « quotas », en fait des taux de normalisation, qui ne reflètent pas, selon lui, la situation vécue par la commission scolaire.

  titre indicatif, le ministère fixe à 14,5 % le taux maximal d'élèves en difficulté pour les écoles secondaires alors que certains établissements de la CSDM affirment avoir des taux réels supérieurs à 30 %.

« Nous voulons que le ministère s'assoie avec nous pour repasser chaque cas de manière à démontrer la véracité de nos propos. Mais il ne veut rien entendre », d plo-re M. Cadotte.

Le manque de ressources se traduit par des choix très difficiles pour les écoles défavorisées, qui doivent diminuer les services pour certains élèves de manière à toucher tous les enfants en difficulté ou concentrer leurs efforts sur les plus mal en point.

Maryse Tremblay, qui dirige l' cole primaire Hochelaga, dans le quartier Hochelaga-Maison-neuve, estime que l'approche ministérielle « nie la réalité montréalaise ».

Le personnel spécialisé de l'établissement, note Même Tremblay, est régulièrement mobilisé pour faire face à des « cas d'urgence », comme celui d'un petit garçon de 4 ans qui a violemment frappé une autre élève il y a quelques semaines, ce qui l'empêche de prodiguer les services dont les autres enfants ont besoin.

L'intervention de la Commission scolaire de Montréal risque d'alimenter les doléances de l'Alliance des professeurs de Montréal, qui accuse l'organisme, dans une série de griefs, de ne pas respecter l'ensemble de ses obligations envers les élèves en difficulté.

Le porte-parole de l'Alliance, Yves Parenteau, espère que ces griefs constitueront un « gros coup de semonce » pour la commission scolaire et le gouvernement dans ce dossier.

La porte-parole du ministre de l' ducation, François Legault, indique pour sa part que le ministère a entrepris une enquête provinciale en septembre pour déterminer quels services sont rendus par les commissions scolaires aux élèves en difficulté et combien d'élèves, si tel est bien le cas, sont laissés en plan. C'est à partir de cette enquête, note Anne Marcotte, que le ministère déterminera s'il y a lieu de rencontrer la CSDM.

Même Marcotte rappelle par ailleurs que le gouvernement a ajouté 180 millions au cours des dernières années pour réduire les rapports élèves-maîtres dans les écoles et augmenter le nombre de professionnels de manière à accroître les services à ces élèves. L'enveloppe globale consacrée à ce secteur est maintenant de près d'un milliard de dollars.

Voir autre article en page B5.

Précisions

DANS notre article publié hier en page A6 sous le titre « Le coroner donne tout un soufflet à la CSST », nous avons écrit qu'un rapport de la CSST sur un accident mortel survenu à l'usine Melri   Contrecoeur avait été trafiqué. Nous avons ajouté que, selon le coroner, « plusieurs travailleurs possèdent des preuves montrant que d'autres rapports de la CSST sont modifiés ou falsifiés ». Certains lecteurs ont pu croire que ces autres rapports modifiés portaient également sur la compagnie Melri : il n'en est rien, ils concernent d'autres entreprises.

CERTAINS lecteurs avisés ont remarqué que les taux d'imposition foncière publiés hier par *La Presse* ne correspondaient pas à leur dernier avis d'imposition (compte de taxes). Il aurait fallu préciser qu'il s'agissait de taux uniformisés, cumulant le taux d'imposition foncière de base et toutes les tarifications (eau, ordures, etc.) en vigueur dans certains arrondissements de l' le. Par ailleurs, à Anjou et à Verdun, il faut ajouter à ces taux une taxe sectorielle qui varie même d'un quartier à l'autre dans le cas de Verdun. Nos excuses.



Célébration de raffinement

LA FRANCE   SON MEILLEUR
ERCUIS & RAYNAUD
Cristallerie Royale de Champagne

Redécouvrez les plaisirs de la table dans toute sa splendeur !



Votre magasin

POUR LES fêtes !

LINEN CHEST
DÉCOR DÉPÔT

« Le supercentre de la mode maison »

CENTRE ROCKLAND : (514) 341-7810
LA CATHÉDRALE (CENTRE-VILLE) : (514) 282-9525
PLACE PORTOBELLO, BROSSARD : (450) 671-2202
LES GALERIES LAVAL : (450) 681-9090
MAGASIN D'ENTREPÔT
CARREFOUR LANGELIER : (514) 254-3636

LA GUERRE AU TERRORISME

Les troupes canadiennes peu susceptibles d'aller en Afghanistan avant 2002

JOHN WARD
Presse Canadienne

OTTAWA — Il est peu probable que les troupes canadiennes se rendent en Afghanistan avant janvier, même s'il est possible qu'une équipe de reconnaissance restreinte, pouvant être composée d'un seul officier canadien, se joigne à un groupe international d'éclaireurs la semaine prochaine.

Le ministre de la Défense, Art Eggleton, a reconnu ne pas être certain du moment. « C'est difficile à dire vraiment à cet instant, a-t-il admis hier. Le personnel militaire doit examiner certains détails de cette question, comme les besoins en vue d'un engagement des troupes », a expliqué le ministre.

Les planificateurs militaires tentent actuellement de régler la question de l'approvisionnement des troupes une fois qu'elles seront sur le terrain.

Le Canada a promis d'engager 1000 soldats, la plupart issus du troisième bataillon d'infanterie légère Princess Patricia, basé à Edmonton, pour une mission d'après-guerre en Afghanistan.

Une partie du retard est dû au processus lent et compliqué qui caractérise les accords internationaux. Des responsables de la Grande-Bretagne, qui dirigera probablement la force de stabilisation dans l'Afghanistan d'après-guerre, ont rencontré hier à Londres des représentants d'autres pays participants pour discuter des détails. Le Conseil de sécurité des Nations unies devrait adopter une résolution de principe la semaine prochaine. Une fois la résolution adoptée, les pays participants enverront probablement leurs forces de reconnaissance pour étudier le terrain.

Une source du ministère de la Défense a révélé hier que le Canada se joindrait à cette mission d'éclaireurs, même si cela pouvait consister à n'envoyer qu'un seul officier. Une fois la mission de reconnaissance effectuée, les troupes pourraient se trouver sur le terrain dans les 10 jours, ce qui repousse leur départ au mois de janvier.

Mais Brian McDonald, expert pour les questions de défense de Toronto, pense que ce délai pourrait être plus long, alors que les planificateurs canadiens examinent la question de l'approvisionnement des troupes. « C'est ce problème de logistique, a déclaré M. McDonald. Le seul moyen rentable de faire de la logistique, c'est par mer et par rail. »

Mais trouver un port et une voie ferrée n'est pas si simple : « Il faut trouver deux itinéraires d'approvisionnement logiques, un à travers l'Ouzbékistan et un jusqu'à Karachi, au Pakistan », a expliqué l'expert, ajoutant que « les deux sont vraiment peu sûrs ».

Le chef d'état-major de la Défense, le général Raymond Henault, a récemment déclaré devant un comité sénatorial que si le Canada installait une base d'approvisionnement, il ne pourrait utiliser que deux ports.

Le plus proche serait en Ukraine, à 3000 km par rail, alors que le second serait en Pologne, à 4600 km.

« Le meilleur endroit à partir duquel on peut approvisionner les troupes est Karachi », a expliqué M. McDonald, car on y trouve un port en eaux profondes et des liaisons ferroviaires avec la frontière afghane. « Après, il faut utiliser des camions à partir des points de passage », a déclaré M. McDonald, qui a aussitôt nuancé cette apparente simplicité en soulignant l'instabilité du Pakistan.

Il a également rappelé que l'Ouzbékistan présentait des risques avec, au nord du pays, un groupe lié à Al-Qaeda, le réseau terroriste d'Oussama ben Laden.

Les deux lignes de chemin de fer, au Pakistan et en Ouzbékistan, ne sont donc pas sûres. Quant aux routes afghanes, elles sont parsemées de mines.

« Vous allez devoir aller là-bas, déminer les routes, déminer les fossés. Après vous allez devoir employer des gens pour surveiller quelle petite bande locale de bandits est partie en plaçant à nouveau des mines », a expliqué l'expert.

La résolution de ces différents problèmes va retarder d'autant les militaires dans l'exercice de leur véritable mission.



Photo AP

Des combattants antitalibans riaient de bon coeur à la vue du « spectacle » que leur offraient hier les bombardements américains dans les Montagnes Blanches, près de Tora Bora.

Les Marines américains s'assurent le contrôle de l'aéroport de Kandahar

LACHLAN CARMICHAEL
et CHRIS OTTON
Agence France-Presse

KANDAHAR — Près de 200 Marines américains ont pris le contrôle hier par voies aérienne et terrestre de l'aéroport de Kandahar (sud de l'Afghanistan) où ils ont recherché aussitôt des mines et des engins piégés.

Les Marines, rejoints par des soldats australiens dont le nombre n'a pas été précisé, ont également pour mission d'arrêter des membres d'Al-Qaeda, le groupe d'Oussama ben Laden, qui pourraient se cacher dans des canaux d'irrigation près des pistes d'atterrissage, selon des officiers américains.

Selon eux, la prise de contrôle de l'aéroport doit à la fois procurer une nouvelle base opérationnelle pour les vols américains en Afghanistan et faciliter la distribution de l'aide humanitaire.

L'opération, survenue une semaine après que la ville de Kandahar, fief et dernier bastion des talibans, soit tombée aux mains de forces locales afghanes, a débuté hier à 3 h (heure locale), a indiqué un officier américain, Timoty Hoffman.



Photo AP

Le général de brigade James Mattis, à son arrivée à l'aéroport de Kandahar, hier.

Les Marines sont venus par voie terrestre de Camp Rhino, une base avancée située au sud de Kandahar, ou ont été hélicoptérés depuis le porte-hélicoptères Bataan croisant en mer d'Arabie.

Les troupes arrivées de Camp

Rhino ont été « guidées à travers Kandahar par des membres des forces spéciales américaines », a précisé l'officier.

« L'aéroport est inutilisable » pour l'instant, mais des avion-cargos C-130 pourront s'y poser « dès que nous aurons nettoyé » les pistes et la tour de contrôle des engins piégés et des débris qui s'y trouvent, a-t-il dit.

Le général de brigade James Mattis, chef du groupe de combat qui a pris le contrôle de l'aéroport, a indiqué à l'AFP que l'opération avait été menée avec l'approbation du président désigné de l'autorité intérimaire afghane Hamid Karzaï.

« Nous sommes ici pour aider les Afghans. Nous ne serions pas ici si M. Karzaï ne nous l'avait pas demandé. Notre boulot est d'ouvrir l'aéroport », a-t-il précisé.

Le général Mattis a indiqué que des troupes britanniques étaient attendues prochainement sur place.

Un porte-parole des Marines, le capitaine David Romley, a précisé que des véhicules blindés équipés d'armes antichars et de mitrailleuses avaient été affectés à la garde de l'aéroport de la seconde ville d'Afghanistan.

« Il y a une tonne d'explosifs

non activés ici. Il y a des champs de mines tout autour. Notre première tâche est de faire en sorte que l'aéroport soit sûr et opérationnel », a déclaré le lieutenant des Marines Don Fall.

Auparavant, lors d'un briefing à camp Rhino, un officier de renseignement, le commandant James Beau Higgins, avait déclaré aux soldats s'apprêtant à partir en opération : « Des éléments d'Al-Qaeda sont toujours à Kandahar et autour (de la ville) et il y a une possibilité d'attaque terroriste. »

De son côté, le général Mattis, commandant des 4000 hommes du groupe opérationnel 58 des marines, les avait mis en garde contre des tirs par erreur visant des combattants antitalibans alliés des États-Unis.

Il avait aussi demandé à ses hommes d'essayer de ne pas tuer les combattants talibans.

Si les Marines rencontrent un taliban armé d'un fusil d'assaut, ils doivent « prendre l'arme, renvoyer l'homme à la maison et lui dire que la guerre est finie », avait ajouté le général.

cyberpresse.ca Les dernières nouvelles de la guerre en Afghanistan à www.cyberpresse.ca/monde

La bande vidéo de ben Laden authentifiée par la CIA

Agence France-Presse

WASHINGTON — La CIA (agence centrale de renseignements américaine) a procédé à une « analyse scientifique » de la cassette vidéo d'Oussama ben Laden pour en vérifier l'authenticité qui est avérée, et le Pentagone en a ensuite assuré la traduction, ont déclaré hier soir des responsables américains.

La CIA a « mené de nombreux tests scientifiques pour faire coïncider la voix et l'image de ben Laden avec les bandes précédentes que ben Laden avait lui-même diffusées et dans tous les cas les coïncidences ont été identiques », a déclaré un responsable du renseignement, sous couvert de l'anonymat.

« Nous sommes convaincus de l'authenticité de la bande », a-t-il souligné, sans préciser les méthodes de vérification utilisées.

Le Pentagone a diffusé jeudi l'enregistrement, accueilli avec scepticisme par certains musulmans. On y voit l'islamiste d'origine saoudienne, jubiland en compagnie de convives, se vanter des attentats qui ont fait plus de 3300 morts à Washington et New York et montrer une connaissance approfondie des préparatifs de l'attaque contre les deux tours du World Trade Center.

« On nous a indiqué que la voix de ben Laden et son image ont été scientifiquement analysées pour s'assurer que ce qu'il y a sur la bande était cohérent, et c'est le cas », a déclaré de son côté un porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Dave Lapan.

Le ministère américain de la Défense a ensuite assuré la traduction, avec trois traducteurs, de l'arabe vers l'anglais, ainsi que la transcription et les sous-titrages en anglais, a précisé l'officier.

La cassette, filmée par un amateur, a été obtenue par les autorités américaines dans des circonstances imprécises.

« Elle a été obtenue dans une maison de Jalalabad à la fin du mois dernier, des officiels américains ont été prévenus et la bande a été envoyée aux États-Unis », a cependant indiqué le responsable du renseignement à l'AFP.

Le président américain George W. Bush a rejeté avec force hier l'idée que la vidéo — dont l'authenticité est contestée dans une partie du monde arabe — ait pu avoir été manipulée, et a estimé qu'elle était la preuve « dévastatrice » de la culpabilité du chef islamiste dans les attentats terroristes du 11 septembre.

Le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld avait déclaré jeudi à ce propos : « La bande a été examinée par un certain nombre de gens au sein de l'administration pour s'assurer qu'elle était authentique et de fait, il semble bien qu'elle le soit. »

Interrogé au sujet de cet enregistrement hier par la presse, le général Tommy Franks, patron des opérations américaines en Afghanistan, a choisi la prudence.

« Je garde pour moi mon opinion sur la vidéo. Ce qui importe c'est l'opinion du monde libre », a déclaré le général.

Chopard

»HAPPY BRIDE«

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978
2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651

Horaires des fêtes : Lundi au vendredi de 10 h à 20 h 30 Samedi - dimanche 10 h à 17 h

www.chateaudivoire.com

AL-QAEDA

Suite de la page A1

leur prochaine victoire.

« Nous allons en finir avec eux d'ici à la fin de la journée, et sinon à 100 % d'ici à demain, a affirmé Hazrat Ali, l'un des trois grands commandants des forces de la choura de l'Est.

Il s'est refusé à se prononcer clairement sur la présence de ben Laden dans ce secteur, soulignant simplement qu'il y avait trois chemins à travers les montagnes pour se rendre au Pakistan à partir de la zone de Tora Bora.

Des responsables américains ont multiplié les déclarations évasives voire contradictoires sur la présence de ben Laden en Afghanistan.

Jeudi, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld avait indiqué que des informations de sources crédibles indiquaient que ben Laden, dont la tête est mise à prix pour 25 millions de dollars, avait pu s'enfuir au Pakistan.

Dans la soirée, un responsable, parlant sous le couvert de l'anonymat, citait plusieurs indications semblant montrer la présence du chef d'Al-Qaeda dans deux vallées de la région, Agam et Wazir, truffées de grottes.

L'agence Afghan Islamic Press (AIP) a affirmé hier que ben Laden n'était plus à Tora Bora.

Pour tenter de prévenir la fuite de responsables d'Al-Qaeda et des talibans, les troupes américaines ont étendu leur présence dans le sud du pays où sont présents quelque 1300 d'entre eux, au sud de Kandahar.

Près de 200 Marines ont pris position dans l'aéroport de la deuxième ville d'Afghanistan, avec comme mission d'en sécuriser les pistes et les bâtiments.

« L'aéroport est inutilisable » pour l'instant, mais des avions cargos C-130 pourront s'y poser « dès que nous aurons nettoyé » les pistes et la tour de contrôle des engins piégés et des débris qui s'y trouvent, a indiqué un officier américain, Timothy Hoffman.

À Londres, les responsables militaires de 16 pays prêts à participer à une force internationale pour l'Afghanistan ont examiné les conditions de cette intervention sous mandat de l'ONU, qui pourrait commencer dès la semaine prochaine.

Le gouvernement posttaliban favorable au déploiement d'une force multinationale

Associated Press

NATIONS UNIES — Le gouvernement afghan post-taliban a informé le Conseil de sécurité des Nations unies qu'il donnait son feu vert au déploiement d'une force multinationale de maintien de la paix sous réserve que celle-ci n'autoriserait pas explicitement le recours à la force militaire.

« Le gouvernement afghan donne son accord au déploiement de forces multinationales en Afghanistan sur la base du chapitre IV de la Charte des Nations unies », ce qui n'autorise pas explicitement le recours à la force militaire, a annoncé le Dr Abdullah Abdullah.

Dans une lettre adressée au Conseil, l'actuel ministre afghan des Affaires étrangères indique que le gouvernement afghan doit encore s'accorder sur la nationalité et la taille des unités militaires, le lieu et la durée de leurs déploiements ainsi que leurs rôles.

Cette lettre a été discutée à huis clos hier par le Conseil de sécurité, une réunion au cours de laquelle l'envoyé des Nations unies en Afghanistan Lakhdar Brahimi a informé les autres membres du Conseil de ses derniers entretiens à Kaboul et de l'installation du nouveau gouvernement le 22 décembre.

Samedi, le Conseil de sécurité poursuivait ses discussions quant à l'instauration d'une telle force. Vendredi, des diplomates annonçaient que le Conseil ne voterait pas le déploiement de la force de maintien de la paix avant la semaine prochaine, au plus tôt mardi.

Suivant l'accord du 5 décembre conclu entre les quatre factions afghanes, le Conseil de sécurité des Nations unies doit autoriser le déploiement d'une force de sécurité multinationale. Pour l'instant, celle-ci devrait compter environ 1000 hommes, déployés à Kaboul et autour de la capitale pour assurer la sécurité, mais elle pourrait compter à terme quelque 5000 hommes, en fonction de ce que recommandent les Afghans et l'émissaire de l'ONU en Afghanistan, Lakhdar Brahimi.

La force multinationale envisagée actuellement devrait comprendre des soldats britanniques et français.

LA GUERRE AU TERRORISME

Les Afghans reviennent à la maison

L'ONU estime que 14000 réfugiés sont retournés en Afghanistan cette semaine

Agence France-Presse

KABOUL — Plus de 14 000 réfugiés sont revenus dans plusieurs régions d'Afghanistan au cours de la semaine, a indiqué à Kaboul un porte-parole de l'ONU hier. Il y a vu un « signe de stabilité », tout en relevant qu'il ne s'agit pas des plus défavorisés qui reviennent.

Quelque 7600 personnes sont rentrées d'Iran, et 7000 autres du Pakistan par le poste-frontière de Chaman (ouest du Pakistan), a précisé Yusuf Hassan, citant des chiffres du Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR).

L'ONU a cependant appelé à la prudence, ces réfugiés n'étant « clairement pas parmi les plus pauvres », beaucoup rentrant pour les fêtes de fin du ramadan.

« Le HCR met en garde les Afghans afin qu'ils ne se précipitent pas pour rentrer et les pays de la région ne doivent pas pousser les réfugiés afghans (évalué à plus de 3,5 millions) à rentrer chez eux avec l'hiver qui arrive », a ajouté le porte-parole, ajoutant que « la situation sécuritaire reste tendue en de nombreuses régions du pays ».

Des réfugiés continuent par ailleurs à arriver au Pakistan, où le HCR a estimé à 200 000 le nombre d'Afghans arrivés depuis le 11 septembre.

« Il est important que quiconque cherche la sécurité soit autorisé à entrer dans les pays voisins », a ajouté le porte-parole de l'ONU.



Photo AP

Ces Afghans attendaient patiemment hier de recevoir l'aide humanitaire qui devait arriver d'Ouzbékistan pour les résidents de la ville de Mirkasim, située à 25 km de Mazar-e-Charif dans le nord de l'Afghanistan. Le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU estime que 14 000 réfugiés sont déjà de retour au pays. L'organisme a demandé aux États voisins de ne pas pousser les réfugiés afghans à retourner chez eux trop vite, « la situation sécuritaire restant tendue en de nombreuses régions du pays ».

L'hôte serait identifié

Associated Press

LE CAIRE — Des représentants américains ont annoncé depuis Washington avoir identifié le religieux saoudien à qui Oussama ben Laden rend visite sur la bande vidéo amateur saisie récemment en Afghanistan comme étant Cheik Ali Ben Said al-Ghandi, un religieux saoudien connu pour ses opinions antioccidentales.

Professeur de théologie islamique, Al-Ghandi a été suspendu et arrêté par le gouvernement saoudien en 1995, peu après la libération de Cheik Hammud al-Shuaybi, dont le nom est également mentionné sur la bande vidéo, a expliqué un représentant sous couvert de l'anonymat.

Hier, le prince Bandar ben Sultan ben Abdulaziz, ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux États-Unis, a dénoncé Oussama ben Laden ainsi que la cassette vidéo qui lui est attribuée.

« La cassette montre la face inhumaine et cruelle d'un criminel

meurtrier qui n'a pas de respect pour le caractère sacré de la vie ou les principes de la foi », a déclaré le prince dans un communiqué délivré par l'ambassade saoudienne hier.

« Nous rejetons et condamnons de la façon la plus sévère possible leurs attitudes et leurs actions celles de ben Laden et des personnes dont le nom est cité dans la cassette vidéo. Nous espérons que les auteurs de ce crime horrible seront bientôt emmenés devant la justice et sévèrement punis, » a ajouté le prince.

Le gouvernement américain a fait appel à un linguiste afin de traduire ce qui se dit sur la bande vidéo. Bien que prête, la version arabe n'a pas été diffusée par le Pentagone, ni aucune autre version proposant des sous-titres arabes.

L'administration Bush n'a fait aucun commentaire quant à cette absence de diffusion. La cassette a été rendue publique jeudi par le Pentagone après avoir été saisie récemment en Afghanistan.

Un iMac pour Noël à 1289\$*

À l'achat d'un iMac**, obtenez une caméra HP 318 ou un rabais de 225\$.

Tous nos conseillers sont certifiés Apple Product Professional

micro boutique

La boutique numérique Depuis 1983

6615 avenue du Parc, Montréal info@microboutique.ca

Heures d'ouverture: lun. mar. mer. 9 à 18 jeu. ven. 9 à 19 sam. 10 à 17

* Modèle 500 mhz M8490 ou M8582 ** Rabais postal de 225\$ ou envoi par courrier par Apple valide pour les Mac 600 ou 700 mhz seulement. Détails en magasin. Ces offres se terminent le 31 décembre 2001. Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer Inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

271-IMAC

loto-québec

Célébration 2002

1 Land Rover (ou 60 000 \$)

Tirage du 2001-12-14 941H471

2001-12-01 850C154	2001-12-08 582B625
2001-12-02 213F687	2001-12-09 513B658
2001-12-03 145E905	2001-12-10 176C686
2001-12-04 842E989	2001-12-11 808H584
2001-12-05 529F647	2001-12-12 174C685
2001-12-06 105D269	2001-12-13 148F614
2001-12-07 778F676	

(non décomposables)

Les modalités d'attribution des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

1 Land Rover Discovery chaque jour du 1^{er} au 31 décembre

EXCLUSIF

Luxeux manteaux en peau d'agneau léger espagnol mérinos

Pour ELLE ET LUI

Aussi: vente d'entrepôt spéciale

Directement du fabricant

Robert Arnold

Samedi de 9 h 30 à 15 h 30
Lun. au vend. de 12 h 30 à 17 h
9250, av. du Parc (angle Chabanel)
Local 450 • Tél. : 387-5495

cyberpresse.ca / noel

cyberpresse.ca

Désolé, le Père Noël sera un peu en retard cette année.



Le cinéma maison d'Audio Centre. C'est le cadeau de Noël par excellence.

Vaste sélection d'idées-cadeaux et de cinémas maisons à partir de 1 399,99 \$ pendant la vente de Noël



9100, boul. Cavendish • (514) 731-2772 • www.audiocentre.com

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

Cela s'appelle de la propagande

LES DISCUSSIONS sur l'authenticité de la fameuse cassette renvoient à l'homme de la taverne. Penses-tu que le hockey est arrangé, toé ? Bien sûr qu'il est arrangé, mais pas comme tu penses. Pas 3-2 ou 5 à 1. Il est arrangé 150 \$ la paire de billets, plus la bière, plus le parking, plus la gardienne, 200 \$ pour un show qui vaut zéro. Il est arrangé comme ça.

La cassette, c'est pareil. Elle n'est pas truquée. Ce ne sont pas des acteurs qui interprètent un scénario d'Hollywood. Mais on nous trompe pareil. On nous fait croire que oh là là mes amis vous allez voir ce qu'il y a dedans, c'est écoeurant... Y'a rien dedans. La preuve de la culpabilité de ben Laden ? En doutiez-vous donc ? On l'entend ronronner de plaisir ? Et alors, vous attendiez-vous à ce qu'il se prenne la tête en gémissant, « Ah non pas 3000 victimes, j'en voulais juste 200 » ? Il rend moult grâce à Allah du succès de l'opération ? Et alors, pensiez-vous qu'il avait fait tout ça pour impressionner son beau-frère ?

La cassette est authentique. Ce qui est totalement fabriqué, calculé, prémédité, ce sont les effets qu'on est en train d'en tirer. L'impact sur le public. Il s'agissait, après trois mois de guerre de relancer l'indignation des Américains. Certains, pour ne pas dire une majorité, commencent à oublier. Or la guerre n'est pas finie. M. Bush l'a assez dit. Après l'Afghanistan, on prévoit d'aller en Somalie, qui sait en Irak, au Yémen, au Soudan, en Palestine. Il ne faut surtout pas — comme au triste temps du Vietnam — que le peuple commence à se demander pourquoi les États-Unis font la guerre à ces gens-là. Bref, il s'agissait, avec cette cassette providentielle, de remettre les Américains au garde-à-vous... Voilà qui est fait.

Bien sûr que la cassette est authentique. C'est le reste qu'on a fabriqué, en particulier ce climat d'hystérie. Cela s'appelle de la propagande. On en attribue l'invention à Joseph Paul Goebbels qui était le ministre de l'Information de Hitler. Il disait qu'une bonne armée ne suffit pas pour faire la guerre, il faut aussi qu'à l'arrière, le peuple soit confit dans la haine de l'ennemi.

Le monde arabe, et plus largement le monde musulman, est peuplé de gens qui ne croient pas que ben Laden a commandé l'attentat du 11 septembre. Ils croient que c'est un coup des services secrets israéliens. La première fois que j'ai entendu cette version, c'était en Iran, j'étais avec un collègue de Radio-Canada, et c'est notre interprète, un homme cultivé, occidentalisé, critique de son gouvernement, plus familier des cotes de la Bourse que des versets du Coran, parlant parfaitement anglais, qui s'étonnait de notre naïveté :

— Vous croyez que des Arabes, bêtes comme ils sont, pourraient réussir un coup pareil ? Vous ne comprenez donc pas que c'est un coup du Mossad (services secrets israéliens) pour forcer les Américains à entrer en guerre contre les musulmans ? N'êtes-vous donc pas au courant que de nombreux juifs qui travaillaient dans les tours ne sont pas allés travailler ce matin-là ? Avertis par qui ?

Nous le regardions avec effarement comme si c'était un dément. Lui nous regardait avec commisération comme si nous étions des démentés.



Je ne vous ai pas rapporté l'anecdote, me disant que nous étions tombés sur un fou, sauf qu'à mon retour, en lisant les reportages de mes collègues en Égypte et ailleurs

dans les pays du Golfe, j'ai bien vu que c'était une légende fort répandue, y compris le détail sur les juifs-qui-ne-sont-pas-allés-travailler-ce-matin-là. Jean-François Lépine a illustré la chose dans un *Zone libre* du mois d'octobre, il était au Caire dans un congrès de journalistes égyptotes rassemblés pour parler des événements, il y a cette femme qui s'avance au micro et qui crie : « Cessons de nous cacher la vérité, nous savons tous que c'est un attentat sioniste ». Et les 200 journalistes dans la salle de l'applaudir chaleureusement. Toutes les interventions suivantes, me rapporte Lépine, sont allées dans le sens du complot sioniste.

Nous parlons ici de 200 journalistes. Pas 200 chauffeurs d'autobus. Deux cents personnes dont c'est le métier de rapporter les faits, et cependant persuadés de l'innocence de ben Laden.

Remarquez que si un de ces journalistes du Caire avait assisté à notre congrès qui se tenait récemment à Trois-Rivières, il pourrait en ce moment même écrire une chronique dans laquelle il dirait : Nous parlons ici de 500 journalistes. Pas 500 chauffeurs d'autobus. Cinq cents personnes dont c'est le métier de rapporter les faits et cependant convaincus de la culpabilité de ben Laden.

Remarquez encore que je n'en suis pas, pour autant, ébranlé dans mes convictions. Pas une foutue seconde. Je frémis seulement sur toutes les bonnes raisons que l'on a de faire la guerre.

UN AIR DE FAMILLE — Est-ce Rachel et Berri ou Rachel et Rivard ? Il y a là un parc minuscule avec un toboggan jaune et quelques bancs. On était allé essayer des habits de neige dans une friperie. En sortant, on a acheté du jus et des biscuits à la boutique granole voisine. Les petites étaient super contentes. Leur mère, installée, en haut du toboggan jaune leur donnait une poussée, moi je les cueillais en bas. Hop là. La plus petite riait en cascade, la grande qui portait un bonnet avec des pointes a dit à sa mère qu'elle aimerait avoir des grelots pour les attacher au bout des pointes.

Secoue ta tête, y'en a dans ta tête, des grelots. La petite a remué la tête comme si elle essayait de se la décrocher. Non maman y'en n'a pas... Dans ce petit parc, la soirée touchait à la perfection. Dieu que j'aime cette façon qu'a Montréal de s'animer comme un théâtre. Son décor un peu laid exprès, pour décourager les touristes. Les personnages entrent, vivent un instant, meurent en sortant de scène par la rue Rivard. D'autres personnages surgissent de la nuit, ou sont-ce les mêmes qui ont changé de costume ? Celui-là sourit à la petite en passant. Des cyclistes circulent rue Rachel, ils n'ont même pas de gants.

Vous rendez-vous compte, les filles, qu'on est le 11 décembre et c'est le printemps ?

Les gamines ont soupé en arrivant à la maison. Après son biberon, la plus petite est restée dans les bras de sa mère qui feuilletait en même temps un vieux *Time*. La petite tentait de se saisir de la revue. La mère a fini par la lui donner. La première page représentait ben Laden. La mère a mis son doigt dessus et regardant la petite : paaa-pa. Paaa-pa.

Canon

Savoir Faire !

La meilleure sélection de
caméras CANON se trouve chez
CAMTEC PHOTO

Canon ZR25 MC
Une puissante combinaison
de Vidéo numérique
et d'appareil photo numérique
Zoom 10X / 200X
Stabilisateur D'Image
Ecran 2.5" LCD couleur
Lecteur de card MMC Gratuit



Elan II / 28-90 Zoom
Un Reflex 35mm de niveau
professionnel
dans un boîtier moderne et design.
Construction en métal
En Vente ce mois-ci à \$529.95

Powershot G-2
Appareil photo numérique de
gamme professionnelle
4 Mégapixels
Optique Zoom 3X
Construit pour durer



Powershot S40
Toute petite et remplie
de fonctions:
4 Mégapixels
Zoom 3X (35-105)
Mode "Movie" avec son

Pour les prix les plus
bas en ville,
venez nous voir dans
l'bas d'la ville



DEUX ADRESSES DANS LE VIEUX-MONTRÉAL
26, rue Notre-Dame Est, tél.: 514-875-5110
(Stationnement gratuit disponible)
495 rue McGill, tél.: 514-842-4818

De quoi faire **rêver** le Père Noël!

Pendentif à diamants



Purété SI
10 pts. 198\$
15 pts. 268\$
20 pts. 388\$
25 pts. 498\$
50 pts. 1688\$

Boucles d'oreilles
à diamants



Total
5 pts. 58\$ 40 pts. 588\$
10 pts. 88\$ 50 pts. 788\$
20 pts. 248\$

Coeur à diamants



10 pts. 158\$ 1 ct. 888\$
25 pts. 288\$ 2 cts. 1688\$
50 pts. 488\$

Perles



Le plus grand choix au Québec

6-5,5mm	18po	298\$
6-6,5mm	18po	349\$
7-6,5mm	18po	298\$
7-7,5mm	18po	1398\$
9-8,5mm	18po	2888\$

Perles de Tahiti

9 - 8mm	18po	2888\$
9-10mm	18po	3500\$
7-11mm	36po	10888\$

Perles des mers du Sud

6,0 - 9,0mm	18po	6500\$
7,9-13,4mm	19po	8900\$
9,3-13,7mm	20po	9888\$

Montres

HERBELIN

SWATCH

SIMON CHANG

LORUS

PULSAR

BUCHERER

SEIKO

LONGINES

MONTBLANC

TISSOT

Platine et diamant



Purété VVS, couleur D-E
25 pts. 1788\$
50 pts. 5788\$

Bracelet tennis



1 ct.	1288\$	4 cts.	3988\$
2 cts.	2188\$	5 cts.	5788\$
3 cts.	3188\$		

Jonc anniversaire



Jonc anniversaire
avec diamants sur or 14k
25 pts. 288\$
50 pts. 588\$
1 ct. 988\$

Vêtements prêt-à-porter
sélectionnés

patagonia®

THE NORTH FACE

Royal Robbins

ORACE

30%
de rabais

LA CORDÉE

Promotion en vigueur jusqu'au 23 décembre 2001 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés.

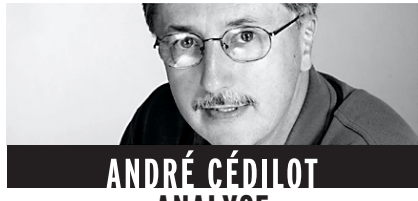
2159, rue Sainte-Catherine Est, Montréal H2K 2H9 Métro Papineau
2777, boul. St-Martin Ouest, Laval H7T 2Y7, près de l'autoroute 15
Tél. : (514) 524-1106 • www.lacordee.com

Votre prochaine liaison commence ici
cyberpresse.ca/traitdunion

cyberpresse.ca

LA GUERRE AU TERRORISME

Il faut revoir la lutte contre le terrorisme



ANDRÉ CÉDILLOT
ANALYSE

Projeté au coeur même du terrorisme international par l'attentat du 11 septembre aux États-Unis, le Canada a compris qu'il lui faudrait passer à l'action. Le dernier budget du ministre Paul Martin est éloquent : 7,7 milliards seront investis dans la sécurité au cours des cinq prochaines années.

Mais la longue série de *La Presse* sur l'affaire Ressam et sur le réseau terroriste de Fateh Kamel à Montréal montre que l'argent ne résoudra pas tout. Il existe des failles béantes à la frontière, dans les aéroports, à l'immigration, à la Justice, à la police et, surtout, au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS).

Force est d'admettre aujourd'hui que l'application de la « recommandation politique » de la commission MacDonald, qui visait à répartir la lutte antiterroriste entre le SCRS et la Gendarmerie royale du Canada, s'est révélée désastreuse pour le pays depuis 1984.

À lui seul, le cas de Gilles Breault, converti à l'islam et qui

porte désormais le nom de Youssef Mouammar, est extrêmement troublant. Il oblige à se poser une question cruciale : comment le SCRS a-t-il pu aller aussi loin dans sa façon d'utiliser cet informateur ?

Pendant des années, avec la bénédiction du principal organisme de lutte antiterroriste au Canada, Breault a semé la peur à Montréal et dans plusieurs pays, dont l'Algérie, la France et l'Angleterre, par des menaces et des appels à la rébellion, à la violence et au terrorisme.

Le SCRS a même traduit de l'arabe des textes subversifs que le Groupe islamiste armé (GIA) faisait parvenir à Breault depuis l'Algérie. Celui-ci les expédiait ensuite à Londres, d'où ils étaient redistribués, puis diffusés.

Le plus incroyable, c'est l'acharnement du SCRS à mettre son informateur à l'abri des enquêtes policières, en dépit des menaces de mort faites au juge d'instruction français Jean-Louis Bruguière et de l'annonce d'un attentat bactériologique dans le métro de Montréal en 1998.

L'attitude des agents du service secret est d'autant plus étonnante que le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, chargé de s'assurer que le SCRS respecte la loi, désapprouvait manifestement l'embauche de Breault comme informateur.

Le Comité s'inquiétait « tant des



Photothèque, La Presse ©

La facilité avec laquelle Ahmed Ressam (dont on voit le portrait ci-dessus) et Fateh Kamel ont pu se faufiler à travers les mailles de la bureaucratie canadienne laisse perplexe.

gestes controversés de la source que de l'information qui en avait été tirée », peut-on lire dans son rapport annuel 1997-1998. Autrement dit, on trouvait qu'il ressemblait un peu trop à un agent provocateur.

À la même époque, le SCRS avait lui-même cessé ses relations avec Breault parce qu'il « mettait en danger l'intégrité de l'opération ». Mais les informateurs dans le milieu musulman se faisant rares, le SCRS l'a vite repris à son service.

Tout cela mène à une autre question importante : les renseignements que Breault a pu fournir — selon lui, il a déjà été payé 7000 \$ par mois, dépenses incluses — étaient-ils si utiles à la sécurité du pays ? Seul le SCRS peut le dire.

Source de tension

De prime abord, les agissements du SCRS rappellent les errements de la GRC avant, pendant et après la crise d'Octobre : faux attentats, faux communiqués, vols de documents... Dans les années 70, tout était bon pour contrer le séparatisme au Québec. Ironiquement, ces gestes douteux, voire illégaux de la GRC ont donné lieu à la création du SCRS en 1984.

De toute évidence, cette décision de scinder la sécurité nationale entre la GRC et le SCRS a provoqué un net recul dans la lutte antiterroriste. Depuis 17 ans, le partage des renseignements est devenu une source continue de tension entre ces deux grands services publics.

La facilité avec laquelle Ahmed Ressam et Fateh Kamel ont pu se faufiler à travers les mailles de la bureaucratie canadienne laisse perplexe. D'autant plus que le terrorisme islamique — et la filière algérienne en particulier, c'est un fait connu — est une priorité au SCRS

depuis le début des années 90.

« Quand ces gars-là entrent et sortent du Canada comme ils l'ont fait avec de faux passeports, il est impensable que le SCRS ne soit pas au courant. Ses agents auraient dû émettre des avis de guet plus tôt », estiment des vieux routiers du renseignement. Selon eux, le SCRS aurait dû être au courant des déplacements de Ressam et de Kamel et suivre leurs gestes à la trace.

« La clé de la sécurité intérieure, c'est la collecte et l'échange de renseignements sur les mouvements des terroristes fichés », disent-ils. Avec 2000 employés et un budget annuel de 196 millions, le SCRS a d'énormes moyens pour agir : haute technologie, recherches, analyses, filature, écoute électronique, contacts locaux et étrangers, etc.

Culte du secret

Pour des raisons de sécurité nationale, les agents du SCRS ont acquis une véritable obsession du secret. Très souvent, ils refilent les renseignements au compte-gouttes ou attendent trop longtemps avant de mettre à contribution les policiers, les douaniers ou les spécialistes de l'immigration.

À leur décharge, les agents du SCRS ont les mains liées par une structure hiérarchique rigide et des règles de procédure très strictes. « Ce sont des universitaires, ils sont bien formés, mais ils demeurent des fonctionnaires. Ils ne connaissent rien du travail de la police et du contrôle des informateurs. Or, le terrorisme, c'est sur le terrain que ça se passe », avancent les experts.

Le plus gros problème vient de ce que le SCRS s'occupe exclusivement de la collecte et de l'analyse de renseignements. Il ne prend pas en considération les impératifs juridiques inhérents aux enquêtes de la GRC et des autres corps de po-

lice chargés de poursuivre les délinquants.

En plus d'engendrer la frustration et la méfiance, cette situation donne lieu à une partie de poker entre le SCRS et la GRC. De hauts dirigeants des deux groupes doivent intervenir régulièrement pour désamorcer les tensions.

Les deux clans ont toujours l'impression de se retrouver sur un terrain miné. Au fil des années, ces rapports tumultueux ont amené la GRC à se désintéresser de la lutte antiterroriste et à laisser la place au SCRS. Jusqu'à tout récemment, au quartier général de la GRC à Montréal, une douzaine d'enquêteurs seulement s'occupait de sécurité nationale.

Le Comité de surveillance du renseignement de sécurité, chargé de veiller à la bonne conduite du SCRS, est au fait de ce problème de dualité depuis 15 ans. Dans son rapport de l'an 2000, il parle du difficile équilibre entre « les contraintes du secret et le principe du savoir ».

Changements en vue

Si l'on en croit le Comité, formé de civils nommés par le gouvernement fédéral, le problème est réel. Pour le SCRS, il s'agit de mettre à profit le renseignement, alors que la GRC se doit de mener les enquêtes sur le terrorisme selon les mêmes règles que pour les crimes de droit commun.

En d'autres mots, comme on l'a vu au procès de Fateh Kamel à Montréal en 1996, il est temps de reconsidérer attentivement le rôle de cet organisme civil dans la lutte antiterroriste au Canada. Au cours de ce procès, pour ne pas éveiller les soupçons, les agents du SCRS avaient refusé de témoigner même s'ils avaient été témoins de plusieurs vols, et Kamel a été acquitté.

Pour des raisons d'efficacité, plusieurs sont d'avis que la GRC devrait rapatrier sous son autorité tout ce qui concerne les activités terroristes au pays. En contrepartie, le SCRS pourrait voir son mandat élargi à l'étranger, tout en continuant à s'occuper des affaires intérieures d'espionnage et de contre-espionnage.

Avec la Belgique, le Canada est l'un des rares pays occidentaux où la lutte contre le terrorisme relève de deux corps publics différents. Aux États-Unis, le FBI est responsable de la sécurité intérieure, tandis que la CIA agit à l'étranger. Cela ne les empêche pas de se marcher régulièrement sur les pieds et de se haïr cordialement.

D'ailleurs, les détectives du FBI hésitent à faire affaire directement avec les agents du SCRS parce que ceux-ci ne sont pas des policiers. En général, les échanges se font par les voies officielles seulement.

cyberpresse.ca Pour retrouver toute la série d'André Noël sur le réseau terroriste à Montréal
www.cyberpresse.ca/reseauterrorisme

Collecte de sang

CLUB OPTIMISTE – SAINT-ANTOINE
Galeries des Laurentides – 500, boulevard des Laurentides
Mardi 18 décembre de 10h à 20h

COMPLEXE COUSINEAU – SAINT-HUBERT
5245, boulevard Cousineau
Jeudi 20 décembre de 13h à 20h

CENTRE ÉTIENNE-DESMARTEAU – MONTRÉAL
3430, rue Bellechasse
Vendredi 21 décembre de 13h à 20h

CANADIAN TIRE – SAINT-JÉRÔME
Carrefour du Nord – 900, boulevard Grignon
Vendredi 21 décembre de 13h à 20h

Profitez du temps des Fêtes pour sauver une vie!

Info-collecte : 514 832-0873 • 1 800 343-7264

HÉMA-QUÉBEC

DONNEZ DU SANG. DONNEZ LA VIE.

ROI DES FORÊTS QUE J'AIME TA PARURE...

AUCUN PAIEMENT

AUCUN INTÉRÊT

pour 90 jours à l'achat!*

• Dispositif anti-blocage des roues «tout terrain» • Radio Bose® 150 watts avec changeur 6 CD intégré • Commande audio et régulateur de vitesse au volant de direction • **Moteur V6 de 250 chevaux** • Jantes en alliage 16 po • Système antivol et antidémarrage avec clé à puce • Climatiseur • Différentiel autobloquant arrière • Marchepieds latéraux aplatis • Sellerie spéciale Chilkoot

399\$

par mois en location**

0\$ comptant disponible

Transport et préparation inclus!

2,8%

financement à l'achat!*

PDSF à partir de 33 900 \$

PATHFINDER 2002 ÉDITION CHILKOOT

NISSAN

TOUJOURS PLUS LOIN.

*À l'achat, aucun intérêt et aucun paiement avant 90 jours de la date de livraison. Cette offre n'est valable que sur les modèles Pathfinder édition Chilkoot 2002 neufs ou de démonstration et lorsque le financement pour les termes de 24 à 60 mois s'effectue par NCFI entre le 3 décembre 2001 et le 2 janvier 2002. Taux de financement de 2,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. **Location de 48 mois pour le Pathfinder édition Chilkoot 2002 (BCRG52 AA00). Acompte ou échange équivalent 3 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h sur tous les modèles. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. TOUJOURS PLUS LOIN et le logo NISSAN sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissancanada.com 1 800 387-0122

Améliorez vos perspectives de carrière

Inscrivez-vous à nos cours d'anglais et améliorez votre compréhension de la langue anglaise et des éléments culturels et professionnels qui la sous-tendent.

.....➔ **Certificat de compétence en anglais**

Hiver : du 12 janvier au 6 avril 2002

- Cours à temps partiel de 45 heures menant au Certificat de compétence.
- Cours offerts deux soirs par semaine ou le samedi de 9h00 à 13h00.

20\$ pour le test de classement

Frais de scolarité : 275\$ Citoyens canadiens / résidents permanents
425\$ Étudiants étrangers

Frais d'inscription tardive: 25\$

.....➔ **Talking about the Movies Parlons cinéma!**

Hiver : Les cours débiteront le 15 janvier 2002 (12 semaines/45 heures)

- Un cours de conversation avancé pour les cinéphiles.
- Comment parler de ce que vous avez vu au cinéma ou à la télévision, comment expliquer ce qui vous a plu et ce qui vous a déplu dans un film.
- Vous pourrez visionner tout un éventail de films et de documentaires.

Le mardi et le jeudi, de 16h00 à 18h00

Coût : 275 \$ (citoyens canadiens) / 425 \$ (étudiants étrangers)

Loi 90 : Les entreprises qui règlent les droits de scolarité de leurs employés peuvent être admissibles à une déduction fiscale. Tous les cours sont déductibles d'impôt pour les étudiants.

Renseignements :

514.398.6160

Télécopieur : 514.398.9650
Courriel : lang@conted.iam.mcgill.ca
Site web : www.mcgill.ca/conted
Adresse :
688, rue Sherbrooke Ouest
(à l'angle de la rue University)
bureau 1199

LA GUERRE AU TERRORISME

Les Kaboulis veulent la mort de ben Laden

HENRY MEYER
Agence France-Presse

KABOUL — Les habitants de Kaboul, coupés du monde pour la plupart, ignoraient tout hier de la cassette vidéo d'Oussama ben Laden diffusée par le Pentagone, mais ils n'ont aucun doute sur sa responsabilité dans les attentats du 11 septembre aux États-Unis.

S'ils n'ont pas vu ben Laden se réjouir du carnage, les Kaboulis rencontrés hier ont tous déclaré souhaiter sa mort.

« Bien sûr qu'il est responsable des attaques aux États-Unis, c'est le terroriste numéro un du monde », affirme Mahmud Hamkar, réparateur de montres.

« L'Amérique est puissante. Elle doit se débarrasser de lui. Lorsque ben Laden sera mort, ça fera refléchir à deux fois ses successeurs potentiels. Je ne pense pas que quelqu'un voudra alors le remplacer », ajoute-t-il.

« Ce n'est pas un bon musulman. Il a massacré des milliers de gens à New York. Les musulmans ne sont pas des terroristes. Ils seront heureux s'il est tué », affirme Hakhim Dotzada.

Mohammad Amiri, lui, pense que ben Laden est déjà entré au Pakistan, avec l'aide de tribus pachtounes.

« En ce moment, il est au Pakistan. Les États-Unis doivent le chercher là-bas. S'ils ne se débarrassent pas de lui, il se trouvera d'autres partisans et recommencera ses attaques », affirme Amiri.

Pour Ata Mohamad Khaiyar, qui vend des légumes confits, les États-Unis doivent également cesser de soutenir Israël et d'ignorer les violences infligées aux Palestiniens car, selon lui, cette situation ne fait qu'alimenter le terrorisme islamique.

« Les talibans étaient la cause du terrorisme, l'Amérique avait le droit d'attaquer les talibans et le réseau Al-Qaeda », explique-t-il, en remerciant le ciel que le régime des miliciens intégristes, qui avait accordé l'hospitalité à ben Laden en Afghanistan, soit maintenant chassé du pouvoir.

Mais la guerre au terrorisme, à l'initiative des États-Unis, ne réussira pas tant que Washington ne modifiera pas sa politique au Proche-Orient, qui ne fait que gonfler quotidiennement le nombre de volontaires pour le jihad (guerre sainte) de ben Laden, ajoute Khaiyar.

« Israël est la même chose qu'Oussama ben Laden. Les musulmans sont en colère. D'un côté, les États-Unis veulent tuer le terrorisme, de l'autre, ils aident un État terroriste, Israël », affirme-t-il.

Le « taliban américain » en sécurité et bien traité

WASHINGTON — L'Américain John Walker, fait prisonnier lors de la reddition des talibans aux côtés desquels ils combattaient à Mazar-e-Sharif, a été transféré hier sur un navire de l'armée américaine en mer d'Oman.

Selon le général Tommy Franks, qui dirige les opérations en Afghanistan, le jeune homme a été emmené à bord de l'*USS Peleliu* où il est « en sécurité et bien traité ».

John Walker était jusque-là le seul prisonnier détenu dans le centre de détention de fortune de Camp Rhino, la base américaine installée dans le sud de l'Afghanistan. Il se remettait d'une blessure par balle à la jambe. On ignore encore ce que comptent faire les autorités américaines du jeune homme qui est originaire de Californie.

AP



Photothèque La Presse ©

Les habitants de Kaboul n'ont aucun doute sur la responsabilité de ben Laden dans les attentats du 11 septembre aux États-Unis et les Kaboulis rencontrés hier ont déclaré souhaiter sa mort. Mais tous ne sont pas de cet avis. De nombreux Pakistais (notre photo) ont manifesté au cours des derniers mois leur appui au milliardaire saoudien.

VEUILLEZ JOINDRE ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÉS MAINTENANT

Repas complet pour Noël—1,97\$

Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas chauds ou fournir d'autres services essentiels aux personnes qui ont faim, qui sont sans abri et qui souffrent dans la région de Montréal en cette période de Noël.

Pour seulement 1,97\$ vous pouvez procurer un repas chaud ou d'autres services vitaux qui pourraient être le point de départ pour une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

☐ 19,70\$ pour aider 10 personnes ☐ 39,40\$ pour aider 20 personnes
☐ 59,10\$ pour aider 30 personnes ☐ 78,80\$ pour aider 40 personnes
☐ 197\$ pour fournir 100 repas ou des services essentiels
☐ _____ \$ pour aider autant de personnes que possible

Pour facturer votre don sur votre carte de crédit Visa/MasterCard/AMX, veuillez composer le 514-523-5288.

Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus.

Nom _____
 Adresse _____ App. _____
 Villes/Prov./Code Postal _____
 Téléphone (____) _____
 Courriel _____@_____


 Veuillez faire votre chèque payable à:
LA MISSION BON ACCUEIL
 C.P. 894, Succursale St-Jacques, Dépt. 53769
 Montréal, QC H3C 2V8
 Situé au: 1490 rue Saint-Antoine ouest
 www.mbawhm.com

NOTRE 109^e ANNÉE DE SERVICE À MONTRÉAL



Joyeux Noël

et Bonne Mémoire !

C'est Noël tous les jours chez B.Mac.
Le Père Noël est à votre service à longueur d'année avec ses prix à tout casser. Et offrez-vous une mémoire d'éléphant à un prix de petite puce.



PowerMac G4
733Mhz, L2, 128Mb, 40Gb, CD-RW, 32Mb
NVIDIA GeForce 2, GigE, KB

2489⁹⁹ \$*



PowerBook G4
PB G4 Titanium, 550Mhz, 15.2" 1Mb, 512Mb, 30Gb,
DVD, 16Mb DDR Radeon, GigE, 56k, Airport Card

3349⁹⁹ \$*

En plus, épargnez jusqu'à **750\$**
à l'achat d'un Power Mac G4 et d'un écran Apple**

3639⁹⁹ \$*

5099⁹⁹ \$*

4499⁹⁹ \$*

B.Mac
Le supermagasin Apple


Spécialiste Apple
Centre de service autorisé

Centre-ville : 463, rue Sainte-Catherine ouest, 2^e étage • (514) 842-2571
Montréal : 5580, rue Paré • (514) 738-9955 **Laval :** 2600c, boul. Daniel-Johnson • (450) 688-4966

* Taxes en sus **Détails en magasin à l'achat d'un ordinateur (sur la même facture). Apple, le logo Apple, Power Mac et PowerBook sont des marques déposées de Apple Computer Inc.



super solde
de Noël

Le magasin préféré du Père Noël pour les cadeaux et articles ménagers

Passez chez Benix & Co. Vous y trouverez
LE PLUS GRAND CHOIX DE CADEAUX ET
D'ARTICLES MÉNAGERS,
AUX PLUS BAS PRIX GARANTIS!

Au bon moment,
juste à temps pour Noël!!

Rabais jusqu'à 75%

Plats de service en terre cuite Motifs de Noël Au choix 14⁹⁹\$ Cour. : 39.99\$	Service à punch 27 pièces en verre 17⁹⁹\$ Cour. 39.99\$	6 Chandelles incluses Hauteur totale 12 po \$29⁹⁹ Cour. 69.99
Chandelles votives coniques en verre « Noble » avec support en fer forgé Hauteur 13 po 14⁹⁹\$ Cour. 29.99\$	Service de vaisselle de Noël en porcelaine 47 pièces 79⁹⁹\$ Cour. 249.99\$	Coutellerie 72 pces en acier inox 18/10 Design Solingen Service pour 12 \$99⁹⁹ Cour. 459.99
Rôtissoire antiadhésive résistante Silverstone (16 po x 12 po x 33.3/4 po) avec support \$49⁹⁹ Cour. 149.99\$	MARMITE GRATUITE! Obtenez une marmite 16 pintes assortie, à l'achat d'une batterie Carrera 10 pces Sur présentation de ce coupon: Exclut toute autre offre. Valeur de \$100	Batterie Carrera Cuisine International 10 pièces en acier inoxydable 18/10, fond triple couche Fabriquée en Italie \$249⁹⁹ Cour. 599.99

WE SELL FOR LESS! | SUPERIOR QUALITY! | MORE SELECTION! | PRICE GUARANTEE!

BENIX & CO. **7335** **Boul. DECARIE**
Angle Jean-Talon
Métro Namur

3213 **AUTOROUTE 440**
Chomedey, Laval, en face du Carrefour Laval à côté de Yellow Plus

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ
MAINTENANT OUVERT À KIRKLAND, Autoroute 40 ouest, sortie ch. Sainte-Marie
 Lun. - ven. 10 h à 21 h
 - Sam. 9 h à 17 h - Dim. 10 h à 17 h

Faites vite pour profiter du meilleur choix. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.



DVD TOSHIBA SD1750 : 249 \$



DVD SONY DVPS400 : 329 \$



DVD YAMAHA DVDS510 : 399 \$

CETTE ANNÉE, ON CHANGE DE BRANCHE...

Chez Fillion Électronique, vous trouverez non seulement vos plus beaux cadeaux, mais vous repartirez en plus avec le sapin naturel sous lequel vous allez les cacher. Vous voyez, la générosité, c'est aussi notre branche.

VOUS SEREZ AUSSI EMBALLÉ ! ➡ Emballage GRATUIT sur place

* Sur tout achat de 300 \$ ou plus obtenez un sapin.
Offre non monnayable, valable jusqu'au 24 décembre, ne peut être combinée à tout autre offre.
Quantité limitée. Un sapin par client. Livraison et installation incluses sauf pour le sapin.

5690, rue Sherbrooke Est :: Près du stade Olympique :: (514) 254-6041 :: www.fillion.qc.ca :: Le modèle représenté peut différer du modèle annoncé.

FILLION
ÉLECTRONIQUE

Saint-Pétersbourg, la « Mecque » des Russes

À l'occasion du dixième anniversaire de l'écèlement de l'URSS, notre journaliste a effectué une série de reportages, qui se termine avec ce dernier texte.



JOONEED KHAN
envoyé spécial
EN RUSSIE

« Cette ville (Saint-Pétersbourg) est la preuve vivante que la Russie est ouverte au monde et au progrès, mais qu'elle intègre le changement à ses propres conditions, pour se renforcer, sans abdiquer son identité et sans vendre son âme », affirme Sergueï Petrov avec l'accent américain acquis pendant neuf années passées aux États-Unis.

Parti de Moscou à 23 h 59, l'express Flèche rouge, le fameux train de nuit, est entré en gare de Saint-Pétersbourg à 8 h du matin exactement. Sergueï était là, sur la plateforme. Suivirent un brin de toilette et un café à l'hôtel Neva, modeste établissement proprement tenu au coin de la rue Tchaïkovsky. « On n'a pas d'hôtels modernes comme à Moscou, et nos grands hôtels, anciens mais rénovés, sont horriblement chers », explique-t-il.

Une bonne demi-journée, passée à sillonner, dans sa Lada mauve, les grandes et petites avenues et les ponts multiples de la capitale tsariste bâtie il y a trois siècles sur une quarantaine d'îles du delta de la Neva, permet d'apprécier une belle unité architecturale — que les massives horreurs stalinienne n'ont pas réussi à altérer. Et que des constructions « modernes » n'ont pas encore brisée.

Traditions et modernisme

La ville de plus de cinq millions d'habitants a son métro et ses autocars électriques, ses centres commerciaux et ses supermarchés, ses grandes places publiques et ses bazars de rue, ses grands hôtels, ses petites auberges et ses restaurants, son trafic bondé. Mais tout y est ici plus traditionnel, plus vieillot, qu'à Moscou. Et les rues sont plus étroites, quoique plusieurs avenues sont agrémentées d'espaces boisés en plein milieu, avec des bancs publics, ce qui est rare à Moscou.

Saint-Pétersbourg, toutefois, est en train de se refaire une beauté, astiquant ses façades, rénovant ses édifices délabrés et nettoyant ses rues et trottoirs pour son tricentenaire en l'an 2003. « Il faudra revenir, dit Sergueï, et au mois de juin, à la saison des Nuits blanches, comme on appelle nos féériques aurores boréales ».

« On parle beaucoup de changement, de la Nouvelle Russie, commente le chauffeur-guide, âgé de 56 ans. Je ne vois pas où. Pas ici en tout cas. On a bien nos Nouveaux Russes mais ils sont peu nombreux. Voyez les voitures, elles sont surtout russes. »

On vient de passer devant le Théâtre Mariinski, ancien nom (rétabli) des ballets Kirov. « Pour vous donner une idée de l'esprit de Saint-Pétersbourg, poursuit-il, sachez que pendant les 900 jours du siège de la ville par l'armée allemande, de 1941 à 1944, la population survivait en mangeant des rats, mais chaque soir les gens se massaient au ballet, au conservatoire et au théâtre. L'amour des arts est un trait central de l'âme russe, un sorte de religion de la résistance nationale. »

La mère de Sergueï, 72 ans et retraitée, était ballerine à l'époque. Sa fille Inna, 18 ans, est aussi ballerine. « Elle a étudié le ballet pendant 13 ans. C'est elle qui m'a donné la radio dans la voiture. Un cadeau après une tournée avec sa troupe en Australie », confie-t-il en syntonisant une station de jazz FM.

Le dieu Pouchkine

Le soir, le Théâtre Mariinski est plein à craquer pour sa présentation de *La Bayadère* de Minkus et Petipa. Au 5^e balcon, seule section aux billets disponibles à la dernière minute (35 roubles ou 1,75 \$ CAN pour les Russes, 635 roubles ou 32 \$ pour les étrangers), une enseignante maîtrise mal sa classe d'adolescents turbulents, étudiants en électronique.

« C'est merveilleux de voir les jeunes au ballet, telot qu'assis bêtement devant la télé où des jeux vidéo », commente Sergueï.

Il s'avère que plusieurs des étudiants parlent français. Du moins assez pour dire, à l'entracte, « je parle français » et « je m'appelle Igor ». Sous le regard curieux des



Photos JOONEED KHAN, La Presse ©

L'amour des arts est un trait central de l'âme russe. Sergueï Petrov récite un poème de Pouchkine, devant la statue du « maître » jouxtant le lycée qui porte son nom.

voisins, ils deviennent soudain plus sages. L'enseignante est soulagée. À la fin de chaque scène, le groupe se lève et crie ses vivats en faisant des deux mains le signe de la victoire, « comme à un concert rock », note Sergueï.

Trouver un bon petit restaurant après le spectacle n'est guère facile. « Je suis comme la plupart des Russes, je ne vais jamais au restaurant, c'est trop cher, c'est juste bon pour les touristes et les Nouveaux Russes, moi je n'en ai pas les moyens, je mange à la maison », avoue Sergueï.

Après une vaine recherche, munis de guides de la ville, on se rabat sur l'hôtel Neva, qui maintient une honnête table avec soupe de champignons frais, poissons fumés, salade russe à la crème sure et à l'aneth, et boeuf stroganoff. L'addition pour deux, avec bière pression Baltika : 50 \$ US. « C'est ce que ma mère touche chaque mois en pension de l'État », souligne Sergueï.

Pierre le Grand et sa volonté de fer d'ériger sur des marécages cette ville-portuaire ouverte sur l'Europe, Alexandre Pouchkine et son génie de forger la langue russe littéraire, les mouvements révolutionnaires qui ont modelé le pays et la société — depuis les « déembristes » de 1825 jusqu'à ceux de 1905 et 1917 —, toute cette riche histoire a fait de Saint-Pétersbourg la « Mecque » de la Russie moderne.

Sergueï Petrov est croyant. Arkady Tchekassov, canadologue à l'Académie des sciences à Moscou, ne l'est pas. Mais les deux s'accordent pour dire que si les Russes ont un Dieu, il se nomme Pouchkine, le romancier et poète tué dans un duel en 1837, à l'âge de 37 ans.

« Son grand-père maternel était un esclave éthiopien au service du tsar, sa grand-mère maternelle une Estonienne, mais il n'y a pas plus russe que lui ! », affirme Sergueï. « Et vous savez que Staline était géorgien, Khrouchtchev ukrainien, c'est ça aussi la Russie, ajoute-t-il. Nous sommes une Amérique d'avant l'Amérique ! »

La ville a son musée Pouchkine, dont la statue trône sur la Place des Arts, devant le Mu-

sée russe, la Philharmonie et le Ballet Théâtre. À une quarantaine de kilomètres au sud, passée la chaîne de collines sur laquelle campait l'armée allemande, se trouve la petite ville de Pouchkine, de son vieux nom Tsarkoïe Selo, où l'auteur d'*Eugène Onéguine* étudia au lycée établi par le tsar pour les fils de l'aristocratie. Vrai centre de pèlerinage que ce lycée-musée, où de vieilles dames gardent religieusement les reliques du grand écrivain.

« Plusieurs camarades de Pouchkine au lycée devinrent ministres et chefs de service sous le tsar, plusieurs autres furent des déembristes, manifestant le 14 décembre 1825 sur la place du Sénat contre l'autocratie et le servage. Ceux-là furent destitués de leurs rangs et privilèges, et exilés en Sibérie », raconte Sergueï.

Le lycée fait partie intégrante du

complexe du Palais d'été des Romanov, durement ravagé par les bombardements allemands et patiemment reconstruit sous le régime communiste par des artisans dans le style original, incluant les boiseries décoratives peintes en or.

Le Palais d'hiver, à Saint-Pétersbourg, c'est le complexe de l'Ermitage, transformé en musée recelant l'une des plus grandes collections d'œuvres d'art au monde, dont un remarquable ensemble d'originaux d'impressionnistes français. Le Musée russe, établi en 1898 dans la Palais Mikhaïlovski, à côté, contient 300 000 pièces, dont 6000 icônes et des milliers de toiles de l'avant-garde russe et d'artistes de l'ère soviétique — ainsi qu'une nouvelle section de peintres post-soviétiques.

Il y a aussi, à chaque détour, d'autres musées (scientifiques, militaires, des arts), des cathédrales, des statues, des monuments, des colonnes et des arcs de triomphe commémorant autant de victoires sur Napoléon et Hitler. Tchaïkovski, Borodine et Moussorgsky sont enterrés côte à côte dans un cimetière jouxtant la cathédrale Alexandro-Nevskaïa, à l'extrémité est de l'avenue principale, le Nevski Prospekt.

C'est jour de travail, mais il y a une certaine affluence à la cathédrale, et de nombreux fidèles sont agenouillés devant les icônes. Dans la longue allée enneigée, des vieux et des enfants handicapés demandent l'aumône. Il y a aussi un jeune éclopé de guerre en fauteuil roulant, un soldat qui a perdu ses deux jambes en sautant sur une mine en Tchétchénie, qui porte fièrement son bérêt de combat et arbore ses médailles sur sa veste militaire.

Place du Foin, Sergueï précise que Dostoïevski, qui passa les trois dernières années de sa vie à Saint-Pétersbourg, situa plusieurs personnages de ses romans dans ce quartier de voleurs et de miséreux. La ville de fleuves et de canaux, Venise du Nord pour beaucoup, est aussi associée à Gogol et Tolstoï, et compte des musées-appartements Rimsky-Korsakov, Fédor-Chaliapine et Anna-Akhmatova.

Mercredi, fête de la Constitution, le trafic est clairsemé, et par un temps sec et doux, les familles, avec des enfants en traîneaux, s'emparent des rues et des parcs. Les citadins se bousculent dans les musées. Dans Apraksin Dvar, un immense quartier d'étals en plein air, recouverts simplement d'un toit en fibre de verre, offre des vêtements, des chaussures, des œuvres d'art et d'artisanat. Il est envahi par des foules compactes. « C'est ici que les locaux viennent chercher des aubaines, mais faites attention aux voleurs », avertit Sergueï.

Les nantis magasinent au centre commercial Passage, qui n'a pas les produits haut de gamme ni les prix obscènes du Manège souterrain dans le centre de Moscou, mais qui offre une grande variété de produits de qualité (sacs, vaisselle, vê-

tements), de fabrication russe le plus souvent, à des prix raisonnables pour le Russe moyen. L'électronique japonaise y est aussi disponible, ainsi que des CD et ordinateurs.

La surprise de clôture de ce bref séjour à Saint-Pétersbourg : la Philharmonie du jazz. Fondée en 1989 par le jazzman et compositeur David Goloschokin, qui a joué avec les grands des États-Unis et du Brésil, la compagnie a aussi accueilli plusieurs grands jazzmen dans ses deux salles de Moscou, aux murs ornés de photos de Louis Armstrong, Charlie Parker, Dizzy Gillespie, Mahalia Jackson, Ella Fitzgerald, Dave Brubeck, Miles Davis, Duke Ellington et d'autres célébrités.

Au programme ce soir, dans la salle principale style Spectrum : le Calypso Blues Band de Saint-Pétersbourg, un quatuor qui joue et chante comme s'il avait vécu longtemps aux États-Unis. « On aimerait ça mais non, on a tout appris ici, sur place, en écoutant les maîtres », dit Dmitry Koustov, 28 ans, guitariste et chanteur. Son anglais parlé est étonnamment hésitant, comparé aux accents afro-américains si purs et authentiques quand il chante *Unchain My Heart*.

Alexandre Gureyev, à la basse et au saxophone, baragouine un peu l'anglais, mais pas les deux autres membres du groupe, Andreï Zimovet, au clavier, et Viktor Bolotov, à la batterie. « Vous voyez, Saint-Pétersbourg n'est pas prisonnier du passé et de la tradition. Il reste ouvert sur le monde et il sait toujours apprendre des autres », souligne Sergueï, grand amateur de jazz, spécialement d'Oscar Peterson.

Il s'est souvenu qu'il y a un petit restaurant dans son quartier. Il y est allé une fois, du temps où il accompagnait une géologue dans ses missions professionnelles à travers la Russie. Anguille salée, bortsch, veau grillé, bière, un menu bien russe, le tout pour 20 \$ US pour deux. « C'est plus raisonnable qu'à votre hôtel, mais c'est encore trop cher pour moi. Ma mère me tuerait », lance Sergueï.

Un groupe de jeunes sirotant du café veut savoir qui gagnera l'or au hockey aux prochains Jeux olympiques de Salt Lake City. « Si tous les Russes de la Ligue nationale nous restent fidèles, on peut gagner », commente Sergueï. On se quitte. Il sera bientôt temps de reprendre en sens inverse la Flèche rouge, le train express qui part à 23 h 59 de Saint-Pétersbourg, et qui arrivera à Moscou à 8 h.



Le Calypso Blues Band à la Philharmonie du jazz de Saint-Pétersbourg.

Plus « sage » que Moscou

JOONEED KHAN
envoyé spécial

SAINT-PÉTERSBOURG — « La fenêtre sur l'Europe ». Telle était la vocation assignée par Pierre le Grand à cette ville portuaire bâtie il y a 300 ans à peine sur les îles marécageuses du delta de la Neva, et qui ouvrit à la Russie le contrôle du commerce de la Baltique.

Ce n'est que cette semaine toutefois que MTS, la plus grande firme de téléphone cellulaire du pays, citait Saint-Pétersbourg, après s'être implantée dans 28 autres régions totalisant 62 millions d'habitants.

Embouteillage mardi matin à la sortie de la gare de chemin de fer : des cortèges de véhicules, arborant des bannières de la firme et escortés de voitures de police, défilent à travers les rues de la ville dans un vacarme de klaxons. D'immenses ballons jaunes et rouges signalent aux carrefours stratégiques les bureaux MTS. Le soir, veille du congé de la Constitution, une kermesse pyrotechnique rassemble des foules sur les multiples ponts de la ville, bloquant de nouveau le trafic.

Un parent pauvre

« Le téléphone cellulaire ? Ce n'est pas pour moi. Je peux à peine financer le petit appartement que je partage avec ma mère », dit Sergueï Petrov, poète et auteur de comédies musicales. La vieille capitale (« Saint-Pétersbourg partage beaucoup de traits communs avec la ville de Québec », avait souligné dans *La Presse* Igor Lebedev, le consul général de Russie à Montréal), avec pourtant plus de cinq millions d'habitants, est ainsi un parent pauvre de la Nouvelle Russie.

« C'est à Moscou que ça se passe vraiment, dit Petrov. Plus de 80 % du pouvoir d'achat du pays y est concentré, et le reste se trouve dans les grands centres comme Samara et Saratov, sur la Volga. Nous, on est loin derrière. » Saint-Pétersbourg, précisons-le, a déjà une première firme de téléphone cellulaire, Megafon, qui fonctionne avec le système GSM, comme MTS. Mais pendant que celle-ci arrivait dans la ville portuaire, Moscou, lui, se dotait de son 2^e superentrepôt IKEA, pris d'assaut mercredi, dans la banlieue sud, par 45 000 clients et curieux.

« C'est un record en 50 années d'histoire de la compagnie », ont indiqué des responsables d'IKEA. Le parking de 2500 places s'est vite rempli et des gens ont dû marcher des kilomètres pour accéder au magasin de 45 millions de dollars. À l'ouverture de son premier magasin à Moscou l'an dernier, IKEA avait attiré 40 000 personnes. Il faut dire que la compagnie avait choisi le même jour de congé, la Fête de la Constitution, que cette semaine.

Saint-Pétersbourg, ville natale du président Vladimir Poutine, a pourtant cette réputation de « moteur de la libéralisation » post-soviétique, depuis le temps où le germanophile ex-agent du KGB était le bras droit de l'ex-maire Anatoly Sobtchak : une image d'afflux d'investissements allemands et de poussée de corruption et de criminalité s'accroche à ce grand port du nord. Dans la réalité, Saint-Pétersbourg apparaît plus conservateur, plus « sage », moins travaillé que Moscou par la psychose néolibérale et postmoderne. C'est une ville plus fidèle aux traditions et plus fière de son passé glorieux, qui considère Moscou comme « un gros village ».

« Gros village » qui mène pourtant le changement et en impose le rythme. Avec ses grands hôtels de luxe, qui sont autant de points de rencontre entre affairistes et industriels étrangers et russes, entre les penseurs mêmes de la modernisation de ce pays-continent tout en contrastes et en inégalités extrêmes.

Libre-échange avec l'Europe ?

Ainsi, cette semaine, le Centre de recherche économique et financière (CEFIR), fondé après la crise de 1998 et qui se veut « le premier *think-tank* national et indépendant », organisait dans un de ces hôtels une conférence de deux jours sur la Nouvelle Russie.

Le CEFIR travaille surtout avec les Européens. Les penseurs du centre favorisent « une zone de libre-échange avec l'Europe » — à défaut d'une adhésion de la Russie à l'Union européenne, et en attendant la fin des négociations en vue de l'entrée de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce.

Un document de la conférence signale l'urgence de « règles du jeu prévisibles » pour les investisseurs étrangers, par un cadre juridique transparent, un système bancaire efficace et des contrepoints au pouvoir politique ; il souligne aussi l'urgence d'investir dans l'éducation, appauvrie par l'exode des compétences, et celle d'améliorer la protection sociale des exclus de la modernisation.

« L'adhésion à l'OMC est cruciale pour mettre la Russie sur la voie de la croissance durable », écrivent les auteurs, mais « il faut aussi des institutions durables » et, en attendant, « une zone de libre-échange avec l'Europe pointerait les réformes russes dans la bonne direction et leur fournirait un ancrage externe ». La nouvelle « fenêtre sur l'Europe », c'est à Moscou, pas à Saint-Pétersbourg.

Les menaces de mort pleuvent sur des étudiants de Concordia

LOUISE LEDUC

La guerre en Israël et les ondes de choc du 11 septembre n'en finissent plus d'aviver les tensions à l'Université Concordia. Deux de ses étudiants, l'un juif, l'autre arabe, disent maintenant qu'eux et d'autres militants ne cessent d'être l'objet de menaces de mort véhiculées sur Internet par des groupes proches d'Irv Rubin.

Ce juif extrémiste arrêté mercredi à Los Angeles et accusé d'avoir préparé des attentats contre des cibles arabes de cette ville serait même venu les intimider en personne, au début de l'année scolaire. Informée de l'affaire, la police montréalaise n'a jamais pris l'affaire au sérieux, se plaignent les étudiants.

« Après le 11 septembre, à Montréal, le mot « terroriste » n'a plus été associé qu'à des Arabes, s'est plaint hier en conférence de presse Zev Tiefenbach, lui-même juif. Quand nous avons averti la police montréalaise que des juifs extrémistes nous menaçaient, les policiers n'ont jamais fait d'enquête digne de ce nom. »

Irv Rubin se serait invité lui-même au début de l'année scolaire à une conférence de presse qu'avait organisée à l'extérieur du campus des représentants de l'association étudiante pour dénoncer les menaces de mort les visant sur le site Internet de la Coalition pour l'extermination de la Palestine.

Aux journalistes présents hier, Samer Elatrash, un étudiant d'origine palestinienne, a donné le nom et le numéro de téléphone du président allégué de la Jewish Defense Force Newkach Montréal qu'aurait aidé à fonder M. Rubin. Vérification faite, l'homme en question n'a pas de casier judiciaire.

Par l'entremise de Dennis Murphy, le responsable des communications, l'administration de l'Université Concordia confirme cependant que M. Rubin est bel et bien venu jouer les trouble-fêtes à Montréal. « Nos étudiants ont eu peur, ils ont averti la police et ils ont eu bien raison », a-t-il dit hier en entrevue téléphonique.

Yannick Ouimet, porte-parole de la police de la Communauté urbaine de Montréal, nie

farouchement de son côté que M. Rubin ait été vu à Montréal. Il soutient aussi que jamais les étudiants de Concordia n'ont contacté son service à ce sujet.

En tout cas, à l'Université Concordia, on ne blague pas avec la sécurité par les temps qui courent. Dès que ses autorités ont été averties de la tenue de la conférence de presse d'hier, ils ont dépêché un agent de sécurité sur les lieux. La conférence de presse se tenait près d'une cafétéria de l'université, dans le secteur réservé à la prière des musulmans pendant le ramadan, là où des matelas ont été installés et où des prières sont relayées à intervalles réguliers par des haut-parleurs dans ces locaux. Les journalistes, qui avaient été invités à s'asseoir par terre par les organisateurs de la conférence de presse, ont été priés de changer de pièce pour la période de questions pour ne pas perturber les prières.

Des élections controversées

Les membres de l'association étudiante de Concordia visés par des menaces de mort ne font cependant plus partie de la direction de l'association. Depuis deux ans, explique le responsable des communications de Concordia, Dennis Murphy, « l'association étudiante comptait plusieurs militants pro-Palestine, anti-Israël » qui exacerbaient les tensions. Les trois équipes qui viennent de se porter candidates pour diriger l'Association étudiante « prônaient toutes cette fois la tolérance ».

Fait à noter cependant, le résultat des élections est maintenant contesté, des étudiants se plaignant de diverses irrégularités.

En novembre, un ancien étudiant de Concordia avait été escorté par une vingtaine d'agents de sécurité et de policiers hors de l'université après avoir tenu une conférence de presse impromptue pour dénoncer son expulsion de l'association étudiante qu'il attribuait à ses origines arabes.

À McGill, si un conférencier juif très critique du gouvernement israélien a soulevé quelques passions sur le campus plus tôt cet automne, il semble que l'ambiance y soit moins explosive. « En poussant beaucoup le dialogue oecuménique, notre aumônerie, qui compte des rabbins, des mollahs et des représentants de quantité d'autres religions, a beaucoup aidé à calmer le jeu », note Bruce Shore, doyen des services aux étudiants à McGill.

Transports Canada ne fouillera pas le passé de ses employés

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

TRANSPORTS CANADA ne juge pas nécessaire d'imiter les États-Unis et de fouiller le passé de tous les employés d'aéroport afin de s'assurer qu'ils n'ont pas fourni de faux renseignements pour obtenir leur emploi et accéder à des zones d'accès restreint.

À Salt Lake City, où auront lieu les prochains Jeux olympiques d'hiver, les autorités américaines viennent d'arrêter au moins 50 personnes ayant accès aux « zones protégées » de l'aéroport pour fournir une foule de services (fouilles des bagages, nettoyage, restauration, ravitaillement des appareils, etc.).

Il s'agit surtout d'immigrants illégaux d'origine mexicaine ayant fourni de faux numéros d'identité, mais aussi, de six Américains ayant menti sur leur passé criminel. Au total, 69 mandats d'arrêt ont été lancés. Et les services d'immigration s'apprennent à renvoyer 200 autres employés entrés illégalement en sol américain. C'est le procureur général américain qui a ordonné de rouvrir les dossiers au lendemain des attentats du 11 septembre, qui ont révélé d'énormes failles dans les contrôles de sûreté aéroportuaires.

Du côté canadien, le porte-parole du ministère des Transports, Peter Coyles, affirme qu'une telle enquête ne s'impose pas : « Déjà, avant le 11 septembre, on avait un programme, on faisait faire une enquête très sérieuse par la Gendarmerie royale du Canada et par le Service de renseignement. Les États-Unis n'étaient pas au même point que nous. »

« Tous nos employés ont déjà subi une enquête de sécurité gouvernementale », renchérit le porte-parole de l'aéroport toronto Pearson, Peter Gregg, qui ne croit pas nécessaire de rouvrir les dossiers. « Nous faisons simplement les mises à jour habituelles », dit-il, sans vouloir en préciser la fréquence.

Depuis les attentats, les pilotes canadiens dénoncent néanmoins la façon de faire canadienne. « Le même barème n'est pas appliqué à tous les employés », déplore Serge Beaulieu, porte-parole de l'Association des pilotes d'Air Canada. « On fait une enquête complète sur les pilotes — on vérifie leurs antécédents, on prend leurs empreintes digitales —, mais ce n'est pas fait de façon aussi stricte pour tous ceux qui travaillent à l'aéroport. Ce devrait l'être, mais on ne nous donne aucune garantie... »

GRATUIT!

3 mois de service INTERNET

Sympatico®
Édition haute vitesse

TOSHIBA Satellite

Windows

Intel Pentium III

GRAVEUR DE DC

LECTEUR DVD

18001 PC

Processeur Intel Pentium III de 1 GHz

- Mémoire : 128 Mo
- Disque rigide : 20.0 Go
- Lecteur DVD/CD-RW
- Fax/modem 56k V.90
- Port réseau 10/100
- Écran 14.1" actif

Achetez maintenant et payez seulement à partir de mars 2002**

8138\$ /mois*

ou **2398\$**

hp invent

Windows

GRAVEUR DE DC

MONITEUR 15" HP INCLUS!

Processeur AMD Athlon de 1.3 GHz

- Mémoire de 128 Mo
- Disque rigide de 40.0 Go
- Graveur 8x/4x/32x
- Fax/modem 56k • Carte réseau 10/100
- Moniteur HP 15"

Achetez maintenant et payez seulement à partir de mars 2002**

4897\$ /mois*

ou **1368\$**

* Après remise postale de 50\$ U.S.

Bell Mobilité

PRÊT-À-PARLER

Audiovox 9100

99\$

NOUVEAU

SERVICE INCLUS!

- Aucuns frais de branchement
- Aucuns frais de réseau
- 3 mois de service : 200 min./mois + weekend illimités

EN PRIME!

- Allume cigarette
- Étui en cuir
- 600\$ en coupons rabais
- Caméra 35mm

Là où le service est disponible.

**Détails en magasin. *Bell Mobilité est une marque de commerce de Bell Canada. *Détails en magasin. Certaines conditions s'appliquent.

hp invent

Windows

LECTEUR DVD

GRAVEUR DE DC

MONITEUR 17" HP INCLUS!

Processeur Intel Pentium 4 de 1.5 GHz

- Mémoire : 256 Mo • Disque rigide : 40.0 Go
- Carte vidéo 32 Mo • 3D • Port IEEE-1394
- Graveur 12x/8x/32x • Lecteur DVD 16x
- Carte réseau 10/100 • Moniteur HP 17"

Achetez maintenant et payez seulement à partir de mars 2002**

6526\$ /mois*

ou **1848\$**

* Après remise postale de 50\$ U.S.

Aussi disponible chez

Audiotronic

(Une filiale de Dymoulin)

LAVAL

1880, boul. St-Martin O.
(450) 681-7133

MTL

368, Ste Catherine O.
(514) 861-5451

Heures d'ouverture des Fêtes

Lundi au vendredi : 9h00 - 21h00
Samedi : 9h30 - 17h00 • Dimanche : 9h30 - 17h00

Dymoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications

MONTRÉAL : 8251-8390, rue St-Hubert • CENTRE-VILLE : 2050, boul. St-Laurent • WEST ISLAND : 2355, rte Transcanadienne • LASALLE : 7197, boul. Newman

LAVAL : 1599, autoroute Laval O. • PROMENADES ST-BRUNO • BROSSARD : 5705, boul. Taschereau • LONGUEUIL : 2203, ch. Chambly • ST-LÉONARD : 6852, Jean-Talon E.

Partout au Québec! 1-877-DYMOULIN

LES BEAUX BUREAUX!

CHAISE OPÉRATEUR

DISPONIBLE EN NOIR OU EN GRIS

Ajustement manuel de la hauteur

Prix sug : 725

2999\$

Ajustement pneumatique de la hauteur

Prix sug : 1145

3999\$

CHAISE OPÉRATEUR

DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT OU GRIS

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

Prix sug : 1795

5999\$

FAUTEUIL ERGONOMIQUE

DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, OLIVE, CUIVRE OU GRIS

- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
- DOSSIER AJUSTABLE

Prix sug : 2745

15999\$

CHAISE OPÉRATEUR

DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

Prix sug : 2485

12999\$

FAUTEUIL ERGONOMIQUE

DOSSIER MOYEN, DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU BLE

- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
- DOSSIER AJUSTABLE

Prix sug : 3435

17999\$

POSTE INFORMATIQUE

DISPONIBLE FINI ÉRABLE

- TIROIR-CLAVIER 28"
- ESPACE DE RANGEMENT
- DIMENSIONS : 40" L X 16" P X 30" H

Prix sug : 2085

5999\$

POSTE INFORMATIQUE MOBILE

DISPONIBLE NOIR SUR ACIER ARGENTE

- TABLETTE À CLAVIER 29"
- SUPPORT POUR MONITEUR
- DIMENSIONS : 31" L X 28" P X 38" H

Prix sug : 1585

7999\$

POSTE INFORMATIQUE

FINI ACAJOU OU ÉRABLE NATUREL

- SUPPORT À CPU MOBILE
- TIROIR-CLAVIER 27"
- CAPACITÉ DE 18 CD
- DIMENSIONS : 30" L X 20" P X 53" H

Prix sug : 1955

9999\$

POSTE INFORMATIQUE

FINI MÉTAL ARGENTÉ

- TIROIR-CLAVIER 28"
- SUPPORT POUR CPU
- CAPACITÉ DE 18 CD
- DIMENSIONS : 30" L X 20" P X 48" H

Prix sug : 1635

8999\$

POSTE INFORMATIQUE

DISPONIBLE FINI HÊTRE

- TIROIR-CLAVIER 27"
- TABLETTE COULISSANTE
- DIMENSIONS : 43" L X 26" P X 29" H

Prix sug : 2605

13999\$

POSTE INFORMATIQUE

DISPONIBLE AVEC LE DESSUS NOIR ET LES CÔTÉS AULNE

- TIROIR-CLAVIER 27"
- ESPACE POUR CPU
- ESPACE POUR 17 CD
- DIMENSIONS : 42" L X 20" P X 60" H

Prix sug : 2555

11999\$

POSTE INFORMATIQUE EN COIN

DISPONIBLE FINI HÊTRE NATUREL

- ESPACE POUR CPU
- ESPACE DE RANGEMENT
- DIMENSIONS : 44" L X 44" P X 49" H

Prix sug : 2955

14999\$

POSTE INFORMATIQUE

DISPONIBLE FINI ÉRABLE NATUREL

- TIROIR-UTILITÉ
- ESPACE POUR 27 CD
- DIMENSIONS : 48" L X 24" P X 59" H

Prix sug : 3095

16999\$

POSTE INFORMATIQUE

DISPONIBLE FINI HÊTRE DORÉ

- TIROIR-CLAVIER 32"
- TIROIR-FILIÈRE
- TABLETTE COULISSANTE POUR IMPRIMANTE
- CAPACITÉ 36 CD
- DIMENSIONS : 54" L X 24" P X 64" H

Prix sug : 3895

19999\$

POSTE INFORMATIQUE EN COIN

FINI HÊTRE DORÉ

- TIROIR-UTILITÉ
- TIROIR-FILIÈRE
- CAPACITÉ DE 54 CD
- DIMENSIONS : 48" L X 48" P X 58" H

Prix sug : 4405

24999\$

FOURNITURES DE BUREAU

Denis

12 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

NOUVEAU 2255, PLACE ROLAND THERRIEN, LONGUEUIL (450) 468-8319

MONTRÉAL CENTRE-VILLE: 499, VIGOR OUEST (514) 878-3777

ANJOU LES GALERIES D'ANJOU (514) 351-1065

BROSSARD 7503, BOUL. TASCHEREAU Q. (450) 656-4840

GATINEAU 120, BOUL. DE L'HÔPITAL (819) 561-5611

LAVAL 2990, BOUL. LE CORBUSIER (450) 687-8682

OTTAWA 850, INDUSTRIAL AVENUE (613) 739-8900

POINTE-CLAIRE 2355, RTE TRANSCANADIENNE (514) 428-8044

QUÉBEC 1415, BOUL. CHAREST Q. (418) 682-3113

ST-JÉRÔME 291, DE VILLEMURE (450) 438-4111

SAINT-LAURENT 3500, CÔTE-VERTU (514) 332-7883

SAINT-RIVÈRES 2450, BOUL. DES RÉCOLLETS (819) 376-2538

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES

OUVERT 7 JOURS

MAGASINEZ EN LIGNE :

WWW.DENIS.CA

LIVRAISON GRATUITE**

MÊME LE SAMEDI

| MORT D'UN OUVRIER DE CONTRECOEUR |

Québec préoccupé par le rapport du coroner

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC – Pendant que le ministre du Travail, Jean Rochon, se montrait préoccupé, hier, par les conclusions du coroner Gabriel Garneau sur la mort d'un travailleur à Contrecoeur, survenue en octobre 1997, la CSST s'appliquait surtout à jeter le discrédit sur le rapport.

« Il y a déjà des correctifs qui ont été apportés par rapport à la situation qui existait il y a deux ans, mais il s'agit là d'une situation très grave, fait savoir le ministre. Je peux assurer que nous prenons connaissance de ce rapport avec beaucoup de sérieux et que nous allons procéder selon les recommandations du coroner, avec toute la diligence nécessaire, J'assure que s'il y a quoi que ce soit qui doit être fait de plus par rapport à cette situation, la CSST va le faire. »

Dans des entrevues télévisées, le président de la CSST, Trefflé Lacombe, a plutôt confié qu'il était « en furie » et a remis en question

la compétence du coroner Garneau. La CSST juge de plus qu'elle a apporté tous les correctifs nécessaires depuis cette affaire et qu'il n'y a pas lieu d'en faire plus.

Dans son rapport, le coroner Garneau s'en prend à la façon dont la CSST a atténué la portée d'un rapport d'inspection consécutif à la mort de Patrick Bégin, ouvrier d'une usine de Contrecoeur âgé de 26 ans. L'inspecteur Vasile Murgaseanu avait découvert qu'un de ses collègues avait visité l'usine quelque temps avant l'accident, mais sans inspecter la partie où a eu lieu l'accident — le plan A — qui était dans un état lamentable. Le patron de M. Murgaseanu n'a pas aimé certains passages de son rapport qui concernaient ce sujet et l'a modifié.

Depuis ce temps, souligne le ministre, la CSST a modifié ses procédures d'inspection afin qu'elles soient plus transparentes et moins « administratives ». Les inspections se font désormais à deux, et chaque rapport est relu par des pairs avant d'être rendu public. « Une équipe a plus de chances de couvrir le terrain complètement, explique le ministre. La révision par des pairs permet de s'assurer que rien n'a été oublié dans l'observation

des faits, dans l'inspection et dans les recommandations. »

M. Rochon refuse cependant de parler de « falsification » du rapport de M. Murgaseanu. « À l'époque, le système prévoyait que si le supérieur d'un inspecteur pensait



Jean Rochon

qu'il était justifié de modifier d'une façon ou d'une autre le rapport d'inspection, l'inspecteur lui-même devait contresigner les modifications faites à son rapport », dit le ministre.

Ce dernier ne voit pas non plus la nécessité d'une nouvelle enquête, même si le coroner demande au ministère d'entendre des témoignages d'autres travailleurs qui auraient des « preuves » que d'autres rapports ont été trafiqués. « Je ne pense pas qu'on ait besoin d'une autre enquête, dit le ministre. Il s'agit d'agir maintenant. » L'opposition libérale réclame pour sa part une enquête de police.

La directrice adjointe des communications

à la CSST, Hélène Saint-Pierre, s'étonne que la commission n'ait jamais été saisie de ces « preuves » évoquées par le coroner. « S'il n'en a pas pris connaissance, comment peut-il prétendre qu'il s'agit de preuves ? » demande-t-elle. M^{me} Saint-Pierre reproche aussi au coroner d'avoir produit un rapport « incomplet » qui n'a tenu aucun compte, à son avis, du témoignage de deux jours du directeur de la prévention et de l'inspection à la CSST.

La CSST reconnaît que le lieu de l'accident n'avait pas été inspecté lors de la visite précédente d'un de ses inspecteurs. « Notre inspecteur a pensé que le plan A n'était pas en opération », dit sa porte-parole. Mais la sécurité d'une usine demeure la responsabilité de l'employeur et pas de la CSST, note-t-elle.

Depuis ces événements, l'inspecteur Murgaseanu a accepté une « entente de fin d'emploi » et pris sa retraite, dit M^{me} Saint-Pierre. Son supérieur qui avait modifié le rapport est toujours gestionnaire, mais dans une autre unité. Aucun employé n'a été sanctionné, la CSST jugeant qu'il n'y avait pas matière à le faire.

PROLONGEMENT DE L'AUTOROUTE 30 |

Ottawa prêt à se passer de Québec

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Ottawa se passera s'il le faut de l'accord de Québec pour entreprendre au printemps sa part du prolongement de l'autoroute 30, affirme le ministre Alfonso Gagliano.

M. Gagliano soutient que la nouvelle Fondation pour l'infrastructure stratégique annoncée cette semaine dans le budget Martin permettra bel et bien au gouvernement fédéral, en partenariat avec le privé, de réaliser sa part du prolongement de l'autoroute 30, sur la Rivière-Sud de Montréal. Ottawa en a fait sa priorité et offre de prendre à sa charge la construction de deux ponts et d'un lien routier de 14 km, au coût de 350 millions, en laissant au ministre québécois des Transports le soin de réaliser la vingtaine de kilomètres restants. Le projet dans son entier est évalué à 730 millions.

« Les ponts sur la 30 vont se construire avec lui ou sans lui », dit le ministre responsable du caucus québécois du Parti libéral fédéral, qui compare M. Chevette au « Grincheux » de Noël. « Il criera aux quatre vents comme il a l'habitude de le faire, mais ça ne changera rien. Parce que pour nous, c'est un dossier prioritaire et on va le faire. La nouvelle fondation va être créée par législation avant la fin mars. À partir du 1^{er} avril, sinon avant, nous avons l'argent pour aller de l'avant avec le projet. »

M. Chevette a affirmé cette se-

maine que la création d'une fondation gérée par des non-élus n'allait que compliquer les choses et retarder les dossiers. Les sommes de 2 milliards — dont 500 millions pour le Québec — demeurent « hypothétiques », dit-il, puisque conditionnelles à la réalisation de surplus. « C'est du Jello, du camouflage, de la bullshit », a pesté M. Chevette.

Réplique de Gagliano : « Au lieu de faire des excès de verbiage, il devrait s'asseoir et trouver une façon de travailler avec nous pour réaliser les ponts. En avril 2000, il nous disait : si le fédéral fait les ponts, lui va finir la 30. On a pris un engagement pour construire les ponts, mais il a dit que c'était une promesse qui ne valait rien. Là, on lui met de l'argent, puis c'est pas bon ! »

Si Guy Chevette met autant d'énergie à blâmer le fédéral, soutient le ministre, c'est qu'il n'est pas prêt à faire sa part dans le prolongement de la 30, une voie de contournement de Montréal réclamée à grands cris par les gens d'affaires. « Nous, tous les morceaux commencent à se mettre ensemble. Pourquoi M. Chevette nous crie après ? Je pense qu'il a des problèmes à réaliser sa part du dossier. »

D'autres chantiers routiers au Québec pourraient profiter de la Fondation, dit M. Gagliano, en rappelant que les libéraux fédéraux ont aussi pris en campagne électorale des engagements pour le doublement de la 175, dans le parc des Laurentides (525 millions), et le

prolongement de la 50 de Lachute vers Hull (400 millions). Mais lorsqu'il ne s'agit pas de ponts, Ottawa doit respecter la compétence québécoise et ne peut agir seul, note-t-il. Des négociations sont donc essentielles.

M. Gagliano accuse en outre Guy Chevette de laisser dormir 150 millions en fonds fédéraux réservés au Québec en tardant depuis plusieurs mois à signer une entente avec son vis-à-vis fédéral en vertu d'un programme de rénovations des infrastructures routières. Selon le politicien fédéral, le bouillant ministre québécois devrait se soucier de faire débloquer ce dossier plutôt que de tirer à boulets rouges sur la nouvelle Fondation. « M. Chevette n'a pas encore signé l'entente de l'autre programme d'infrastructures routières, dit-il. Il y a à peu près 150 millions là. On aurait pu faire d'autres choses. J'es-père qu'il la signera en janvier. S'il signe, on va se mettre au travail. »

Alfonso Gagliano invite enfin le ministre Chevette à imiter sa collègue aux Affaires municipales, Louise Harel, et à négocier de bonne foi. Il souligne que lui et M^{me} Harel devraient signer la semaine prochaine l'entente fédérale-provinciale sur le logement abordable qui permettra au Québec d'obtenir 162 millions de fonds fédéraux. « M^{me} Harel n'est pas comme M. Chevette, elle négocie, lance M. Gagliano. M^{me} Harel veut construire des logements à prix abordable. Je me demande si M. Chevette veut finir la 30... »

Le « Taj Mahal du vin » fait des vagues à Québec

Presse Canadienne

QUÉBEC — La Société des alcools du Québec se dote d'un gigantesque cellier à son siège social du Pied-du-Courant, à Montréal. Elle y greffera un centre d'exposition, « la Galerie du gouverneur », dans le cadre d'un projet global de 4,6 millions.

La SAQ prévoit aussi construire un édifice à vocation mixte de l'autre côté de la rue Notre-Dame, un projet estimé à 15 millions.

Ces deux projets de la SAQ ont provoqué les rai-lleries des libéraux à l'Assemblée nationale, hier. Pour le député libéral de Westmount/Saint-Louis, Jacques Chagnon, la SAQ projette un « Taj Mahal du vin »

alors que ses revenus baissent et que le terrain sur lequel elle propose de construire est contaminé.

La SAQ prévoit effectivement agrandir ses bureaux et porter la capacité de son cellier de garde de 23 000 à 75 000 bouteilles. Le musée sera adjacent et y racontera l'histoire du vin et d'alcool au Québec. On pourra y tenir des réceptions et louer des niches.

Quant à l'édifice de quatre étages à construire sur la rue Notre-Dame, la SAQ y ouvrira une succursale consacrée aux grands vins du monde et y concentrera ses activités de formation. Les deux étages du dessus seront loués. Quant aux sols contaminés, la SAQ a prévu d'en disposer.

La nomination du vérificateur général reportée

La Presse

QUÉBEC — Le gouvernement Landry devra attendre avant de remplacer le vérificateur général, Guy Breton. Son candidat, Jacques Henrichon, n'a pas fait consensus auprès des libéraux, qui préfèrent qu'on nomme pour un intérim de six mois la vérificatrice adjointe, Doris Paradis.

Le choix d'un successeur à M. Breton, dont le mandat se termi-

nera le 16 décembre, est fait par l'Assemblée nationale. Le gouvernement a proposé M. Henrichon, inspecteur général des institutions financières et ancien vérificateur-adjoint, pour remplacer M. Breton. Sans repousser ce candidat, les libéraux préfèrent nommer M^{me} Paradis pour six mois, histoire de ré- fléchir davantage à l'utilité de nommer un candidat choisi à l'extérieur de l'appareil gouvernemen- tal, explique-t-on.

APPELEZ AVANT LE 29 DÉCEMBRE

la **3** **saie**
nettoyage à domicile

OFFRE DE NETTOYAGE DE MOQUETTES 13 \$ PAR PIÈCE

lorsque nous nettoions 3 pièces. Notre prix ordinaire est de 54 \$ pour 3 pièces. Notre procédé de nettoyage à la vapeur déluge la saleté, nettoie les fibres à fond et en ravive les couleurs.

48 \$ 4 pièces
Vous ne payez que 12 \$ par pièce. Notre prix ordinaire est de 60 \$ pour 4 pièces.

77 \$ maison au complet* - 7 pièces
Notre prix ord. : 98 \$

23 \$ méthode de luxe en 2 étapes
Pour chaque pièce nettoyée selon notre procédé spécial, recommandé pour les moquettes très sales. Pulvérisations préalables et agitation des fibres pendant le nettoyage à la vapeur. Notre prix ord. : 39 \$

NOTRE SERVICE 4 ÉTOILES : UNE GARANTIE DE SATISFACTION

- ★ Notre procédé nettoie vos moquettes à fond, complètement et en toute sécurité.
- ★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits passants.
- ★ Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles.
- ★ Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient, même le samedi.

49 \$ NETTOYAGE DE CANAPÉ

Nettoyage à la vapeur. Frais additionnels pour tissus spéciaux, coussins de dossier non attenants et meubles modulaires.

Méthode de nettoyage adaptée au tissu pour le maximum de résultats.
Notre prix ord. : 59 \$

hbc
NETTOYAGE RÉSIDENTIEL
la **3** **saie**
Avantageux • Flabes • Commodes

- Nettoyage résidentiel
- Décoration intérieure
- Sécurité à domicile
- California Closets

1 800 818-7779

Renseignez-vous sur notre désodorisant et notre traitement de protection des fibres. Les pièces de plus de 200 pieds carrés complètes pour deux pièces ou plus. Frais additionnels pour moquette en laine. Prix fixé séparément pour escaliers et vestibules. Services non offerts dans toutes les régions.

3012474



DES MILLIERS DE PERSONNES
À TRAVERS LE MONDE
BÉNÉFICIENT DU
SAVOIR-FAIRE QUÉBÉCOIS

*** Il ne prend pas cet instant pour acquis. Nous non plus.** Au cours du dernier siècle, Merck Frosst a découvert quelques-uns des médicaments et des vaccins qui ont changé le quotidien de milliers de personnes comme Robert Vincent. Des découvertes importantes qui connaissent un rayonnement mondial, comme le VIOXX® et le SINGULAIR®, ont été faites au Québec par nos chercheurs et contribuent de façon notable à l'amélioration de la santé et au mieux-être des personnes au Québec et dans le monde entier. Plus de 300 chercheurs de renommée internationale travaillent sans relâche au Centre de recherche thérapeutique Merck Frosst et participent à la recherche de découvertes qui changent nos vies.

®Marque déposée



MERCK FROSST
Découvrir toujours plus.
Vivre toujours mieux.

3012359A

3012408

Rapport sur l'assurance-médicaments: des conclusions contestées

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

LES GROUPES DE pression ont entrepris de tailler en pièces le rapport sur l'assurance-médicaments en avançant que son auteur, l'économiste Claude Montmarquette, n'a pas mis de côté ses préjugés, qu'il ne répond pas à la question posée par le gouvernement et que les solutions qu'il avance causeraient plus de tort que de bien.

Inquiet devant les coûts sans cesse grandissants de son régime d'assurance-médicaments, Québec voulait savoir s'il pourrait mieux les gérer en imposant le régime public à tous les Québécois (présentement, 4,5 millions d'entre eux restent couverts par un régime d'assurance privée, les autres — les plus à risque — étant assurés par le gouvernement).

Mais le Comité sur la pertinence et la faisabilité d'un régime public universel d'assurance-médicaments écarte cette formule. Pour mettre fin aux déficits récurrents, mieux vaut garder un régime mixte, dit M. Montmarquette, et faire payer plus cher les nantis et les grands

consommateurs de médicaments — essentiellement, les personnes âgées —, qui devraient selon lui assumer jusqu'à 40 % de leur facture annuelle plutôt que 25 %. L'économiste propose aussi de rembourser les médicaments selon leur nécessité.

« M. Montmarquette s'est fortement préoccupé de la santé économique des compagnies pharmaceutiques et des compagnies d'assurances, mais il ne s'est pas préoccupé de la santé économique des citoyens, ni même de leur santé tout court », a dénoncé hier Jennifer Auchinleck, de la Coalition sur l'assurance-médicaments, lors d'une conférence de presse organisée avec la Coalition solidarité santé et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

« On tient pour acquis qu'il s'agit uniquement d'un régime d'assurance, qu'on n'a pas à se soucier d'équité et de partage des richesses, alors qu'il s'agit en fait d'un programme social instauré dans une perspective sociale-démocrate. Il faut reconnaître que l'accès aux médicaments fait partie de l'ac-



Claude Montmarquette

cès aux soins de santé », poursuit la militante, pour qui il fallait plutôt trouver le moyen de contrôler les coûts des médicaments.

Comme la Coalition des médecins pour une justice sociale, la jeune femme prédit qu'augmenter

le plafond des primes coûtera finalement plus cher, quand les malades incapables de payer leurs médicaments aboutiront à l'hôpital.

M. Montmarquette estime au contraire que le fait de pouvoir se procurer des médicaments gratuitement encourage les gens à en consommer inutilement et dissuade les sans-emploi de travailler.

Depuis sa création, il y a quatre ans, le régime d'assurance-médicaments est de plus en plus déficitaire. Et ses coûts continueront d'augmenter au rythme du vieillissement de la population.

L'an dernier, Québec a payé 1,1 milliard d'une facture totale de 1,8 milliard. Mais les personnes âgées voient aussi leur fardeau augmenter. Elles ont d'abord perdu le bénéfice de la gratuité. Puis, le plafond de leurs primes n'a cessé d'augmenter, pour s'établir à 1135 \$ cette année. « Le gouvernement joue au yo-yo avec les citoyens. Il crée une totale insécurité », accuse Louise Chabot, vice-présidente de la CSQ.



Marie-Claire Kirkland

Il y a 40 ans, une première députée à Québec

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

QUÉBEC — Il y a 40 ans, une première femme était élue députée à l'Assemblée nationale.

C'est en effet le 14 décembre 1961 que Marie-Claire Kirkland était élue par une majorité de 24 000 voix dans la circonscription électorale de Jacques-Cartier (ouest de Montréal), lors d'une élection complémentaire.

L'élection avait été rendue nécessaire à la suite de la mort du député du comté, Charles-Aimé Kirkland, père de la nouvelle députée, décédé en août 1961.

Réélue trois fois par la suite, M^{me} Kirkland allait devenir ministre dans le gouvernement de Jean Lesage, puis juge à la Cour du Québec après sa retraite de la vie politique en 1973. C'était aussi la première fois qu'une femme devenait ministre, puis juge au Québec.

M^{me} Kirkland, aujourd'hui âgée de 77 ans, a été honorée hier à l'Assemblée nationale à l'occasion du 40^e anniversaire de son élection.

« Elle a choisi d'oeuvrer dans la fosse aux lions. Elle a ouvert toute grande la voie aux femmes du Québec et elle a contribué à changer les mentalités », a commenté la députée libérale de Saint-François, M^{me} Monique Gagnon-Tremblay, devant M^{me} Kirkland qui prenait place dans les tribunes de la Chambre.

M^{me} Gagnon-Tremblay a souligné qu'en élevant trois enfants, M^{me} Kirkland avait dû concilier vie familiale et vie professionnelle, au moment où on considérait que le rôle d'une femme était auprès de son conjoint et de ses enfants.

Pour sa part, la ministre des Finances, Pauline Marois, a ajouté que « toutes les femmes qui siègent à l'Assemblée nationale sont un peu redevables à M^{me} Kirkland pour avoir ouvert aux femmes la porte de cette Assemblée nationale ».

La ministre de la Condition féminine, Linda Goupil, a mis en relief que la première loi présentée par M^{me} Kirkland à l'Assemblée nationale a été une loi abolissant l'incapacité légale des femmes et les mettant sur un pied d'égalité avec leur mari.

« Elle a mis de l'avant un principe que nous défendons encore aujourd'hui, celui de l'égalité entre les femmes et les hommes », a dit la ministre Goupil.

Le chef de l'opposition, Jean Charest, député de Sherbrooke, a pour sa part noté que la carrière de M^{me} Kirkland prouve qu'il « est possible pour une seule personne de changer le cours de l'histoire et de faire évoluer une société ».

M^{me} Kirkland a été la seule femme à siéger au Parlement québécois de 1961 à 1973.

Par la suite, de 1973 à 1976, il n'y a eu qu'une seule autre femme députée, soit Lise Bacon, aujourd'hui sénatrice.

Ce n'est que le 15 novembre 1976 que les femmes sont entrées en groupe à l'Assemblée nationale. Cinq d'entre elles ont alors été élues.

Aujourd'hui, l'Assemblée nationale compte environ le quart de femmes, soit 31 élues sur 125 députés.

Ce n'est qu'en 1940 que les femmes ont eu officiellement le droit de vote au Québec.

| GRÈVE DES ENSEIGNANTS |

Ultimatum pour trouver des moyens de réparation

RAYMOND GERVAIS

LE CONSEIL DES services essentiels accorde au Comité central des parents, à la Commission scolaire de Montréal ainsi qu'à l'Alliance des professeurs de Montréal jusqu'au mercredi 19 décembre, pour explorer ensemble des moyens de réparation pour compenser la grève illégale des enseignants en novembre dernier.

Yves Parenteau, porte-parole de l'Alliance, a expliqué hier que le syndicat d'enseignants tentera de trouver d'ici là des solutions avec la

CSDM et avec le Comité de parents, lesquelles seront ensuite soumises au Conseil des services essentiels lors d'une séance de négociation.

L'Alliance des professeurs est aussi conviée en Cour supérieure au début janvier, relativement à l'accusation d'outrage au tribunal qui pèse sur le syndicat depuis la grève.

À la suite de séances de médiation, les professeurs retourneront devant le Conseil des services essentiels dans la semaine du 14 janvier. M. Parenteau souhaite d'ici là que les séances de médiation aient porté fruit. « Nous avons bon espoir de trouver une solution équitable qui

pourra satisfaire toutes les parties. Dans les faits, l'objectif est de s'assurer de la réussite éducative des élèves pour qu'il n'y ait pas de retard scolaire. Un plan de rattrapage pourrait garantir aux parents la réussite des élèves », a précisé M. Parenteau.

Rappelons que le Comité de parents réclame que trois journées pédagogiques prévues au calendrier scolaire soient transformées en journées de classe et qu'une compensation de 100 \$ par enfant soit versée par l'Alliance des professeurs de Montréal.

MONTRÉAL
732, rue Ste-Catherine Ouest
(514) 877-0090
3573, boul. St-Laurent
(514) 288-0600
Centre Eaton
(514) 844-6242
2360, rue Notre-Dame Ouest
(514) 983-1666
1, Place-Ville-Marie, bur. 11108
(514) 394-0000
8984, boul. de l'Acadie
(514) 387-9999
1201, avenue Greene
(514) 933-8000
5150, rue Jean-Talon Ouest
(514) 341-2221
5954, boul. Métropolitain Est
(514) 257-8826
6224A, rue St-Jacques Ouest
(514) 369-4000
Place Alexis-Nihon
(514) 865-9949
Place Versailles
(514) 355-0003
Les Galeries d'Anjou
(514) 356-0356
BOUCHERVILLE
Promenades Montarville
(450) 449-4998
BROSSARD
7005, boul. Taschereau, bureau 150
(450) 926-3111
Mail Champlain
(450) 671-3300
Place Portobello
(450) 671-4744
CHATEAUGUAY
129, boul. St-Jean-Baptiste
(450) 692-2201
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3339L, boul. des Sources
(514) 683-3333
DRUMMONDVILLE
1565, boul. Lemire
(819) 478-0851
965, boul. St-Joseph, bureau 8
(819) 478-9977
GATINEAU
360, boul. Maloney Ouest, bureau 1
(819) 663-8580
Promenades de l'Outaouais
(819) 561-3031
GRANBY
575, boul. Boivin
(450) 777-6612
LOUETTE
517, rue St-Charles-Borromée Nord
(450) 755-5000
KIRKLAND
2758, boul. St-Charles
(514) 428-9000
LAVAL
2142, boul. des Laurentides
(450) 629-6060
379, boul. Curé-Labelle
(450) 622-0303
Centre Laval
(450) 978-1081
3364, boul. St-Martin Ouest
(450) 582-2640
241C, boul. Samson
(450) 969-1771
Carrefour Laval
(450) 687-5386
LASALLE
8457, boul. Newman
(514) 368-4000
Carrefour Angrignon
(514) 368-4230
L'ASSOMPTION
814, boul. de l'Ange-Gardien Nord
(450) 589-1411
L'ILE-PERROT
15, boul. Don-Quichotte
Bureau 103A
(514) 425-5505
LONGUEUIL
1490, chemin de Chambly
(450) 442-1566
MAGOG
221, rue Principale Ouest
(819) 843-4455
POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire
(514) 695-1554
RENTIGNY
110, boul. Industriel
(450) 581-4666
Les Galeries Rive-Nord
(450) 581-7756
ROSEMÈRE
209, boul. Curé-Labelle
(514) 971-0707
Place Rosemère
(450) 971-2000
SAINT-AGATHE
221, rue Principale Est
(819) 321-3331
SAINT-BRUNO
Promenades St-Bruno
(450) 653-7472
SAINT-EUSTACHE
360, boul. Arthur-Sauvé
(450) 974-9299
SAINT-HUBERT
3399, boul. Taschereau
(450) 676-3963
SAINT-HYACINTHE
Les Galeries St-Hyacinthe
(450) 261-9991
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
Carrefour Richelieu
(450) 359-4941
SAINT-JÉRÔME
108, boul. du Carrefour
(450) 431-2355
SAINT-LAURENT
Place Vertu
(514) 593-7333
SHERBROOKE
2980, rue King Ouest
(819) 566-5555
Carrefour de l'Estrie
(819) 582-4650
SOREL
2605, chemin Saint-Roch
(450) 964-1964
TERREBONNE
1270, boul. Moody, bureau 10
(450) 964-8403
Les Galeries de Terrebonne
(450) 964-8403
TROIS-RIVIÈRES
5335, boul. des Forges
(819) 372-5000
5635, boul. Jean-XXIII
(819) 372-5005
VERMOREL
495, boul. des Bois-Francis Sud
(819) 758-8840

Partezbranché
NOKIA 3360
téléphone numérique
6 mois de temps d'antenne

Obtenez en cadeau **50\$** (approx.) d'accessoires pour votre appareil*.

imaginez le solde d'après Noël... avant Noël

Maintenant à partir de **74⁹⁹\$*** (après remise postale)

Solde d'avant Noël avec l'ensemble Partezbranché^{MC}

Tout en un! Appareil + 6 mois de temps d'antenne!

- 100 minutes de semaine + 250 minutes de week-end par mois
- Mise en attente
- Aucuns frais d'activation
- Aucuns frais d'accès au système

Cheez les distributeurs participants. Consultez la liste d'adresses.

ROGERS **AT&T**
COMMUNICATIONS SANS FIL

*Les accessoires offerts en cadeau peuvent varier d'un magasin à l'autre. *Certaines conditions s'appliquent. Quantité limitée. Certains appareils ne sont pas offerts dans tous les magasins. Le crédit sera appliqué sur la facture sur réception d'une preuve d'achat. Seuls les frais qui n'auront pas été payés à l'avance apparaitront sur la facture mensuelle. Le temps d'antenne dépassant le nombre alloué de minutes par mois sera facturé 0.25\$ la minute. Les frais d'accès au service d'urgence 911, la messagerie texte facturée à l'utilisation, les frais de déplacement, tous les services additionnels choisis et les taxes applicables seront également facturés chaque mois. ^{MC}Partezbranché est une marque de commerce de Rogers Sans-fil inc. TMRogers Communications inc. Utilisé sous licence. TMAT&T Corp. Utilisé sous licence.

ÉCOLE DU SAMEDI pour les jeunes

Anglais
9 à 13 ans et 14 à 17 ans
Le samedi de 13 h à 16 h
14 semaines 265 \$ petits groupes
Début : le 12 janvier
Inscription et tests : **Les 12 et 19 déc.**
les 2 et 3 janvier de 12 h 30 à 18 h 00
le 12 janvier de 11 h 00 à 13 h 00

Centre-ville (514) 849-8393,
postes 709, 719
1440, rue Stanley

Hochelaga-Maisonnette (514) 255-4651
4567, rue Hochelaga

3010399

Peel

Viau

Cinq anciens du 22^e réhabilités 85 ans après avoir été fusillés

**PIERRE VENNA
ET ANDRÉ DUCHESNE**

ILS S'APPELAIENT Frederick Arnold, Fortunat Auger, Léopold Delisle, Henry Kerr, E.J. Reynolds, Côme Laliberté... Ils avaient entre 20 et 37 ans et sont morts il y a plus de quatre-vingts ans lors de la Première Guerre mondiale. Sauf pour quelques parents et historiens, leur nom ne dit rien à personne. Pourtant, ils viennent de poser un pied dans l'Histoire.

Quatre-vingt-quatre ans après avoir été fusillés en 1917, officiellement pour avoir abandonné leur poste, face à l'ennemi, dans les tranchées, 23 soldats seront réhabilités par Ottawa. Parmi eux, cinq hommes du « 22^e bataillon canadien-français », comme on l'appelait à l'époque : Gustave Comté, Arthur Dâgesse, Léopold Delisle, Joseph La Lancette et Eugène Perry

Bien qu'on leur refuse officiellement le pardon, le ministre des Anciens Combattants du Canada, Ronald Duhamel, a annoncé que le nom des Canadiens exécutés par leurs propres camarades lors de la Première Guerre mondiale figureront au Livre du Souvenir et seront donc considérés comme « morts au combat ».

Tous ces hommes, qui s'étaient enrôlés volontairement dans l'armée canadienne avaient été fusillés pour « l'exemple » après s'être enfuis des tranchées, souvent après des combats d'une violence terrible. Le nom d'un sixième « réhabilité », le soldat Fortunat Auger, du 14^e bataillon d'infanterie, laisse croire que lui aussi était francophone.

L'historien Jean-Pierre Gagnon, dans une étude socio-militaire qu'il a publiée en 1986, aux Presses de l'Université Laval, en collaboration avec le ministère de la Défense nationale, y a accordé une attention particulière car, avait-il remarqué, non seulement le nombre des francophones passé par les armes dépassait-il amplement leur proportion chez les enrôlés dans l'armée canadienne à l'époque, mais aucun autre bataillon du pays, sauf le 3^e qui en avait fait exécuter deux, n'avait dû se résoudre à faire exécuter plus d'un de ses hommes pour désertion. Or cinq hommes du 22^e figurent dans la liste de ceux dont le gouvernement fédéral admet qu'ils ont été fusillés.

Dans son ouvrage, intitulé *Le 22^e Bataillon (canadien-français)*, Jean-Pierre Gagnon explique donc que le futur major général Thomas-Louis Tremblay, alors commandant du 22^e

sur les champs de bataille français, se plaignait que la discipline au sein de son régiment laissait à désirer à certains moments, surtout après la bataille de Courcellette, où le bataillon canadien-français avait perdu pas moins de 207 hommes, et celle de la tranchée Regina, presque aussi sanglante.

Pour ramener l'ordre, il n'hésita pas à recourir aux grands moyens et à faire fusiller cinq soldats pour « l'exemple ». En fait, c'est même une chance qu'ils n'aient pas été plus nombreux car, révèle l'historien, c'est pas moins que 13 de ses hommes que Tremblay avait fait condamner à mort par des cours martiales au printemps de 1917. Heureusement, les sentences de huit d'entre eux furent ensuite commuées par des autorités supérieures.

« Nous ne pouvons évidemment changer le passé. Nous ne pouvons revivre ces terribles années d'une nation en péril dans une guerre totale, et la culture de cette époque nous est par conséquent difficile à comprendre vraiment. Nous pouvons toutefois poser un geste solennel, plus conscients aujourd'hui que nous l'étions jadis, que les gens peuvent flancher pour des raisons sur lesquelles ils n'ont pas de contrôle », a déclaré

le ministre des Anciens Combattants Ronald J. Duhamel au cours d'un discours, mardi, à la Chambre des Communes.

Ce geste avait pour but de « donner à ces 23 soldats la dignité qu'ils méritent et de permettre aux membres de leurs familles de tourner la page », a ajouté le ministre.

On comprend mieux aujourd'hui le stress vécu par les militaires sur les champs de bataille ; plusieurs ont sans aucun doute été affectés par un état de stress post-traumatique. Mais durant la Première Guerre mondiale, cette pathologie n'était connue de personne.

« Les soldats avaient peur de mourir, d'autres d'être blessés, et ils désertaient. L'un d'eux a été exécuté pour lâcheté — le seul sur la liste des soldats exécutés — parce qu'à plus d'une reprise, il avait refusé de charger et était resté dans les tranchées. Il faut dire qu'à l'époque, les gars se faisaient tirer comme des lapins », lance Bill Badets, porte-parole du ministère canadien des Anciens Combattants.

L'annonce du ministre Duhamel a non seulement été saluée, mais ovationnée par les membres de tous les partis à la Chambre des communes.

Le député Carignan démissionne du PLC mais garde son siège

ISABELLE DUCAS
Presse Canadienne

OTTAWA — Le député libéral de Québec-Est, Jean-Guy Carignan, a démissionné du caucus du Parti libéral du Canada, quelques minutes après avoir été condamné à une peine de 12 mois à purger dans la communauté, à la suite d'un délit de fuite survenu en 2000.

« Le premier ministre a accepté la démission de M. Carignan », a aussitôt fait savoir le bureau de Jean Chrétien, par voie de communiqué.

Cependant, M. Carignan demeurera député, en siégeant comme indépendant, a-t-il indiqué au réseau LCN, à sa sortie de la salle d'audience, au Palais de justice de Québec.

La whip du gouvernement, Marlene Catterall, a précisé que le député avait lui-même offert sa démission, sans que le Parti libéral ne la lui demande.

Le 3 octobre 2000, à deux semaines du déclenchement de la campagne électorale, M. Carignan a heurté une jeune femme de 20 ans qui marchait sur une piste cyclable, à Lac-Saint-Charles, près de Québec.

Jean-Guy Carignan n'était pas encore député à l'époque. Il se rendait chez son coiffeur et ne s'est jamais arrêté sur les lieux de l'accident. La jeune femme a subi des blessures mineures, dont une légère commotion cérébrale.

En rendant sa sentence, au palais de justice de Québec, le juge Pierre Rousseau a noté que Jean-Guy Carignan a tenté de camoufler les dommages à son véhicule, qu'il a menti à ses assureurs quant à la cause de l'accident et qu'il a attendu plus de 20 heures avant de communiquer avec les policiers.

Les accusations n'avaient été portées contre M. Carignan que le 27 novembre 2000, le jour des élections fédérales. Elles n'ont pas été rendues publiques avant plusieurs mois.

En plus de l'accusation de délit de fuite, le député avait à l'origine été accusé de conduite avec facultés affaiblies. Cette accusation a par la suite été retirée.

Vente de Duvets

9 Modèles
à partir de Simple 59\$
Double 79\$
Queen 89\$
King 99\$

Économisez jusqu'à 99\$
Prix imbattables

Rabais sur couettes en duvet, housses de couette, draps, rénovation de duvet, nettoyage de duvet, oreillers en duvet, futons

Recommandé par Le Consommateur Averti Montréal

ungava duvet
10 av. des Pins, ouest, 287-9276
mar - ven 11 - 18 sam 11 - 17 dim, lun fermé

Othello

RAYMOND WEIL
GENEVE

EVEREST
CHERBAKA
Joaillerie • Bijouterie Depuis 1950
8910, boul. Lajeunesse, Montréal (Québec) H2M 1R9
Tel (514) 388-5358

Votre magasin POUR LES FÊTES

VAISSELLE MIKASA OFFRE SPÉCIALE Rabais supplémentaire de 25% sur certains morceaux. Marchandise en stock, valide jusqu'au 31 déc. 2001.	VERRES À PORTO base en étain ensemble de 4 39⁹⁵	SOUPIÈRE notre prix 44⁹⁵	HORLOGES AMBRY HOME 29⁹⁵ à 59⁹⁵			
GUY BUFFET 14⁹⁵ à 79⁹⁵	ASSIETTES À FROMAGE ensemble de 7 59⁹⁵ ensemble de 4 assiettes 43⁹⁵	SERVICE DE COUVERTS EN ACIER INOXYDABLE 18/10 Choix de 3 styles ensemble de 20 pièces 139⁹⁵ service d'appoint de 5 pièces 79⁹⁵ ensemble poisson de 8 pièces 49⁹⁵ ens. de 4 couteaux à dessert 44⁹⁵ ensemble de 4 tartineurs 44⁹⁵ ens. de 4 fourchettes à dessert 19⁹⁵ ensemble de 4 cuillères espresso 14⁹⁵	ASSIETTE À POISSON avec ustensile assorti ASSIETTE À FROMAGE avec couteau assorti assiette à poisson 48⁹⁵ assiette à fromage 23⁹⁵	DÉCANTEUR CANARD notre prix 89⁹⁵		
COLLECTION BUCKINGHAM 39⁹⁵ à 64⁹⁵	PLATEAU À GÂTEAU à partir de 29⁹⁵	AMBRY HOME Médailleur Professionnel multi usage 4 pièces multi usage idéal pour soupes, ragoûts, pâtes et cuisson à la vapeur notre prix 75⁹⁵	AMBRY HOME COUTEAUX DE CHEFS ACIER TREMPÉ ensemble de 3 garantie à vie notre prix 85⁹⁵	AMBRY HOME DUO-DESIGN batterie 10 pièces Acier inox. 18/10, base encapsulée, induction prix régulier 299⁹⁵ notre prix 269⁹⁵	POIVRIÈRE BOUTEILLE DE VIN notre prix 19⁹⁵	GRILLE-PAIN T-FAL AVANTÉ CHROME avec fonction bagel notre prix 59⁹⁵

Tout pour la maison aux prix garantis les plus bas

Garantie
CHAUQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %

LINEN CHEST

DÉCOR DÉPÔT

« Le supercentre de la mode maison »

La Cathédrale
Centre-ville
(514) 282-9525

Place Portobello,
Brossard
(450) 671-2202

Centre Rockland
(514) 341-7810

Les Galeries Laval
(450) 681-9090

Service à domicile
GRATUIT
331-5260

Porcelaine
CRISTAL & CADEAUX
LISTE DE MARIAGE

Nouveau
LINEN CHEST
MAGASIN D'ENTRÉPÔT
ouvert au public !
Carrefour Langelier
(514) 254-3636



Ralph Klein s'excuse pour son altercation avec des sans-abri

Le premier ministre albertain admet avoir « bu quelques verres » avant d'avoir pénétré inopinément dans un centre d'accueil pour sans-abri, en pleine nuit

Presse Canadienne

EDMONTON – Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, a présenté hier ses excuses à un centre d'accueil pour sans-abri qu'il a visité inopinément dans la nuit de mercredi à jeudi et dont il a insulté des résidants.

« Plus tôt dans la soirée (mercredi), j'étais à un dîner privé et j'ai bu quelques verres, a indiqué M. Klein dans une déclaration écrite. Je ne nie pas cela, mais je veux que les résidants du centre et tous les Albertains sachent que je m'efforcerai toujours de représenter ma fonction et cette province avec dignité et respect. »

Cette déclaration faisait suite à des rumeurs qui citaient l'un des résidants du centre Herb Jamieson du centre-ville d'Edmonton affirmant que le premier ministre avait injurié certains résidants du centre.

L'incident a eu lieu après minuit. Ralph Klein, de retour d'une soirée entre amis, a demandé à son chauffeur de s'arrêter à un centre d'accueil pour sans-abri du centre ville d'Edmonton. M. Klein a affirmé qu'il voulait constater de visu le fléau des sans-abri dans la capitale albertaine.

Tout le monde s'est accordé pour dire que la visite a dégénéré. Selon des témoins, Ralph Klein aurait injurié, la bouche pâteuse, certains résidants en leur demandant pourquoi ils étaient sans travail, puis il aurait jeté de l'argent sur le sol avant de quitter les lieux.

Le directeur de cabinet de M. Klein, Peter Elzinga, a nié que son patron était ivre et a affirmé que le premier ministre voulait seulement savoir si les hommes avaient un travail et qu'il leur avait remis de l'argent en mains propres — 70 \$ selon les rumeurs.

Le bureau du premier ministre a affirmé que M. Klein avait été incapable de faire cette déclaration en

personne, parce qu'il avait dû être admis plus tôt, vendredi, dans un hôpital de Calgary en raison d'un mal de dos dont il souffrirait depuis une course à laquelle il a participé, deux jours auparavant, pour un spectacle de charité.

Ralph Klein a déjà confié boire une bouteille de vin par jour. Cette faiblesse pour l'alcool est connue dans la province et fait même partie, selon certains, du charme du premier ministre, tout comme son penchant pour des visites imprévues. Même ses opposants politiques se montrent prudents dans cette affaire.

« Je n'ai pas encore été témoin de ce que cela a affecté ses aptitudes à être premier ministre », a confié le chef de l'opposition libérale, Ken Nicol, ajoutant que « en le réélisant, ils (les Albertains) ont dit que cela ne nuisait pas à sa capacité à être premier ministre. »

Mais cette visite agitée a tout de même réveillé chez certains des inquiétudes sur l'impact des habitu-

des intimes du premier ministre sur ses aptitudes à assumer ses fonctions.

« Les Albertains pardonnent », a déclaré le chef de l'opposition néo-démocrate, Raj Pannu. Mais « débarquer sans s'annoncer après minuit chez quelqu'un d'autre, même temporairement, est clairement déplacé et indigne d'un premier ministre », a asséné le chef néo-démocrate.

Les affirmations du directeur de cabinet du premier ministre — selon lesquelles le penchant de Ralph Klein n'affecte en rien le « travail exceptionnel » de celui-ci — n'ont pas convaincu les résidents du centre d'accueil.

« Il les a traités comme s'ils ne valaient rien », a déclaré Tammy Tuttle, qui était présent au centre d'accueil la nuit de l'altercation.

« Ils font ce qu'ils peuvent pour s'en sortir, mais peut-être que s'il les aidait un peu au lieu de faire les coupes partout, ils ne seraient pas là », a fait remarquer M. Tuttle.



Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein



MONDE



Chypre | Force de paix

LE CONSEIL de sécurité de l'ONU a reconduit hier jusqu'au 15 juin 2002 la force des Nations unies chargée de surveiller le cessez-le-feu dans l'île divisée de Chypre. Les 15 membres du Conseil ont voté à l'unanimité cette résolution au moment où l'ONU entrevoit un règlement possible dans les six mois de ce conflit qui oppose depuis 27 ans les communautés grecque et turque. Le président chypriote Glafcos Cléridès et le dirigeant chypriote-turc Rauf Denktash ont décidé le 4 décembre d'entamer à la mi-janvier 2002 des négociations sur l'avenir de l'île et de les poursuivre jusqu'à une solution. — *d'après AFP*

Belgique | Manif antimondialisation

PRÈS DE 25 000 personnes ont participé hier à la manifestation organisée par les mouvements antimondialisation à Bruxelles et dont la dispersion a donné lieu à des heurts avec les forces de police en fin d'après-midi. Les organisateurs revendiquaient le chiffre de 30 000 participants tandis que la police les estimait à environ 13 000. Six personnes, dont deux policiers et quatre manifestants, ont été légèrement blessées, selon Freddy Thielemans, bourgmestre de Bruxelles. — *d'après AFP*

France | Aussaresses libre

LA COUR D'APPEL de Paris a confirmé hier le refus de la justice française d'instruire une plainte pour « crimes contre l'humanité » contre le général Paul Aussaresses, qui a reconnu dans un livre publié récemment avoir torturé et commis des exécutions sommaires pendant la guerre d'Algérie (1954-1962). L'avocat du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), qui avait déposé cette plainte, a aussitôt annoncé sa volonté de saisir la Cour de cassation. — *d'après AFP*

Brésil | Lacunes en éducation

SEULS 26 % des Brésiliens de 15 à 64 ans dominent complètement la lecture et l'écriture, tandis que 65 % sont alphabétisés mais présentent des déficiences dans ces domaines, révèle un sondage rendu public hier. Par ailleurs, l'analphabétisme au sens propre touche 9 % de la population. Ces données sont les premiers résultats d'une enquête réalisée par l'Institut Montenegro, qui se consacre à des projets sociaux dans le domaine de l'éducation en collaboration avec une organisation non gouvernementale. — *d'après AFP*

Français, Irlandais et Néerlandais ont l'honneur de toucher les premiers euros

Agence France-Presse

PARIS – L'histoire retiendra peut-être que les Français, les Néerlandais et les Irlandais ont été, hier 14 décembre, les premiers citoyens à avoir en mains des pièces en euro, la nouvelle monnaie unique de 12 pays européens.

Les Français se sont rués sur la nouvelle devise, tôt le matin, au début de cette opération « premiers euros », destinée à familiariser les opinions publiques à la nouvelle monnaie. Les Irlandais et les Néerlandais ont été plus mesurés. La France, les Pays-Bas et l'Irlande avaient décidé de se lancer les premiers et d'offrir à leur population la possibilité de se procurer des sachets contenant un échantillon des pièces qui remplaceront leurs monnaies nationales, à partir du 1^{er} janvier.

À Paris, euro-enthousiastes, curieux ou collectionneurs se sont précipités en très grand nombre dès l'aube dans des bureaux de tabac, des bureaux de poste et des agences bancaires pour acheter ces sachets. Certains étaient même, dès minuit, à la grande poste de la capitale, ouverte 24 heures sur 24, où les premiers des 50 millions de sachets « premiers euros » étaient proposés.

Les bureaux de tabac craignaient déjà la pénurie, dès le début du wee-kend. Sur les six millions de kits qui leur étaient alloués, 4,3 millions étaient partis hier en fin de journée. La poste faisait part elle aussi d'un véritable engouement, et beaucoup d'agences bancaires réservaient un seul kit par personne.

Les autorités européennes font le pari que l'euro entrera ainsi un peu dans la vie des citoyens, ce qui facilitera le changement de monnaie, le 1^{er} janvier. Les sachets ou « kits premiers euros » ne seront en principe utilisables qu'à cette date, lorsque les billets feront aussi leur apparition.

« Dès qu'ils verront l'euro, (les Européens) seront convaincus que le basculement se fera tranquillement, sans heurts », estime l'Espagnol Eugenio Domingo Solans, membre du directoire de la



Photo AP

Ce marchand de tabac – une institution dans la vie parisienne – se faisait un plaisir hier, une primeur en Europe, de vous remettre, contre un billet de 100 francs, un sachet contenant l'équivalent en espèces sonnantes de l'euro, la monnaie européenne – la seule – qui aura cours dans 12 pays de l'Union, à compter du 1^{er} janvier.

Banque centrale européenne (BCE).

Après la France, l'Irlande et les Pays-Bas, des kits seront disponibles ce matin dans six autres pays — Belgique, Luxembourg, Italie, Espagne, Finlande, Autriche —, avant d'être vendus au Portugal, en Grèce et en Allemagne, véritable test, tant les Allemands sont réputés attachés au deutschemark.

Chaque pays a défini lui-même la composition du sachet qui ne peut contenir que des pièces, mais pas de billets. En France, il comprend 40 pièces pour une valeur de 15,25 euros. En Irlande, le kit renferme 19 pièces pour une valeur de 6 euros et 35 cents. Aux Pays-Bas, sa valeur a été fixée à 11,36 EUR.

Mais s'ils peuvent acheter un kit payant, les Néerlandais ont aussi droit à un cadeau de leur gouvernement, unique en Europe, sous la forme d'un « eurokit » gratuit, avec une pièce de chaque et d'une valeur de 3,88 euros.

Dans une banque proche du centre-ville à La Haye, un comptoir « euro » a été installé pour éviter l'engorgement. « Il y a plus de monde que d'habitude, mais ce n'est pas encore la ruée », observe

l'employé au guichet.

« Ici, nos clients peuvent échanger leur bon (donnant droit à un kit gratuit), mais ils peuvent également acheter des sachets d'euros, comme dans les autres pays de la zone euro, s'ils désirent établir une réserve en prévision du 1^{er} janvier », précise-t-il.

En Irlande, le gouvernement a choisi de ne pas limiter le nombre de sachets que chaque personne peut acheter dans les banques, les bureaux de poste et les sociétés de prêts immobiliers. Mais si l'enthousiasme n'était guère au rendez-vous en début de journée, l'opération s'est révélée un succès.

« D'après nos informations, ils se vendent très bien. Certaines agences ont même tout vendu », a indiqué un porte-parole de la banque centrale.

« Il y a de l'intérêt, mais ça n'a pas été une ruée », a reconnu John Foley, porte-parole de la Poste. « Nous pensons que l'intérêt va s'accroître et les ventes de sachets de premiers euros augmenter, lorsque les gens vont vouloir se familiariser avec les pièces avant le 1^{er} janvier », a-t-il ajouté.



La nouvelle Acura
EL Limited* 2002

L'Acura 1.7EL Limited 2002

Incluant : changeur de 6 disques CD • ensemble d'emblèmes plaqués or • becquet arrière • garde-boue • emblème «*Limited*» • moteur 1,7 litre VTEC • freins à disque aux 4 roues avec ABS • climatiseur • roues en alliage • système d'entrée sans clé • immobilisateur ECU • lève-glaces électriques • rétroviseurs électriques chauffés • volant ajustable • régulateur de vitesse • volant gainé de cuir • coussins gonflables latéraux (SRS) et tellement plus...

200 000 Acura !
On fête ça !



ACURA vos concessionnaires fiables

*Les quantités sont limitées. Seul le modèle Premium EL 2002 est offert en édition EL Limited. Le modèle offert peut différer de la photographie. Voyez votre concessionnaire Acura pour plus de détails.

ACURA PLUS

255, boul. de la Seigneurie, Blainville
(450) 435-4455

GALERIES ACURA

7100, boul. Métropolitain E., Anjou
(514) 354-8811

ACURA GABRIEL

4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(514) 696-7777

LUCIANI ACURA

4040, rue Jean-Talon O., Montréal
(514) 340-1344

ACURA BROSSARD

9100, boul. Taschereau O., Brossard
(450) 659-1616

ACURA DE LAVAL

2500, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-4050

loto-québec



Tirage du:
2001-12-14

NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
805967	50 000\$	80596	1 000\$
05967	5 000\$	8059	100\$
5967	250\$	805	10\$
967	25\$		
67	5\$		



3 Ski Doo® Grand Touring^{mc}*

(non décomposables)

306B008 581B519

420B117

5 lots de 1 000 \$

(non décomposables)

119A053 347B960

207A873 489B699

228A962

*Chaque lot est échangeable contre un chèque de 10 000 \$

15 lots de 500 \$ (non décomposables)

126A066 480A637 598A177 434B909

151A858 541A281 210B164 532B903

224A824 545A755 220B276 576B838

468A440 590A626 388B213

30 lots de 250 \$ (non décomposables)

150A309 338A543 139B668 285B867

151A428 346A073 150B223 307B130

175A340 355A586 183B952 394B357

177A118 402A475 194B142 447B883

190A766 413A112 227B902 502B721

208A352 481A723 242B649 575B846

244A402 531A213 261B637 591B398

276A216 538A587

Le jeu doit rester un jeu.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

53 autres lots bonis le vendredi 21 décembre

Le spécialiste du
ski de fond
au Québec
Touring • Course • Hors piste



André Jac Sport

5520, boul. des Laurentides, Laval

4 km au nord de la 440 / 6 km au sud de la 640

(450) 622-2410 / Sans frais 1 800 997-2410



LES PETITES ANNONCES
9 8 7 - V E N D U

Raid israélien à Gaza : la destruction continue

ADEL ZAAOUN
Agence France-Presse

GAZA – L’aviation israélienne a bombardé hier des locaux de la sécurité palestinienne à Gaza, pour la troisième nuit consécutive, tandis qu’Israël et les États-Unis faisaient monter la pression sur Yasser Arafat, accusé de mollesse dans la lutte contre les islamistes radicaux.

Des F-16 ont tiré au moins deux missiles sur ces locaux dans l’enceinte du quartier général du président palestinien à Gaza, blessant légèrement 17 personnes dont des femmes et des enfants, selon une source hospitalière.

L’armée a précisé dans un communiqué que l’attaque était une riposte à un tir de deux obus de mortier sur une colonie juive de la bande de Gaza, précisant avoir visé un quartier général de la Force 17, la garde de M. Arafat.

Elle a affirmé qu’elle « continuera d’agir par tous les moyens à sa disposition pour assurer la sécurité des citoyens et militaires israéliens ».

Un obus de mortier tiré par des Palestiniens a explosé après le bombardement près d’une colonie de la bande de Gaza, selon l’armée.

D’autre part, deux Palestiniens ont été tués par les tirs de soldats israéliens dans la région de Hébron, en Cisjordanie, ce qui porte à 1096 le nombre de morts depuis le début de l’Intifada en septembre 2000, dont 840 Palestiniens et 233 Israéliens.

Contestant nettement la légitimité de M. Arafat, le ministre israélien de la Défense Benjamin Ben Eliezer a affirmé que celui-ci appartenait à « l’histoire passée », ajoutant que son pays trouverait « d’autres personnes à qui parler ».

Le gouvernement israélien a décidé jeudi à l’aube de rompre tout contact avec M. Arafat,

le considérant « hors jeu » après une nouvelle vague d’attentats sanglants. La décision avait été prise contre l’avis du travailliste Shimon Peres, ministre des Affaires étrangères, qui a estimé hier que M. Arafat n’était « pas encore fini ».

L’armée israélienne, mandatée pour mener la lutte contre les responsables des attentats, revendiqués par le Hamas (islamiste radical) a lancé par la suite une offensive d’une ampleur sans précédent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza multipliant raids aériens et incursions terrestres.

Le président américain, George W. Bush, a pressé à nouveau le chef de l’Autorité palestinienne d’agir immédiatement pour arrêter les responsables des attentats, déclarant qu’il continuerait « à oeuvrer avec nos amis et nos alliés pour parler à M. Arafat sans mâcher les mots » pour l’amener à « traduire en justice ceux qui assassinent pour empêcher l’avènement de la paix ».

Washington a demandé aux pays européens de ne pas accueillir ou inviter le président palestinien afin de faire pression sur lui pour qu’il fasse cesser la violence, selon un haut responsable américain.

Les dirigeants européens, réunis en sommet en Belgique, ont estimé que « Yasser Arafat, élu démocratiquement, et les autorités palestiniennes sont les seuls interlocuteurs dans ce conflit pour Israël, qui a besoin d’un partenaire ».

Les États-Unis n’ont pas écarté un rappel du général Anthony Zinni, leur envoyé dans la région, dont la mission continue à piétiner.

Avant l’Aïd el-Fitr, marquant la fin du mois de jeûne musulman du ramadan, qui sera célébrée demain, l’armée israélienne a levé temporairement les restrictions à la circulation dans la bande de Gaza.

Mais le Hamas a promis, dans un communiqué à l’occasion du 14^e anniversaire de sa création, de poursuivre les attentats suicide en dépit de la réprobation internationale et des arrestations effectuées dans ses rangs par la police palestinienne.

Premier bateau américain à Cuba depuis 40 ans

MARIE SANZ
Agence France-Presse

LA HAVANE — Le premier bateau en 40 ans en provenance des États-Unis à entrer demain en rade de La Havane, transportera bien plus qu’une cargaison de maïs : l’espoir d’une possible normalisation entre deux pays dont les relations restent figées dans un scénario inextricable de guerre froide.

Présentée des deux côtés du détroit de Floride comme un geste humanitaire et exceptionnel provoqué par le passage dévastateur de l’ouragan Michelle, la première transaction commerciale depuis l’instauration de l’embargo américain contre Cuba il a près de 40 ans n’en est pas moins chargée de symboles.

« Elle constitue un précédent et vraisemblablement le premier pas vers une normalisation des relations entre les deux pays », estime-t-on de sources diplomatiques dans la capitale cubaine.

Cette transaction portant sur la vente par les États-Unis de denrées de première nécessité et totalisant 30 millions de dollars sera concrétisée par l’arrivée demain à Cuba d’un premier bateau battant pavillon mexicain, le « Ikan Mazatlan », qui a quitté le port de la Nouvelle-Orléans hier.

Il transporte un chargement de 24 000 tonnes de maïs, dont Washington a exceptionnellement autorisé la vente, malgré le strict embargo américain en vigueur contre l’île

depuis 40 ans, renforcé en 1996 par la loi Helms-Burton.

Cette vente initiale d’une valeur de 2,2 millions de dollars sera suivie d’autres livraisons, également par bateau dans les prochaines semaines, dont notamment 50 000 tonnes de blé, 12 500 tonnes de riz, 12 000 tonnes de soja, 20 000 tonnes de tourteaux de soja et 5000 tonnes d’huile de soja, autorisés par le département américain de l’Agriculture.

Cette transaction consacre les efforts entrepris par le lobby agricole américain pour une levée partielle de l’embargo qu’il réclame depuis maintenant deux ans. Les sociétés exportatrices font partie des plus grands groupes agro-alimentaires américains dont Cargill, Archer-Daniels-Midland et Riceland Foods et certains de leurs représentants seront présents à La Havane pour l’arrivée du premier bateau.

En vertu de l’embargo, les exportateurs américains ont dû obtenir la permission de plusieurs organismes officiels pour vendre leurs marchandises à Cuba, dont le département du Trésor, le département du Commerce, le département d’État, le Pentagone et le Conseil national de sécurité.

Mais les analystes estiment qu’une brèche semble désormais entrouverte dans le mur de défiance entre les deux pays et que les lobbies américains pourraient essayer d’exploiter ce précédent pour de futures transactions.

Des élections législatives et sénatoriales serrées, demain, au Chili

Agence France-Presse

SANTIAGO — Les Chiliens se rendront aux urnes demain afin de renouveler en totalité leur chambre des députés et une partie du Sénat, lors d’un scrutin qui s’annonce serré entre les partis de centre-gauche de la Concertation démocratique au pouvoir et ceux de l’opposition de droite, regroupés au sein de l’Alliance pour le Chili.

Quelque huit millions d’électeurs doivent élire pour quatre ans leurs 120 députés et pour huit ans 18 des 38 sénateurs élus au suffrage populaire.

Tant la Concertation démocratique, coalition de centre-gauche du président Ricardo Lagos, que l’Alliance pour le Chili, regroupant les deux principaux partis de droite, l’Union démocrate indépendante (UDI, conservateurs) et le Parti de rénovation nationale (RN, modéré), se disent confiantes en l’issue du scrutin.

L’ex-président démocrate-chrétien Eduardo Frei (1994-2000) a réfuté les estimations faisant état d’une probable baisse du soutien électoral à la Concertation démocratique, dont les principales composantes sont le Parti démocrate-chrétien et le Parti socialiste du président Lagos.

« Ils vont se tromper. Dimanche, nous allons obtenir un bon résultat », a-t-il lancé au dernier jour de la campagne électorale, jeudi près de Santiago.

L’opposition de droite a pour sa part placé

ces élections dans la perspective des prochaines présidentielles de 2005, appelant les Chiliens, par leur slogan « Un Parlement pour Lavín », à élire d’ores et déjà une assemblée favorable à Joaquín Lavín, le maire de Santiago.

Candidat indiscuté de la droite pour les prochaines présidentielles, M. Lavín avait causé la surprise lors du dernier scrutin présidentiel, obtenant 47,51 % des suffrages au premier tour du 12 décembre 1999 contre 47,96 % à Ricardo Lagos, qui remporta le second tour du 16 janvier 2000 avec 51,31 % des suffrages.

Le maire de Santiago a exhorté les Chiliens à voter pour la droite, représentant à ses yeux « le changement », et à faire en sorte « que ceux qui sont déjà depuis 12 ans au pouvoir laissent la place à une nouvelle génération, tout d’abord au Congrès, puis au gouvernement ».

La Concertation démocratique espère pour sa part amplifier la majorité qu’elle détient à la chambre des députés, où elle dispose actuellement de 69 des 120 sièges, et au Sénat, où son avantage sur la droite n’est actuellement que d’un siège sur un total de 49.

Outre les 38 sénateurs élus, la Chambre haute compte également neuf sénateurs désignés par les forces armées et d’autres institutions de l’État et deux sénateurs à vie, l’ex-dictateur Augusto Pinochet et l’ex-président Eduardo Frei.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Le grand ménage



La rumeur annonce un grand ménage parmi les mandarins de l'État québécois. Les présidents de plusieurs organismes et sociétés d'État seraient déplacés, avant la fin de leur mandat. Ce remaniement d'envergure ne doit pas avoir lieu, et ce pour deux raisons.

Premièrement, le gouvernement actuel n'a pas toute la légitimité nécessaire à un tel bouleversement. Parce que son mandat tire à sa fin, et parce que Bernard Landry, de qui relève ces décisions, n'a pas été élu comme premier ministre.

Certes, M. Landry est bel et bien premier ministre, et peut à bon droit exercer les prérogatives du pouvoir jusqu'à la fin du présent mandat, dans au plus deux ans. Cependant, il devrait faire preuve d'une certaine réserve.

Songeons au cas de Jean-Claude Scraire, président de la Caisse de dépôt. Le mandat de M. Scraire expire dans trois ans. Si le gouvernement souhaite l'écourter, il devra y mettre le prix. Autrement dit, ça va coûter cher aux contribuables. Y a-t-il à la Caisse un problème majeur qui justifierait qu'on écarte le président actuel ? Non. De façon générale, si l'on en croit les spécialistes de ces questions, M. Scraire a géré de façon compétente le « bas de laine des Québécois. »

Le second mandat de Michel Crête à Loto-Québec tire à sa fin. Sans doute est-il temps d'un changement à la tête de la grande loterie. Ce serait là le point de départ du grand jeu de chaises musicales imaginé au bureau du premier ministre, un jeu qui permettrait à M. Landry de laisser sa marque sur Québec Inc. pour plusieurs années.

Deux raisons s'opposent à ce remaniement, disions-nous. La seconde, c'est qu'il accrédi-tera l'idée

voulant que les sociétés d'État sont moins au service des Québécois qu'à celui du parti au pouvoir. De façon générale, les sociétés comme Hydro-Québec et la Caisse de dépôt ont été fort bien gérées, et les Québécois ont largement profité de leur action. Reste que la perception existe, et qu'elle a été renforcée par certaines décisions, notamment l'intervention de la Caisse dans le dossier de Vidéotron.

■ ■ ■

Plutôt qu'au remue-ménage, l'heure devrait être au remue-ménages. Au cours des ans, la Caisse, la Société générale de financement, Investissement Québec, Loto-Québec, Hydro-Québec et d'autres ont connu d'importants changements dans leur fonctionnement et leurs orientations, sans qu'un débat de fond n'ait lieu sur le rôle des sociétés d'État. Cette réflexion collective est nécessaire.

Ce serait notamment l'occasion d'envisager des mécanismes de surveillance plus efficaces. Aujourd'hui, la Caisse de dépôt est tellement puissante que personne n'ose critiquer ouvertement ses décisions. Cette omertà est malsaine.

Il faudrait aussi trouver des moyens de dépolitiser les sociétés d'État, de sorte que leur gestion soit au-dessus de tout soupçon de partisanerie. L'ex-président du conseil d'administration d'Hydro-Québec, Jacques Ménard, suggérait récemment de renforcer les conseils d'administration des sociétés d'État. Le gouvernement devrait suivre les recommandations de M. Ménard à cet égard.

Et on pourrait aller beaucoup plus loin. Ne devrait-on pas, par exemple, soumettre la nomination des présidents des sociétés d'État à l'approbation des deux tiers des membres de l'Assemblée nationale ? Ou au moins, à l'examen d'une commission parlementaire ? On voit mal pourquoi le président de la Commission d'accès à l'information doit être un choix non partisan, alors que la nomination du président de la Caisse de dépôt relève du seul gouvernement.

Opération poudre aux yeux



Un an après le dépôt du rapport de la commission Clair, le Québec a maintenant 20 groupes de médecine familiale, se félicitait cette semaine le ministre de la Santé, Rémy Trudel. En fait, la réalité est tout autre. Malgré la bonne volonté sur le terrain, les GMF ne sont pour l'instant que des coquilles vides et le ministre poursuit une opération poudre aux yeux.

En créant cinq nouveaux GMF après les quinze mis sur pied en juin dernier, Rémy Trudel entretient l'illusion que la médecine de première ligne est en train de subir une petite révolution. Or, dans les faits, pratiquement rien n'a changé dans le fonctionnement des groupes créés en juin. Les patients ne s'inscrivent pas, les GMF n'offrent pas de service la nuit, les infirmières cliniciennes ne sont pas embauchées, le mode de rémunération des médecins n'a pas changé. Bref, il n'y a pas plus de services pour la population.

La création des GMF était pourtant la recommandation centrale de la commission Clair, celle qui devait changer profondément l'architecture du réseau de la santé. Pourquoi prend-elle autant de temps à se mettre en place ? Précisons d'abord que les médecins sur le terrain ne sont pas en cause. Enthousiastes, motivés, ceux qui se sont lancés dans l'aventure des GMF n'ont cependant d'autre choix que d'attendre la conclusion des négociations entre le ministère et la Fédération des médecins omnipraticiens, qui clarifieront le fonctionnement des GMF.

Quelle structure juridique encadrera les GMF ? Quels services offriront-ils ? Les patients devront-ils s'inscrire ? Quel rôle joueront les infirmières cliniciennes ? Comment seront rémunérés les médecins ? Qui paiera pour l'information ? Des questions centrales, qui doivent impérativement trouver ré-

ponse pour que les GMF prennent vraiment leur envol.

Or, depuis six mois, moment où les premiers GMF ont vu le jour, aucune séance de négociation formelle ne s'est tenue entre la FMOQ et le ministère. Une « table technique » a tenu deux réunions. Des 30 millions réservés au démarrage des premiers projets, un maigre 700 000 \$ a été dépensé. Bref, l'état d'avancement des travaux ne permet absolument pas à Rémy Trudel de prétendre, comme il l'a fait cette semaine, que le concept sera opérationnel en janvier. Affirmer cela, c'est faire de la fausse représentation.

■ ■ ■

Bien sûr, en juin, on comprenait un peu le ministre de vouloir forcer la main à la puissante FMOQ, toujours réticente au changement surtout lorsqu'il met en cause la rémunération de ses membres ou l'octroi de fonctions centrales à des infirmières. En créant les quinze premiers groupes, Rémy Trudel avait réussi à montrer que les médecins de la base étaient prêts à aller plus vite que leur syndicat. Il fallait bien commencer quelque part pour établir les GMF, une entreprise complexe qui implique un profond changement de culture de la part des médecins.

Mais s'il avait vraiment fait de la création des GMF une priorité, M. Trudel aurait depuis poussé ses fonctionnaires à négocier à un rythme accéléré. Force est de constater qu'à ce chapitre, le ministère n'a pas fait ses devoirs. Mais Rémy Trudel continue de donner le change en claironnant, à tort, que des ententes sont sur le point d'être signées avec les médecins.

En tentant ainsi de faire illusion sur le délicat enjeu des GMF, le ministre Trudel joue un jeu dangereux. Si, parce que les véritables changements tardent à venir, la population perd confiance dans ces premières expériences, la crédibilité sera longue à regagner. Et le réel engouement des médecins pour le concept pourrait s'effriter si les façons de faire ne se clarifient pas rapidement. Alors, M. Trudel, cessez les conférences de presse et mettez-vous rapidement au travail là où ça compte : à la table de négociation.



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

OPINION

Vidéotron n'acceptera jamais d'être marginalisée

Nous vous présentons des extraits d'un texte que M. Gouin nous a fait parvenir à la suite d'une conférence de presse où d'importantes compressions ont été annoncées chez Vidéotron, hier matin.



SERGE GOUIN
 L'auteur est président du conseil d'administration de Vidéotron liée.

FONDÉE EN 1964, Vidéotron a bénéficié, pendant 33 ans, d'une situation de monopole sur le marché. En 1997, à la faveur d'une déréglementation autorisée par le CRTC, la concurrence a vu le jour, de façon relativement discrète au début, mais de manière beaucoup plus intensive, pour ne pas dire agressive, depuis un an. Une foule de nouveaux joueurs sur le marché de la télédistribution numérique (Bell ExpressVu, StarChoice, Look TV) ou analogique (VDN) proposent désormais des offres avantageuses aux consommateurs, avec pour résultat un taux de débranchement comme jamais Vidéotron n'en a connu dans le passé. L'ampleur du problème nous oblige aujourd'hui à utiliser les outils que le CRTC a prévu dans de telles circonstances.

Vidéotron n'est pas une entreprise qui craint les lois du marché. Nous devons toutefois constater que certains de nos concurrents en câblodistribution analogique bénéficient de structures de coûts minimales et de coûts d'immobilisation pratiquement nuls — ils empruntent d'ailleurs pour ce faire le réseau de câble développé grâce aux investissements massifs de Vidéotron. D'autres concurrents de la télédistribution numérique ont choisi de livrer une guerre de prix dans le seul but de gagner des parts de marché et d'augmenter leur base d'abonnés. Comment peut-on expliquer autrement qu'une entreprise commerciale comme Bell Canada accepte d'accumuler des pertes d'exploitation de près de 100 millions de dollars par trimestre pour offrir aux consommateurs canadiens ses services de télédistribution par satellite ? Pendant ce temps, Vidéotron continue de subir des augmentations de coûts, tels les tarifs de branchement aux infrastructures de Bell Canada ou d'Hydro-Québec sans avoir le moindre pouvoir de négociation. Vidéotron doit payer des redevances aux fournisseurs de nouveaux canaux offerts aux abonnés du câble, tel ARTV, qu'elle ne peut que très difficilement, dans la logique commerciale actuelle, facturer à ses clients. De plus, elle est soumise à une pression constante des redevances qu'elle doit payer aux chaînes spécialisées qu'elle distribue. Enfin, dernier élément mais non le moindre, Vidéotron demeure aux prises

avec la convention collective la plus coûteuse de toute l'industrie canadienne de la câblodistribution et des télécommunications, qui paralyse la compagnie à bien des égards.

Une convention collective coûteuse

Les employés de Vidéotron bénéficient de conditions salariales (rémunération et horaires de travail) et d'avantages sociaux (nombre de congés payés, etc.) nettement au-dessus des standards de l'industrie. L'écart salarial atteint jusqu'à 25 % dans certaines catégories d'emploi, comme celle des employés du secteur qualité technique. La compagnie doit de plus composer avec un autre fléau, soit un taux d'absentéisme de l'ordre de 10 %, environ trois fois supérieur à la moyenne industrielle canadienne.

De plus, la convention collective des employés de Vidéotron pose des contraintes additionnelles à la saine gestion d'une entreprise, en limitant par exemple à seulement 15 % le droit de recours à la sous-traitance. Or, la sous-traitance, qui est une pratique courante dans les grandes entreprises de services, y compris toutes les sociétés de télécommunication au pays, permet à Vidéotron de réaliser des économies de l'ordre de 40 % sur une opération technique comme l'installation du câble dans une résidence.

En clair, la même intervention nous coûte 77 \$ si elle est accomplie par un employé de Vidéotron, mais 45 \$ si elle est exécutée par un sous-traitant. Enfin, il existe une panoplie de règles ancestrales sur les horaires de travail et la description hermétique des fonctions qui entravent la souplesse de fonctionnement d'une entreprise comme Vidéotron, obligée de lutter contre des concurrents beaucoup plus lestes et nullement assujettis à ce type de contraintes.

Vidéotron se trouve donc aux prises avec une structure de coûts de main-d'oeuvre et une organisation du travail, héritées du temps où l'entreprise était encore un monopole, qui constituent une véritable épée de Damoclès. La situation est à ce point critique qu'elle pourrait menacer, à moyen terme, la pérennité de l'entreprise. Redonner à l'entreprise la marge de manoeuvre nécessaire pour affronter à armes égales la concurrence exige des réductions de coût de 35 à 40 millions de dollars, soit l'équivalent de 7 à 8 % des dépenses totales de l'entreprise.

Les avantages

Si Vidéotron parvient à aligner ses coûts de fonctionnement sur ceux de la concurrence, elle retrouvera incontestablement son leadership sur le marché québécois. Depuis sa prise de contrôle par Quebecor Média, en mai 2001, Vidéotron peut en effet bénéficier du soutien de la plus puissante machine promotionnelle sur le

marché, celle de Quebecor Média.

Par différentes filiales, l'entreprise occupe le premier rang au Québec dans pratiquement tous ses secteurs d'activités : numéro un dans les quotidiens, numéro un dans les magazines, numéro un dans la vente au détail de produits culturels (grâce aux bannières Archambault et Le SuperClub Vidéotron), numéro un dans les portails Internet par le biais des propriétés de Netgraphe, dont le réseau canoe.qc.ca. Quebecor World, l'autre grande filiale opérationnelle de la société mère, est le premier joueur mondial sur le marché de l'imprimerie commerciale. Quebecor s'est donc gagné, depuis cinquante ans, une réputation de vainqueur et de chef de file, acquise sur des marchés où règne la libre concurrence.

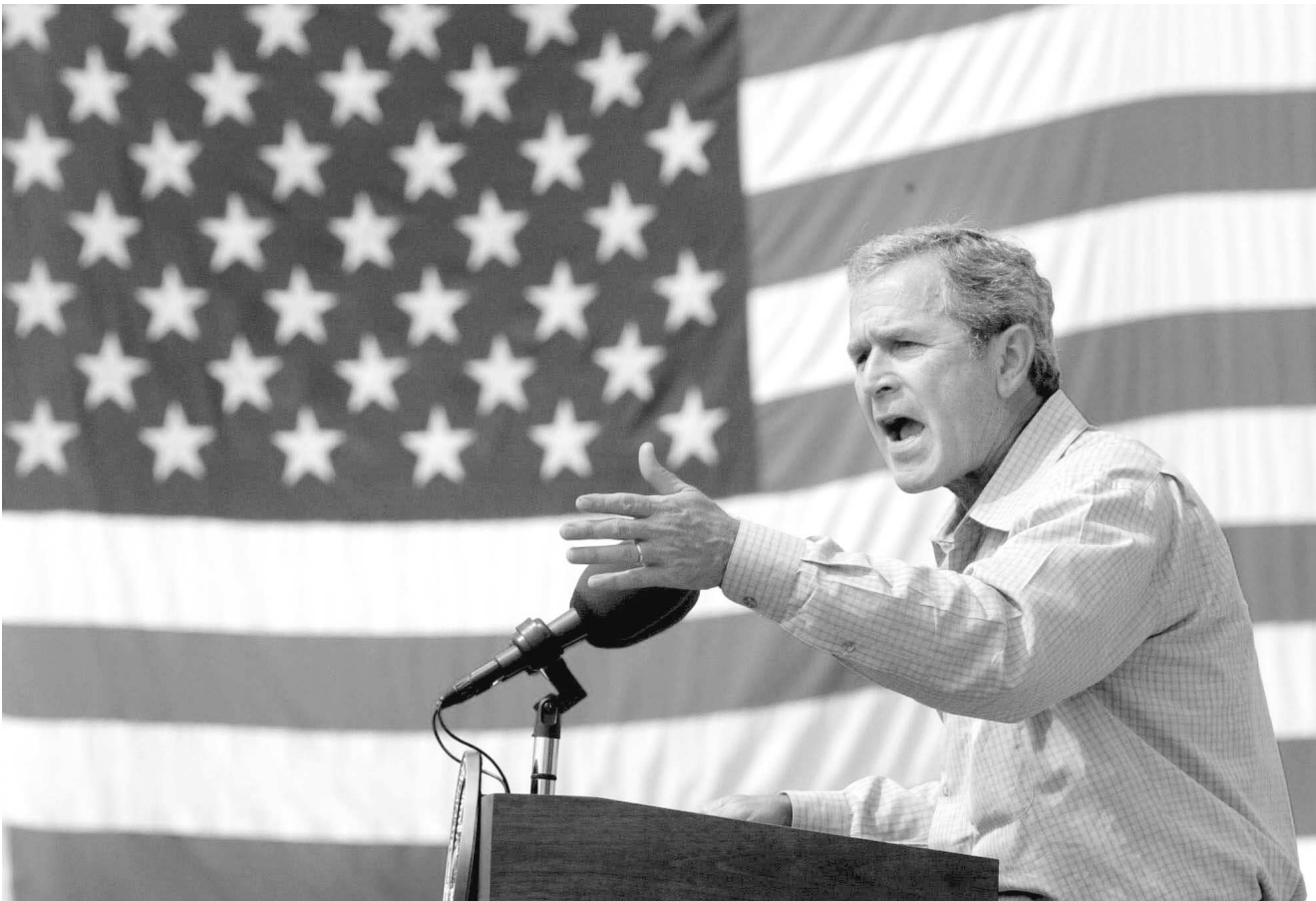
Depuis un an, j'ai appris à connaître Quebecor, et j'en retiens qu'elle n'a pas l'habitude de jouer les seconds violons. Quand elle investit dans un secteur, c'est pour y occuper un positionnement dominant. A-t-elle fait l'acquisition de Vidéotron pour voir celle-ci péricliter ? Non, jamais. Vidéotron jouit d'indéniables atouts. Elle possède, ne l'oublions jamais, probablement le meilleur réseau bidirectionnel à large bande en Amérique du Nord, fruit de la vision du fondateur de l'entreprise, monsieur André Chagnon, dès le début des années 90, et des investissements massifs en immobilisation consacrés à ce vaste projet. Jumelez ce puissant réseau à la capacité d'innovation et de commercialisation de Quebecor Média et il en résultera des produits porteurs comme celui du premier service commercial de télévision interactive au Canada, illico, inauguré cet automne au Québec ou encore du lancement imminent du service de vidéo sur demande. Il n'y a pas de limite à ce que nous pouvons accomplir, pour peu que nous puissions dégager la marge de manoeuvre nécessaire à la concrétisation de nos projets de croissance.

Partenariat avec les syndicats

D'ici quelques semaines, nos équipes de négociation entameront le dialogue avec les représentants syndicaux des employés de Vidéotron, dans l'optique de renouveler, dans un climat de partenariat, la convention collective de nos employés. Cette étape sera capitale pour l'avenir de l'entreprise, étant donné la nouvelle donne concurrentielle, dont j'ai tenté d'expliquer ici les principaux tenants et aboutissants.

La férocité de la concurrence, combinée à nos structures paralysantes de coûts, nous forcent à imaginer, de concert avec nos employés, de nouvelles façons d'organiser nos prestations de service. Nous devons donc agir et le faire immédiatement afin d'éviter d'être marginalisé, un risque que jamais Vidéotron n'acceptera de prendre. L'avenir de trop d'emplois est en jeu.

Forum



« Le président George W. Bush a remporté haut la main la première manche de la guerre engagée contre le terrorisme islamiste. Il en ressort grandi, tant sur le plan personnel, qu'auprès du peuple américain et de la communauté internationale. Un tel moment est unique dans l'histoire d'un homme », analyse M. Coulon.

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Elvis Presley et Oussama ben Laden

Bon, c'est reparti. Le dévoilement de la vidéo où l'on voit ben Laden se réjouir des attentats du 11 septembre — ils ont dépassé son espérance ! — a déclenché une vague de haine antiaméricaine presque aussi forte que celle qui a suivi les attentats eux-mêmes.

La théorie du complot en mène large, mais pourquoi s'étonner ? Il y en a encore qui croient, malgré toutes les preuves à l'effet contraire, que l'assassinat de Kennedy a été le produit d'une gigantesque conspiration, et il y en a aussi qui croient Elvis toujours vivant, ce qui implique l'existence d'un extraordinaire complot de l'industrie de la musique et des médias pour cacher la vérité à ses fans.

■ ■ ■

Cette fois encore, les adeptes des théories de conspiration ont vite sauté sur l'idée que la bande a été fabriquée. La traduction est inexacte, proclame le porte-parole du Centre islamique québécois — opinion démentie par les traducteurs interrogés sur toutes les chaînes et par les arabophones de divers pays ; le problème est plutôt que beaucoup de phrases sont inaudibles. Mais justement ! Cette vidéo d'amateur ne peut avoir été tournée par Al-Qaeda, opine un chercheur égyptien, c'est donc la preuve qu'elle a été fabriquée ! Que dirait-il si la vidéo était de qualité professionnelle ? Ne serait-ce pas la preuve que la CIA l'a fabriquée dans un studio de Hollywood ?

C'est sans compter la diatribe hystérique qu'on pouvait lire hier dans cette page sous la signature du Dr Amir Khadir, grand héros populaire qui revient d'un camp de réfugiés, et dont on espère qu'il est plus doué pour la médecine que pour l'analyse politique.

Une diatribe d'une violence inouïe, où il confond autodéfense et vengeance, fait de l'Amérique le bouc émissaire de tous les maux de la Terre, accuse « 90 % des Américains » d'être dénués de « fibre morale », et affirme en substance que ben Laden est coupable, soit, mais que cela n'a aucune importance puisque les Bush le sont encore plus, pour s'être associés à lui « dans une entreprise commerciale » (sic) avant de tirer prétexte des attentats pour aller piller les ressources pétrolières de l'Asie centrale. À eux, donc, « profite le crime » !

M. Khadir préfère « la primauté du droit » à « la loi de la jungle ». Voilà un choix judiciaires, mais dites-moi, qu'est-ce que les États-Unis auraient dû faire pour amener ben Laden devant un tribunal ? Lui envoyer une citation à comparaître ?

■ ■ ■

Comme au lendemain des attentats du 11 septembre, le premier réflexe des porte-parole des institutions musulmanes après la diffusion d'une vidéo empreinte de racisme anti-occidental, a été d'évoquer le racisme... anti-islamique. On convient du bout des lèvres de la culpabilité de ben Laden, mais on craint que les Canadiens « associent Islam et terrorisme ».

Ce thème, omniprésent depuis le 11 septembre, devient lassant à la longue. Car enfin, quel a été le ressac, au Canada ? Avant même de pleurer les morts, le premier réflexe de tous nos dirigeants politiques a été de faire appel à la tolérance. C'était très bien, mais on se demande si c'était même nécessaire. Les gens ne sont pas des imbéciles et savent très bien que leurs amis, voisins et compatriotes musulmans n'ont rien à voir, dans leur immense majorité, avec le terrorisme, pas plus que les catholiques avec les tueurs qui s'en prennent aux cliniques d'avortement.

Que s'est-il passé, exactement ? À Montréal, il y a eu un incendie, vite éteint, devant une mosquée. Une femme s'est fait arracher son hijab dans l'ascenseur d'un hôpital. À Toronto, un homme sortant éméché d'un party est allé pisser sur le parvis d'une mosquée. À Halifax, la fenêtre d'une mosquée a été brisée. À Calgary, des menaces verbales (sans suite) auraient été proférées. Telles sont les pires agressions qui ont été rapportées dans des médias par ailleurs aux aguets. Tout cela est déplorable, mais enfin on ne peut pas parler de vague de racisme.

Ah ! mais nous sentons l'hostilité dans les regards, nous dit-on. Évidemment, là ça devient plus compliqué, faute d'éléments de preuve objectifs. Et l'affaire risque d'enfler si, comme le Congrès islamique, on considère qu'il est raciste d'utiliser l'expression « terrorisme islamiste » pour désigner des actions que leurs auteurs eux-mêmes disent entreprendre au nom de l'Islam.

On peut dire n'importe quoi sur les Américains, mais depuis le 11 septembre, il est de bon ton de s'exposer sur l'Islam, ses traditions, sa prodigieuse diversité. L'entreprise de culpabilisation à rebours a finalement très bien marché.

Laissons aux théologiens le soin de savoir si l'islam est, comme on nous le répète, « une religion de paix » qui n'aurait rien en commun avec la lecture qu'en fait Al-Qaeda, mais enfin, il aurait été sympathique de voir, au moins une fois, des musulmans organiser une manifestation pour se dissocier des terroristes islamistes, comme les Basques le font régulièrement pour condamner les actes terroristes perpétrés au nom du nationalisme basque. Il aurait été sympathique d'entendre, au lieu de ce discours homogène, quelques voix divergentes au sein de la communauté musulmane, comme c'est le cas chez les juifs. Il aurait été sympathique d'entendre, au moins une fois, les attentats condamnés sans équivoque, sans que suive automatiquement la sempiternelle tirade sur les péchés de l'Occident.



JOCELYN COULON

L'auteur est directeur du Bureau de Montréal du Centre Pearson pour le maintien de la paix.

Face à cette tragédie sans précédent dans l'histoire, le président américain aura démenti tous les pronostics.

TROIS MOIS APRÈS les attentats de New York et de Washington, le président George W. Bush a remporté haut la main la première manche de la guerre engagée contre le terrorisme islamiste. Il en ressort grandi, tant sur le plan personnel, qu'auprès du peuple américain et de la communauté internationale. Un tel moment est unique dans l'histoire d'un homme. C'est un événement à saluer, et le président Bush doit le savourer.

Ils étaient pourtant nombreux, au lendemain du 11 septembre, à douter des capacités du président et de la volonté de l'Amérique à s'engager dans cette guerre et à la mener sans flancher. Quelques heures avant l'effondrement des tours du World Trade Center et d'une du Pentagone, commentateurs et politiciens, ici comme ailleurs, pestaient contre ce président qualifié de falot et de médiocre. Sa cote de popularité était au plus bas, son administration divisée sur les grandes questions de politique étrangère. Le magazine *Time* publiait la veille du drame un article dévastateur sur la marginalisation du secrétaire d'État, Colin Powell, et sur les luttes intestines entre faucons et colombes. Les pontifes s'en donnaient à coeur joie.

Le sang-froid d'un président

Pourtant, face à cette tragédie sans précédent dans l'histoire, le président Bush aura démenti tous les pronostics. Il s'est révélé un chef de guerre d'une redoutable efficacité. Certes, sous son visage fermé aux yeux parfois embués de larmes, l'homme était blessé, secoué. Jamais, pourtant, il n'a montré ses angoisses, sa colère, sinon, une fois, où il a laissé échapper l'espoir qu'on retrouve ben Laden plutôt mort que vivant. On ne le lui reprochera pas, d'autant plus que le chef d'Al-Qaïda lui-même souhaite ne pas sortir vivant de cette affaire.

Le président et son équipe ont élaboré et mené avec patience et détermination une réponse aux attentats terroristes. Chaque étape a été méticuleusement planifiée et mise en oeuvre. Alors que le Pentagone fourbissait ses armes en préparation d'une riposte militaire légitime et foudroyante, la Maison-Blanche a rassemblé d'une main de maître la plus grande coalition politique jamais vue pour lutter contre un ennemi commun.

Colin Powell, a qui le président doit beaucoup dans cette affaire, a merveilleusement joué son rôle, maniant la carotte et le bâton pour s'attirer des appuis massifs et souvent inusités. L'ONU a accordé son feu vert politique et juridique. L'OTAN a fait bloc. La Russie et la Chine ont joint les rangs sans maugréer. L'Iran a renoué avec Washington. Cent-cinquante pays ont frappé les institutions liées à la mouvance radicale islamiste.

Sur le plan militaire, la stratégie adoptée a parfaitement fonctionné. Les États-Unis ont encerclé l'Afghanistan et positionné leurs forces tout autour. L'Alliance du Nord a reçu munitions et entraînement alors que des soldats étrangers, les anciens de l'Union soviétique comme les Ouzbeks et les Tadjiks, ont prêté main forte. Des conseillers militaires d'expérience se sont installés sur le terrain et ont préparé les soldats afghans alliés à l'assaut. Les bombardements ont suivi une pratique utilisée ailleurs : à petite



Au Pakistan, le régime du général Musharraf n'a jamais été aussi solide et ce malgré des manifestations qui se sont déroulées un peu partout dans le pays, comme celle qui s'est tenue (notre photo), le 11 octobre, à Qetta.

dose pour tester l'adversaire, puis massivement pour frapper, déstabiliser, réduire et anéantir. L'ennemi n'avait aucun endroit pour se cacher, ni même pour s'enfouir, particulièrement pour les soldats étrangers d'Al-Qaïda.

En moins de huit semaines, la campagne était terminée. Ben Laden et le mollah Omar, sont toujours en cavale, bien entendu. Ils seront cueillis en temps et lieu. Qu'on ne nous dise pas que cela ne règlera rien. L'élimination de tels personnages aura son effet.

L'hystérie des experts et des médias

On dit souvent que certains généraux sont en retard d'une guerre. Et bien, dans cette affaire, il faut constater qu'ils ont été à la hauteur, alors que trop d'experts et de journalistes ont, une fois de plus, démontré une bonne part d'incompétence et d'incapacité à comprendre ce qui se déroulait sur le terrain et à apprendre des conflits passés.

Chaque repli de ce conflit a été exploré, puis fouillé, pour y trouver le signe annonçant l'apocalypse qui balaierait les Américains. On aura tout entendu pendant ces trois mois de guerre, mais surtout le pire.

On nous a raconté les Afghans, plus grand que nature, vainqueurs des Britanniques aux XIX^e siècle, des Soviétiques, à la fin du XX^e. À l'aube du XXI^e, ils ne feraient qu'une bouchée des Américains. La réalité : les Afghans n'avaient rien à voir avec les Talibans et le réseau Al-Qaïda, et les Américains et leurs alliés afghans ont été accueillis en héros. On nous a raconté le Pakistan au bord de l'effondrement. La moindre manifestation d'islamistes en colère dans une ruelle étroite d'une ville de cinq millions d'habitants était présentée comme la volonté exprimée de 140 millions de Pakistanais. Le général Musharraf n'avait qu'à bien se tenir, nous chantaient des experts déboussolés, des correspondants affolés ou manipulés par des services secrets pakistanais entièrement dévoués aux talibans, leurs créatures.

La réalité : le régime pakistanais n'a jamais été aussi solide. On nous a raconté la révolte des masses musulmanes, et particulièrement arabes. Elles étaient déjà survol-

tées par la détresse, terrible, des Palestiniens. Elles allaient bientôt exploser sous l'effet combiné de leur amour secret de ben Laden et des bombardements contre l'Afghanistan. Ainsi, experts et journalistes, alimentés par les exégètes de l'Islam, se sont infiltrés dans chaque faille, y cherchant le signe avant-coureur de l'apocalypse annoncée. Une manifestation de 2000 islamistes devant l'ambassade américaine à Djakarta, en Indonésie, annonçait l'effondrement d'un pays de 220 millions d'habitants. La réalité : pas une feuille n'a bougé, pas un régime n'est tombé, pas un Musulman digne de ce nom ne s'est identifié à ce monstre.

Puis, on nous a brandi le spectre de l'enlèvement, de la vietnamisation du conflit. Les bombes n'étaient pas tombées sur leurs objectifs que déjà les écrans de télévisions et les pages des journaux étaient dominés par les scénarios les plus noirs. Les balourds d'Américains n'y connaissaient rien, ils allaient subir le sort des Russes, qui avaient massacré sans compter, et, ainsi, revivre les affres de la guerre du Vietnam. La réalité : les Américains ne sont pas les Russes et le Vietnam est bien dans le Sud-Est asiatique et non au Proche-Orient. Les professeurs de stratégie et les experts en pantouffles devront retourner aux études.

Enfin, il y a eu la longueur de la campagne militaire et son effet sur les talibans. Là encore, la moindre déclaration sceptique d'un obscur chef de guerre contrôlant un petit caillou de ce vaste pays qu'est l'Afghanistan était présentée comme l'illustration des déficiences de la stratégie américaine. Lorsque les Talibans ont commencé à s'évanouir, on nous a dit qu'ils se regroupaient pour mieux attaquer, comme ils l'avaient fait par le passé. Une chose avait changé depuis, une chose pourtant claire et limpide ; des dizaines de B-52 pulvérisaient les lignes talibanes et rendaient toutes batailles impossibles. La réalité : nos commentateurs patentés, nos grands reporters en mission spéciale avaient oublié les conflits précédents, du Vietnam à la guerre du Golfe, en passant par le Kosovo, où ils avaient raconté les mêmes histoires, toutes démenties les unes après les autres.

Gérer la victoire

Ni le Pentagone, ni la Maison-Blanche ne se sont laissés distraire par ces jacassements incessants. On ne mène pas une politique, encore moins une guerre sur le qu'en-dira-t-on, sur l'humeur des pontifes, sur les revirements de l'opinion publique. Le leadership tant de Bush, que de Powell et de Rumsfeld, est ce qui a permis la victoire.

La guerre au terrorisme n'est pas terminée. Les événements qui se déroulent en Afghanistan présentement ne sont que la première étape, celle des opérations militaires destinées à priver le réseau ben Laden d'une base géographique, politique et morale. Ce n'est pas rien. Il reste pourtant aux États-Unis et à leurs alliés à poursuivre la lutte sur une plus vaste échelle. Cette deuxième étape se déroulera en deux temps. D'abord, la poursuite, patiente, mais certainement très frustrante, de la lutte au terrorisme dans une soixantaine de pays soupçonnés d'abriter des cellules de la mouvance radicale islamiste. Il faudra des années, et les Américains n'auront aucun mal à obtenir l'appui des nations concernées.

Puis, il y aura l'élargissement à d'autres pays des opérations militaires comme telles. Là, Washington devra y penser à deux fois avant de s'engager. Renverser le régime taliban et détruire Al-Qaïda ne causaient aucun problème politique ou diplomatique. Attaquer l'Irak ou un autre pays, c'est risquer l'éclatement de la coalition et l'isolement des États-Unis. Les arguments qui militent en faveur du renversement du régime irakien sont très convaincants, mais Washington devrait avant tout se demander si le remède ne serait pas pire que le mal.

La sagesse voudrait que Washington sache bien identifier ses cibles et ne s'engage pas dans des opérations risquées et controversées. La guerre contre l'Afghanistan et le terrorisme est légitime. C'est aussi notre guerre. Espérons que les Américains sauront gérer leur victoire et mener les autres étapes de cette guerre avec tous leurs alliés.

Noël sur mesure



Soutien-gorge coussiné,
en tulle brodé
118⁹⁵
Culotte assortie
68⁹⁵

Chantelle



Lampe Berger
199⁹⁵

LAMPE
BERGER



Peignoir
en velours
col châle
185\$

Diamond Tea



Chemise habillée,
100% coton,
à compter de
100\$

Klaus Boehler
KOLLEKTION

Cravate en soie,
Collection Les Ailes
69\$

Ensemble à vin 6 pièces
Lady Hamilton
99⁹⁵



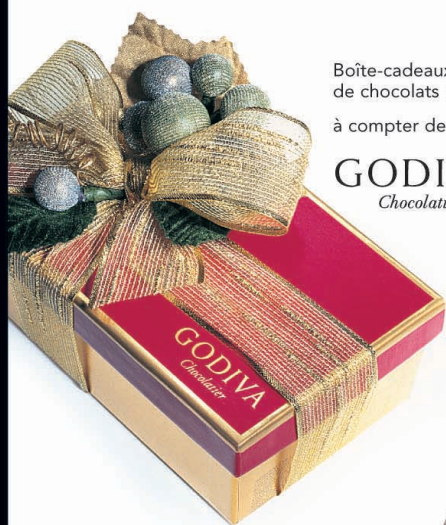
Montre-bracelet
195\$

DKNY



Bas angora et cachemire,
offerts en cinq couleurs
18\$

Calvin Klein



Boîte-cadeaux
de chocolats pour Noël
à compter de 8\$

GODIVA
Chocolatier



Gants en cuir doublés de cachemire,
offerts en quatre couleurs
64⁹⁵

LAUREN



Ourson preppy
Les Ailes
24⁹⁵

Camisole de velours
et à motifs jacquard
65\$

Pantalon
de velours assorti
60\$

ARIANNE
lingerie



Le seul cadeau
jamais retourné!

Avec la Puce-à-porter,
le tour est joué:
ils pourront s'offrir le cadeau
de leur choix. Et quel choix!

En vente chez
Les Ailes de la Mode,
en valeurs de 10\$ à 500\$.



MODE DE VIE
MODE DE PAIEMENT



Nulle part ailleurs

www.lesailes.com

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 • CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537 • PLACE STE-FOY (418) 652-4537 • CENTRE COMMERCIAL BAYSHORE, OTTAWA (613) 721-4537
LES GRANDS PROJETS LES AILES: Centre-ville Montréal et Fairview Pointe Claire / Automne 2002

HEURES D'OUVERTURE MAIL CHAMPLAIN ET CARREFOUR LAVAL: Lundi au vendredi 9h30 à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h • Lundi 24 déc. 9h à 17h

ACTUEL

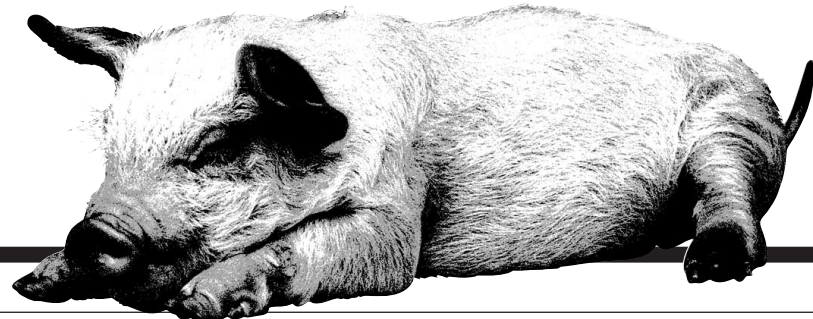


DANS VOTRE ASSIETTE:
**Mégaporcheries
et vie urbaine**
Une page hebdomadaire
signée Judith Lachapelle
Page A29

VISITE LIBRE:

Le cœur du cœur d'Outremont

L'entrevue de Nathalie Petrowski
Page A24



La Presse

CAHIER ACTUEL | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 15 DÉCEMBRE 2001

25 ANS De PUNK

Le grand mouvement anarcho-critique du punk a eu 25 ans – officiellement – cette année. À l'origine, en Angleterre, les «Proletarian Urban Nihilist Kids», ces jeunes nihilistes des quartiers ouvriers, ont reçu dans l'opinion publique l'étiquette de bons à rien. Le mot punk dans les pays anglo-saxons est devenu une insulte. Même le jargon des prisons l'a adopté. Or, ces jeunes qui ont crié «No Future» ont enfanté plusieurs courants de guérilla culturelle qui font aussi la société d'aujourd'hui.



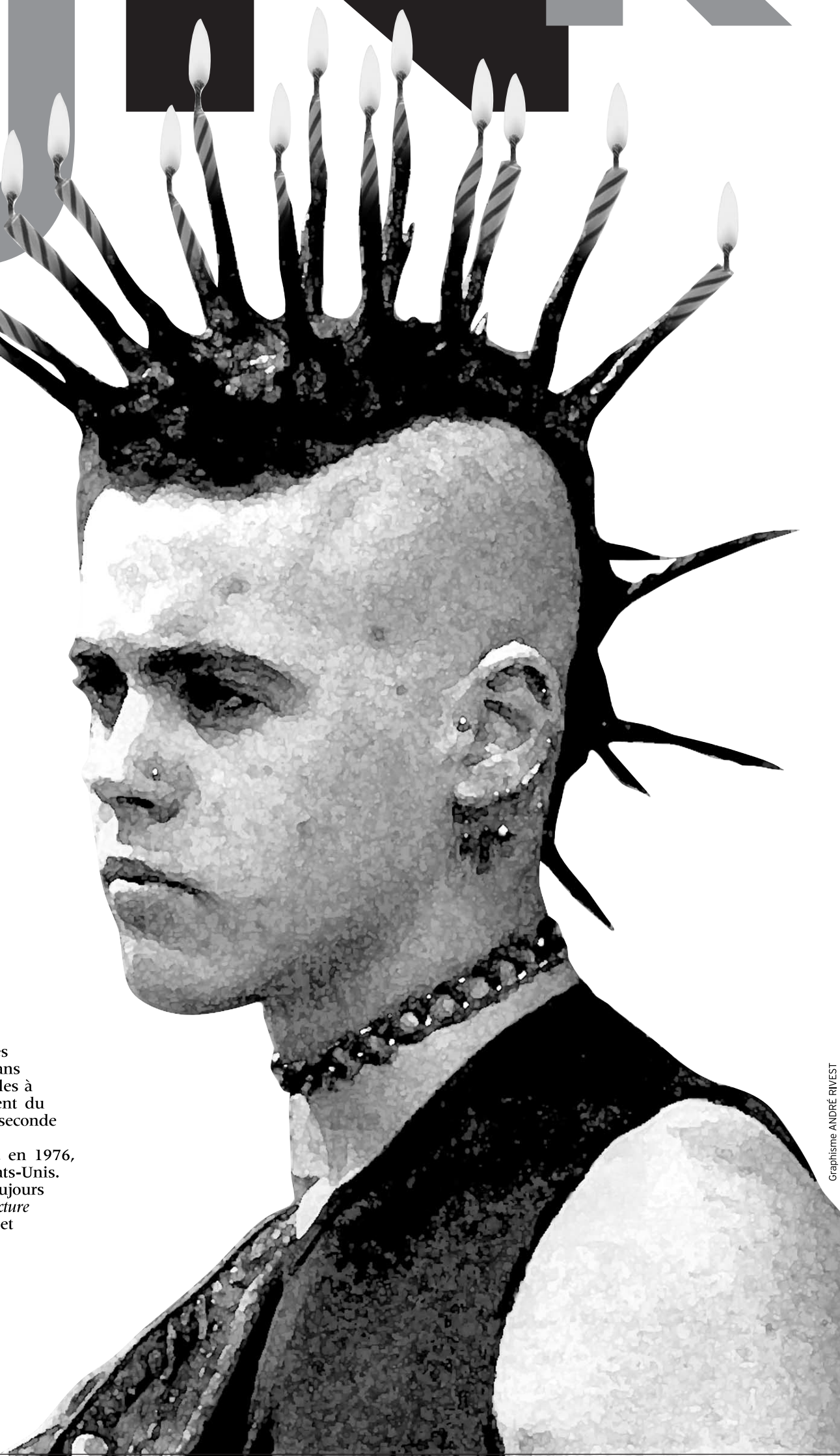
MARIE-FRANCE LÉGER

Dans notre vie quotidienne, le punk a laissé des traces. Les espaces autogérés, les squats, le mouvement antimondialisation, les cheveux roses du voisin, le «piercing» (perçage) sous la lèvre de la vendeuse à la pâtisserie, les vêtements de skate, le bungee (le saut à l'élastique), les cheveux rasés chez garçons et filles, les tatouages temporaires qu'on offrira à Noël aux fillettes de 8 ans, les jeans Dolce et Gabbana à 500 \$ fermés de haut en bas par des épingles à nourrice, le graphisme à l'imagerie *destroy*. Tout cela nous vient du punk. Et on en oublie. *Name it*, comme dirait l'autre dans la seconde langue officielle du Canada.

Le mouvement punk n'existe bien sûr plus tel qu'il était en 1976, année des Sex Pistols et de la création du magazine *Punk* aux États-Unis. Il s'est fragmenté en plusieurs tribus, plusieurs styles. Mais il a toujours été sarcastique. Qu'on pense seulement au film *The Rocky Horror Picture Show*. Il a aussi imposé des messages, contre la vivisection notamment, et redécouvert une forme d'entraide et de solidarité en passant par un certain projet social: les squats ou l'occupation des immeubles abandonnés pour les sans-abri et le *Do it Yourself* (DIY; Faites le vous-même. Voir autre article en page A23).

Au Québec, il est vrai que le mouvement n'a jamais eu autant de résonance que dans les villes ouvrières de Grande Bretagne.

Voir PUNK en A26



Graphisme ANDRÉ RIVEST

L'évènement

"Boxing Day"

débute aujourd'hui!

Ne manquez pas notre circulaire grand format
au centre de votre journal d'aujourd'hui!

CENTRE HI-FI



SITE WEB DE LA SEMAINE

COLLECTIONNEURS DE PLAQUES D'ÉGOUT, UNISSEZ-VOUS !

Quoi de mieux pour représenter la culture spécifique d'une ville ou d'un pays que d'admirer le style unique de ses plaques d'égout ? C'est ce qui semble avoir motivé Natalie Lamanova et



Alexander Kholopov, deux artistes russes qui ont tenu à Moscou en avril 2001 une exposition présentant des centaines de photos et de vidéos sur toutes sortes de variantes (« la vie des plaques d'égout », « chaussures sur plaques d'égout »...), avant de la diffuser sur leur site Internet. Bilingue anglais et russe, ce dernier contient tellement de spécimens que sa visite

peut prendre plusieurs heures !

C'est grâce à une communauté internationale d'amateurs du genre que la collecte des images a pu se faire dans plus de 50 pays (incluant de nombreuses villes canadiennes). L'exposition comprend aussi d'autres types de plaques issues du milieu urbain, comme les accès aux conduits d'eau et de gaz, ou les grilles en tout genre. Certains participants se sont inspirés de cette impressionnante collection pour créer des oeuvres d'art originales, elles aussi diffusées sur le site. Enfin, plusieurs timbres-poste ukrainiens sont en projet à partir de quelques-unes de ces plaques d'égout.

On ne peut retenir un petit sentiment de dépaysement en admirant tous les styles différents que peut prendre cet objet apparemment banal, selon la culture et les symboles des peuples qui les foulent de leurs pieds.

<http://projects.artinfo.ru/Sewers>

Nicolas Ritoux collaboration spéciale



QUESTION-RÉPONSE

Vous avez une question à poser à nos journalistes? Écrivez à actuel@lapresse.com

PASCAL LACHAPELLE, SAINT-HUBERT : Quelle est la gélatine rouge que l'on retrouve dans les plats de Petri et qui sert à cultiver des bactéries?

Le JELL-O à bactéries, comme m'a dit un copain scientifique, est en fait une gélatine nommée agar-agar, extraite d'une algue japonaise rouge, qu'on utilise aussi en cuisine. Les chercheurs dissolvent la poudre d'agar-agar dans de l'eau chaude et y ajoutent une mixture de nutriments avant de refroidir la préparation à la température de la pièce. « Ce qui va donner une gelée gorgée d'eau et de nutriments », m'écrit Daniel Picard. Cette gelée est ensuite un milieu propice à la croissance des bactéries, qui se nourriront des protéines, sels, levures, sucres, sang et de l'eau qui ont été ajoutés.

Judith Lachapelle



CITATION NOSTALGIQUE DE LA SEMAINE

« Il m'a dit il y a un an 'J'ai vu dans un rêve, nous jouions un match de football contre les Américains. Quand notre équipe est apparue sur le terrain, ils étaient tous des pilotes.' »

Oussama ben Laden, qui raconte le rêve d'un de ses amis dans le désormais célèbre UBL's Weirdest Home Video.



LES FLEURS ET LE POT

LA FLEUR

> À la royauté norvégienne, qui tente bravement de prendre la relève de la royauté britannique avec ses mariages princiers vaguement controversés, comme celui du prince et de la roturière chef de famille monoparentale et l'autre de la princesse avec un écrivain douteux. Si vous continuez comme ça et que vous manger encore quelques croûtes, vous réussirez sûrement à atteindre le haut niveau de sens dramatique des camarades britanniques.

LE POT

> Aux personnes âgées, qui empêchent le beau programme d'assurance-médicaments du gouvernement de fonctionner comme sur des roulettes. C'est en tout cas ce qu'on a compris du rapport sur la question remis cette semaine, qui propose de hausser les cotisations des personnes âgées à ce régime. Allez les amis, faites un petit effort, arrêtez d'avoir besoin de tous ces médicaments essentiels à votre santé et votre qualité de vie et comme ça, Québec n'aura pas l'air sans-cœur!

Punk un jour...

Ils ont trouvé le punk et ne s'en sont jamais remis

Patrick Baillargeon, critique musical et chef de pupitre à l'hebdomadaire ICI

À SES YEUX, le punk est bien plus qu'un genre musical ou une mode. « Par exemple, je n'accepte pas de me faire niaiser, notamment au sein de l'industrie de la musique, car nous savons tous comment ça fonctionne... »

En 1977, Patrick Baillargeon avait 13 ans. Le punk, il l'a reçu comme une claque portant le doux nom de *Never Mind The Bollocks*, premier album des Sex Pistols. Une claque et un coup de foudre pour cette énergie brute et provocatrice soigneusement construite autour de trois accords de guitare.

Attiré, à l'époque, autant par la scène anglaise — les Sex Pistols, les Damned, les Buzzcocks — que par la scène française — Métal Urbain —, Patrick Baillargeon embrasse l'attitude prônant le rejet de l'autorité et le code vestimentaire. Il conserve toujours, au fond d'un placard, ses bottes d'armée, sa veste de cuir cloutée et peinte (« Ma blonde de l'époque était bonne en dessin ! »), ses bracelets et pantalons *bondage* (« The Clash ont porté les mêmes pendant plusieurs années »).

« Mais j'ai arrêté de m'habiller punk dans les années 80 parce que j'étais tanné de me faire dévisager dans le métro, ou de me faire taper dessus par des gens qui ne supportaient pas de me voir habillé comme ça. Et puis, je trouvais que ce n'était plus vraiment moi, que je me déguisais. »

Ce qu'il retient de l'époque punk, et ce qui l'a marqué jusqu'à aujourd'hui, se résume au DIY (Do it Yourself). Patrick Baillargeon a tenu l'antenne à CKUT, CISM et CIBL, donnant une vitrine aux jeunes groupes rock. Il a même été musicien au sein des Stups, au début des années 90. Son travail aujourd'hui pour un média parallèle en est la suite logique.

À ses yeux, l'apport du punk à la culture pop est énorme. « On n'arrive même pas encore à réaliser à quel point le punk était une importante bouilloire pleine de créateurs qui ont influencé la mode, la peinture, la poésie... Les répercussions, on les reconnaît encore aujourd'hui. »

Nostalgique ? Un peu, certes. Pas tant du punk que de la musique de son adolescence. « Entre 1976 et 1982, ça sera toujours une de mes époque préférées en musique. Je reste persuadé que cette époque m'a ouvert l'esprit. Dans ma tête, dans mon coeur, je suis encore un peu punk. »

Philippe Renaud collaboration spéciale

Bruno Tanguay, trafiquant de disques et gérant de la boutique Disquivel

Petite anecdote, racontée par un fan de The Clash, lors du spectacle de Joe Strummer au Spectrum : lorsqu'il a entendu pour la première fois l'album *Sandinista* du fameux groupe, ça été un choc. Le lendemain, avec ses amis, il a passé sa soirée à fracasser tous ses vinyles de Genesis, Yes et Pink Floyd contre le mur de briques du sous-sol... « Je me suis aussi débarrassé de mes vieux disques, dit Bruno Tanguay, mais je ne les ai pas brisés. J'avais déjà commencé à faire de l'argent avec les disques ! »

Bruno Tanguay, ex-punk exilé de Québec, musicien et mélomane très averti, est gérant de la boutique Disquivel (anciennement Dutchy's), boulevard Saint-Laurent. Il a connu l'embryon de scène punk de la capitale, y a même participé au sein du groupe Turbine Dépresse et, ensuite et dans l'attitude, par son alter ego Satan Bélanger, de Biberons Bâtis.

« Mais j'ai décroché assez tôt de tout ça, dit Bruno Tanguay. C'était devenu trop *fashion*. Pour nous, c'était pour le fun et pour *cruiser* les filles, mais à un moment donné, c'était devenu une question d'habillement. »

Néanmoins, Bruno Tanguay a embrassé cet excitant mouvement : lui et ses amis se tenaient au courant des nouveautés en Angleterre, en France, aux États-Unis. Il a travaillé pour un fanzine, le Search & Destroy, tentant d'organiser un réseau de mélomanes rock.

« J'ai toujours été punk face à l'attitude, à l'autorité, et je le suis encore, avance-t-il. À l'époque, j'étais un déchet, comme on dit dans le milieu : je me faisais mettre en dehors de l'école, j'avais de la difficulté avec les parents. »

Depuis l'époque de son premier appartement de la basse ville de Québec, qu'il payait en revendant des trucs au marché aux puces, jusqu'à aujourd'hui où il vend des vinyles aux collectionneurs « sans avoir de boss au-dessus de moi qui me dit quoi faire », Bruno Tanguay n'a jamais quitté la route du DIY. Pour lui, il s'agit de la trace du mouvement punk dans l'histoire de la musique pop et dans l'histoire de sa propre vie.

Philippe Renaud collaboration spéciale

Pat K., directeur musical des Fouf

C'est sûr. Le lieu s'est commercialisé. Le style s'est commercialisé. Le directeur musical des Foufounes électriques, rue Sainte-Catherine, est lucide. Pat K. a 30 ans, perdu sa tignasse et quelques illusions.

« Quand j'ai commencé, a-t-il raconté, la plupart des punks venaient des régions. Je viens de la Rive-Sud profonde. En région, on avait besoin d'avoir une identité propre pour se différencier et pour se sortir de la vie plate du coin... »

Il a milité, s'est associé à la Ligue antifasciste mondiale. La LAM, au début des années 90, pourchassait le racisme et les skinheads d'extrême droite sur toutes les tribunes. Comme d'autres organismes, tout a sombré dans la bureaucratie.

Il a joué aussi dans un groupe. Les Krostons. Du nom d'une BD belge, « un genre de schtroumpf méchant. » Pat K. constate que la scène punk est aujourd'hui désorganisée et chaotique. Avant, à une autre époque, les groupes revendiquaient, proposaient de jeter les bases d'une nouvelle société. « Ils débarquaient des valeurs matérialistes. »

Pour lui, le punk d'aujourd'hui est habillé en noir. Jeans et t-shirt. Coupe de cheveux DIY (faite à la maison) mais pas de mohawk. Un bras complet couvert de tatouages. Un gros bijou dans le lobe de l'oreille, genre billot. Il a des souliers de sport et un job dans une banque alimentaire, un OSBL ou une usine.

Marie-France Léger



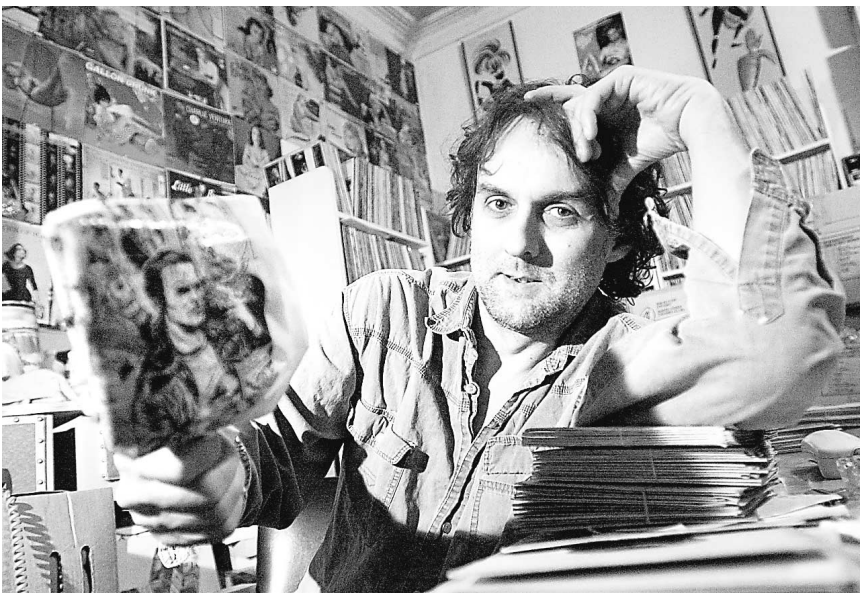
Patrick Baillargeon

Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©



Pat K.

Photo REMI LEMÉE, La Presse ©



Bruno Tanguay

Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Budget 2001

Pour en savoir plus sur le budget de 2001, visitez notre site Web :

www.fin.gc.ca

ou

composez le 1 800 O-CANADA (1 800 622-6232) TDD : 1 800 465-7735

du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h (HNE), les 15 et 16 décembre (samedi et dimanche), de 9 h à 17 h (HNE)

VISITE LIBRE

Le coeur du choeur

Il y a environ 230 chorales au Québec et autant de chefs de choeur. Et bien que je ne connaisse pas tous ces chefs personnellement, je doute qu'aucun ne ressemble à Christine Harel, la chef de l'Ensemble vocal d'Outremont. «Elle a un tel charisme qu'on la suivrait n'importe où», notait un critique de cinéma en août dernier. C'était après la projection d'À travers chants, un documentaire de Tahani Rached sur le phénomène des chorales au Québec. Trois mois plus tard, je succombais à mon tour au charisme de cette femme échevelée qui dirige une chorale comme si elle dirigeait le trafic à l'intersection des rues Peel et Sainte-Catherine.



NATHALIE PETROWSKI

npetrows@lapresse.ca

La présence à l'écran, son naturel désarmant ont piqué ma curiosité. Et quand je l'ai vue à la fin d'une audition se tourner vers la caméra et déclarer sans sourciller: «Tant qu'à chanter avec du monde 52 semaines par année, j'aime autant le faire avec des gens sympathiques qui ont du potentiel qu'avec des choristes accomplis qui font chier», j'ai immédiatement voulu la rencontrer.

Dans la vie comme à l'écran, Christine Harel, 40 ans, est grande, mince, vivante et expressive. Dans la vie comme à l'écran, elle bouge énormément, éclate souvent de rire et sacre comme Elvis Gratton. C'est pourtant une fille de bonne famille dont le père était médecin et la mère, grande militante péquiste, amie des Ferron et de Pierre Bourgault. Mais allez savoir pourquoi, la deuxième des trois enfants a toujours été un peu «mouton noir», un peu Miss Provocation. Sacrer pour elle a souvent été une façon d'attirer l'attention des gens, de les secouer de leur torpeur, de leur dire youhou, êtes-vous là ?

Son père voulait qu'elle soit médecin, sa mère, premier ministre. Christine Harel n'a écouté ni l'un ni l'autre. Elle a choisi la musique. Pas la musique comme carrière. La musique comme passion.

Et de la passion, il en faut pour monter une chorale, pour lui donner forme, la diriger dans l'accalmie comme la tempête et la mener lentement mais inéluctablement vers l'harmonie. Sans passion de la part du chef comme des choristes, la chorale s'égare, se disperse, s'endort et coule à pic. Pour maintenir en mouvement et en vie cette structure musicale, politique et sociale, il faut de la passion et de la patience. C'est ce que montre le documentaire de Tahani Rached qui vient tout juste de quitter l'affiche du cinéma ONF et qui devrait être diffusé à la télé sous peu.

Ce que le film ne montre pas, par contre, ce sont les réserves de diplomatie et de tolérance qu'il faut déployer pour rassembler 60 individus issus d'horizons différents et pour éviter que la zizanie ne s'installe entre les anglos, les francos, les cathos, les juifs, les musulmans, les séparatistes, les fédéralistes, les féministes et les machos.

Christine Harel sait ce que son rôle de rassembleur lui coûte chaque semaine en effort, en sueur et en humilité. Elle déplore que le documentaire taise les tensions et les chicanes qui sont aussi le lot quotidien des chorales. Elle a d'ailleurs fait jurer à Tahani Rached que si jamais elle tournait une suite, le sang, la sueur, la jalousie et les jeux de coulisses feraient partie du show.

«Je n'ai jamais autant compris la politique qu'en dirigeant une chorale», raconte Christine Harel. Ça m'a d'ailleurs pris des années avant d'accepter le rôle que j'y tenais. Il y 12 ans, quand la chorale débutait, je voulais sacrer mon camp à tous les mois. Je me disais que c'était une gang de fous qui allaient me rendre encore plus folle qu'eux.»

Il y a à ce sujet une scène mémorable qui n'a malheureusement jamais été tournée. C'était en janvier dernier, la veille d'un concert de L'Ensemble vocal d'Outremont au centre Pierre-Péladeau. Dès les premières minutes de la générale, Christine Harel a senti que le concert se dirigeait vers la catastrophe. Les choristes étaient tendus et nerveux. L'orchestre de musiciens professionnels payés pour les accompagner avait

l'air de se foutre royalement de tout. Au lieu d'accorder leurs instruments, les musiciens bouffaient des sandwiches en rigolant. Christine Harel a laissé les choses aller sans rien dire, puis, tout à coup, elle a explosé. Elle s'est avancée vers les musiciens, les a regardés droit dans les yeux. «Bon là, ça va faire! a-t-elle tonné. Je sais que vous êtes tous de grands musiciens, que vous avez sans doute d'autres chats à fouetter que d'accompagner une chorale d'amateurs et de bénévoles, mais moi, j'ai 20 ans de musique dans le corps et tous les gens de cette crise de chorale aussi. Alors vous allez nous écouter et nous aider sinon, vous avez pas d'affaire ici! C'est-tu clair?» Un silence de mort s'est abattu sur la salle et sur le regard pétrifié des musiciens qui ont aussitôt rangé leurs sandwiches et sorti leurs instruments. La scène n'a jamais été tournée, le cameraman de l'ONF étant sorti fumer une cigarette. Mais tout le monde s'en souvient.

Christine Harel ne pique pas des crises tous les jours. Mais tous les jours elle est cette boule d'énergie, fonceuse, rockeuse, qui ne modère pas ses transports, cette chanteuse heavy métal égarée dans un oratorio de Bach qui carbure autant à l'émotion brute qu'à l'humour et à l'autodérision.

Avant de devenir chef de chorale, pour ne pas dire dictateur musical, Christine Harel a joué de la flûte, du saxo, du trombone, du tuba et de la basse. À 15 ans, elle s'est acheté une guitare pour faire comme son idole, Marie-Claire Séguin. Elle a commencé son cours collégial à Brébeuf en sciences, l'a terminé en musique à Saint-Laurent et a poursuivi ses études à McGill en enseignement de la musique et en chant choral.

Tout au long de son parcours, une phrase de ses parents ne cessait de la hanter: dans la vie, il faut toujours faire ce qu'on l'on aime. Le faire pour l'amour, pas pour l'argent.

Chez les Harel qui, en passant, n'ont pas de lien de parenté avec la ministre Louise Harel, le coeur l'a toujours emporté sur le portefeuille. Malgré le bon salaire du père, la famille ne vivait pas à Outremont, mais à Côte-des-Neiges, dans un logement loué à michemin entre l'auberge espagnole et le camp de réfugiés. Peu importe le métier des gens, ce qui comptait, c'était qu'ils soient heureux.

Christine Harel a grandi dans une maison bohème, empreinte de valeurs humanistes. Elle a grandi sans plan de carrière ni ambition particulière. À 20 ans, elle est partie faire le tour de l'Europe en vélo toute seule, pour vaincre ses peurs avant d'aller rejoindre à Amsterdam celui qui allait devenir le père de son unique fille, Lodvie.

En revenant, elle s'est mise à enseigner la musique parce que c'était la seule chose qui l'intéressait vraiment dans la vie.

«Mon rapport avec la musique a mal commencé. À 10 ans, j'haïssais ça. En plus, j'étais plutôt poche, ce qui n'aidait pas.

«C'est Claire Dagenais, une pédagogue extraordinaire, qui m'a ouvert la porte de ce monde-là. Grâce à elle, la musique est devenue comme une seconde nature. À l'adolescence, c'est dans la musique que je passais tout: mes peines, mes désillusions, mes déceptions. Malgré cela, je n'envisageais pas d'en faire une carrière. Je ne l'envisage toujours pas d'ailleurs. Depuis sept ans par exemple, je suis choriste à l'Opéra de



Photo ROBERT NADON, La Presse©

Christine Harel

Montréal et je n'ai pas la moindre envie de devenir soliste. Trop de pression, de stress, de tracas, ça ne m'intéresse absolument pas.»

On croit à tort que les musiciens rêvent tous de devenir des stars. En réalité, la majorité sont comme Christine Harel. Ils aiment la musique pour ce qu'elle est, pour l'harmonie qu'elle commande, pour le bien-être qu'elle procure. Pour tout sauf la gloire.

Ainsi en est-il des gens qui font partie d'une chorale.

«Contrairement à ce qu'on peut penser, ce ne sont pas des chanteurs frustrés, rappelle-t-elle. Ce sont des gens doués pour le chant, mais qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas voulu en faire un métier. Cela ne les empêche pas d'être passionnés. Ils n'ont pas le choix, s'ils n'étaient pas passionnés, ils ne seraient pas capables de suivre. Mine de rien, ce qu'on fait est très difficile. C'est peut-être un loisir, mais un loisir exigeant.»

Au début, il y a 12 ans, l'Ensemble vocal d'Outremont était une affaire à caractère

privé: une affaire de filles. Trois des copines de Harel avaient envie de prendre des cours de chant. Elles lui ont demandé de les diriger. Les cours avaient lieu dans un local du Centre des arts et des loisirs d'Outremont. Bientôt, les trois filles étaient six, puis 12, puis 20. On changea de local. D'autres membres se joignirent au choeur. Au bout de deux ans, l'ensemble n'était plus un ensemble, mais une chorale en bonne et due forme.

«On n'a pas changé de nom, explique Christine, dans l'espoir de recevoir une subvention de la Ville d'Outremont. On a espéré pour rien puisque ni la Ville

ni aucun gouvernement ne nous a jamais donné une cenne. Tant pis. On a continué de chanter pareil.»

Aujourd'hui, l'Ensemble vocal d'Outremont compte une soixantaine de membres dont la majorité ne sont pas d'Outremont. Chacun paie des frais de 150 dollars par année pour chanter trois heures tous les mardis soir, un dimanche intensif (de 9h30 à 16h30) tous les mois et une fin de semaine intensive tous les ans. Mine de rien, chanter gruge le temps de tout un chacun, Christine Harel la première, qui est payée des pinottes pour diriger.

Bien qu'elle soit la fondatrice et le chef de l'Ensemble, Christine Harel n'en préside pas le conseil d'administration. En revanche, elle assiste à toutes ses réunions.

«Je n'ai aucun droit de veto, aucun pouvoir spécial, sauf que je n'ai qu'à dire «si vous adoptez cette motion-là, moi, je ne dirige plus», pour que les gens m'écoutent.»

Christine Harel ignore combien de temps

elle va encore diriger l'Ensemble vocal d'Outremont. Chose certaine, depuis le lancement du documentaire de Tahani Rached, elle est inondée de demandes.

«Les uns veulent se joindre à notre ensemble, les autres veulent que j'aille diriger leur chorale. Dans un cas comme dans l'autre, c'est non. L'Ensemble vocal d'Outremont affiche complet. Quant à son chef, diriger une chorale lui suffit amplement. Je ne suis pas une machine et je n'ai pas l'intention de le devenir.»

Il y a 230 chorales au Québec et autant de chefs de choeur. Si tous sont aussi joyeusement débridés, pas barrés, iconoclastes et dévoués que Christine Harel, alors il n'y a rien à craindre. Le chant choral québécois est entre bonnes mains.

SI VOUS ÉTIEZ...

> Une ville: Amsterdam. Pour sa folie, ses couleurs et parce qu'on y vit toujours dehors.

> Un instrument de musique: Le violoncelle. Parce que c'est chaud, beau et doux.

> Un parfum: Une odeur de muguet, blanc, frais et léger.

> Un héros: Zorro. Parce qu'il est un peu rebelle, maître de son épée et d'une grande habileté.

> Une chanson: Les enfants d'un siècle fou de Marie-Claire Séguin.

> Un remède: Une tisane citron, miel et gingembre. Pour chanter, c'est extra.

> Un accessoire ménager: Une cuisinière au gaz. Parce que ça cuit mieux, c'est pratique, autonome et ça fait du feu.

> Un meuble: Le récamier de Madame Bovary.

> Une perversion: La zizanie.

> Une vertu: Le respect des autres, la base de toute vie en société.

> Un sport: Le power yoga. Pour la force et la concentration.

> Un tissu: De la soie brute.

> Un personnage politique: Gandhi. Pour son sens de la justice.

> Une maladie mortelle: Une crise cardiaque. Pour ne pas souffrir.

Des trucs qui sonnent

Petit lexique des incontournables du punk

RICHARD LABBÉ

Les cheveux verts, les épingles dans le nez, les chandails déchirés là où il faut... Non, tout cela ne date pas d'hier. Voici notre top 5 des incontournables du punk. Dans le désordre, évidemment...

NEVER MIND THE BOLLOCKS, HERE'S THE SEX PISTOLS, Sex Pistols (1977)

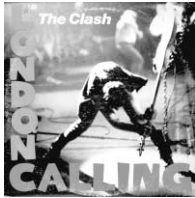
Un choix évident ? Facile ? Prévisible ? Toutes ces réponses. Mais

même après toutes ces années, on a encore le goût d'aller « garrocher » des roches à la reine à l'écoute de *God Save the Queen*. Sale, tout croche, irrévérencieux, bref, l'album qui nous a permis de croire que tout le monde peut faire un disque.

RAW POWER, The Stooges (1973) : Arrivés à la fin des années 60, les Stooges d'Iggy Pop ont peut-être achevé à eux seuls le mouvement hippie. Ça mérite bien un gros pouce en l'air, non ? Pen-

dant que Jim Morrison se sortait le zoui-zoui sur scène, Iggy se roulait dans des éclats de verre et saignait sa rage de vivre. Le grand-papa du punk ? Fort possible.

NEW YORK DOLLS, New York Dolls (1973) : Un gros majeur bien senti à l'endroit de l'establishment du rock US. Alors que tout le monde était gentil-gentil (sauf Iggy...), les garçons des Dolls se pointaient avec des bottes plates-formes, des paillettes un peu *cheap*



et du maquillage à 1 \$ piqué chez Wal-Mart. Plutôt rock and roll dans le son, mais très punk dans l'attitude.

RAMONES, Ramones (1976) : la recette idéale : pas plus de deux accords — trois quand venait le temps d'impressionner — des textes volontairement idiots, et des fringues à 20 \$. Le « do-it-yourself », c'était vraiment les Ramones. On leur doit plusieurs classiques de nullité adolescente, dont

Blitzkrieg Bop, *Beat On The Brat* et *Now I Wanna Sniff Some Glue*, tous repérés ici. On devine que nos punks d'aujourd'hui, de Green Day à NOFX, les ont écoutés assez souvent.

LONDON CALLING, The Clash (1979) : L'une des premières bandes punk à voir plus loin que le punk. Avec les Clash, le punk s'est renouvelé : plus moderne, plus sophistiqué, plus métissé aussi. Où serait Rancid sans eux ?

À MOITIÉ PRIX

PERLES CULTIVÉES 18 pouces
5.5 - 6 mm. reg.: 399\$ = 199\$
6 - 6.5 mm. reg.: 599\$ = 299\$

14K

BIJOUTERIE
le roy

7139, rue St-Hubert
(coin Jean-Talon) Montréal
(514) **277-3127**

Samuel
FOURRURES
ET MANTEAUX

EXCLUSIF :
Agneau renversé ultra-léger
Mérino d'Espagne
Prêt-à-porter et
sur mesures

- Agneau renversé " Christ "
- Mouton renversé " Hide "
- Manteau de cuir d'agneau
- Manteau de laine
- Manteau de laine bouillie " Epsilon "

Disponibles en tailles
petites et régulières.
Spécialiste du recyclage

1460, boul. Le Corbusier, Laval
(Situé tout près du Centre Laval) (450) 681-1618

3010113

3012107

cyberpresse.ca/economie

VENTE RÉCLAMATION D'ASSURANCE

SUITE À UN IMPORTANT SINISTRE SURVENU CHEZ UN GRAND FABRICANT DE MANTEAUX ET DE COSTUMES AU CANADA. PLUS DE 1 800 COSTUMES, 2 500 MANTEAUX, 1 500 VESTES DE SPORT ET PANTALONS DOIVENT ÊTRE ÉCOULÉS. LE STOCK SE COMPOSE PRINCIPALEMENT D'ARTICLES EN FINE LAINE ITALIENNE OU ANGLAISE, Y COMPRIS DES SUPER 100, DES SUPER 120 ET DU CACHEMIRE. IL S'AGIT DE MARCHANDISES DE TOUTE PREMIÈRE QUALITÉ QUI DOIVENT ÊTRE VENDUES AU-DESSOUS DU PRIX DU MANUFACTURIER.

NOUS NE VENDONS PAS UN SURPLUS DE STOCK.
NOUS NE VENDONS PAS UN STOCK EN ÉTAT DE PANIQUE.
NOUS VENDONS DE LA MARCHANDISE DE PREMIÈRE QUALITÉ.
SELON NOUS LE PRIX RÉGULIER DES HABITS VAUT ENTRE 600\$ ET 700\$ ET LES MANTEAUX DE 700\$ ET 800\$

HABITS POUR HOMMES
169⁹⁴\$
+ taxes

SPÉCIAL # 1
1 HABIT + 1 MANTEAU
320\$
+ taxes

MANTEAUX POUR HOMMES
169⁹⁴\$
+ taxes

SPÉCIAL # 2
VENEZ EN FAMILLE!
AMENEZ TOUT LE BUREAU!
12 ARTICLES
1656\$
+ taxes

VESTONS SPORT POUR HOMMES
139⁹⁴\$
+ taxes

SPÉCIAL # 3
POUR UNE PLUS PETITE FAMILLE
12 ARTICLES
852\$
+ taxes

L'ENSEMBLE IMBATTABLE
ACHETEZ 3 ARTICLES
UN ARTICLE EST DÉFINI COMME ÉTANT UN MANTEAU, UN VESTON SPORT, UN HABIT OU UN SMOKING. SI VOUS POUVEZ TROUVER UN PANTALON AVEC VOTRE VESTON SPORT, NOUS VOUS LE DONNERONS.

488\$
+ taxes

PETIT OU GRAND NOUS L'AVONS

HAUTE QUALITÉ

SMOKING

HABIT DE DIRECTEUR EN BAS DU PRIX DE GROS

950, BOUL. SAINT-JEAN, POINTE-CLAIRE
CENTRE D'ACHAT COLONNADES POINTE-CLAIRE
AU NORD DE LA TRANSCANADIENNE,
Lun. - Mar. 10h à 18h - Merc. - Jeu. - Ven. 10h à 21h
Sam. 9h à 17h - Dim. 10h à 17h

CRESCENT

Encanteurs Liquidateurs Récupérateurs

3013035

Le paquet pour Noël

6 mois gratuits

- > 200 minutes de temps d'antenne par mois
- > Messagerie vocale personnelle

Plus

- > Appareil Mitsubishi G310
- > Casque d'écoute

Le tout pour seulement

75\$

Une valeur de 239 \$

Aucun contrat à signer

Abonnez-vous dès maintenant :
1 888 482-FIDO (3436)

fido

www.fido.ca

Les taxes et les frais d'interurbain, d'itinérance, d'accès au réseau et de service 911 sont en sus. Détails en magasin.

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :

COMPUCENTRE FUTURE SHOP STEREO BRAULT & MARTINEAU AudioTronic GLOBEMOBILITÉ BatteryPlus

LA CABINE TELEPHONIQUE COOPSCO TelePlus BUREAU EN GROS la 3e aie CENTRE HI-FI Dumoulin CompuSmart

25 ANS DE PUNK

PUNK

Suite de la page A21

Il n'a probablement jamais eu non plus le même fondement de nihilisme à outrance. Et aujourd'hui, constate Annie Dion, directrice de la maison En Marge 12-17, le punk stéréotypé à mohawk ne fait presque plus partie du quotidien.

Il y a encore 10 ans, c'était la belle époque. Les jeunes s'asseyaient sur les blocs en ciment rue Sainte-Catherine près des Founfounes électriques. « C'était un mouvement très polyvalent. Ça arrivait, ça partait. Ça venait des régions, c'était souvent de jeunes fugueurs, ils venaient souvent des centres d'accueil. C'était le refus de l'autorité, mais ils étaient très solidaires entre eux. C'était la communauté de la rue. Quand j'en vois arriver un, je suis émue », avoue Annie Dion qui déplore la tristesse et l'individualisme des adolescents d'aujourd'hui.

L'accoutrement d'origine se fait de plus en plus rare. Il est même devenu un peu cucul puisqu'il est disponible en « grande surface ». Le collier de chien à pointes et les chaînes sont rangés au rayon nostalgie. La styliste anglaise de la contre-culture londonienne des débuts, Vivien Westwood, fait maintenant partie du circuit des grands couturiers. Et le t-shirt déchiré aux couleurs criardes se retrouve abondamment dans les grands magasins.

Le punk restera, selon la sociologue Diane Pacom, un marqueur important de la contre-culture jeune, autant sur le plan musical que personnel. Si l'authentique mouvement punk a pratiquement disparu, on peut, nous dit-elle, retrouver différents courants qui ont prôné par la suite la provocation : le gothique, l'alternatif, une certaine forme de mouvement hip hop, voire le grunge dans les années 90 avec l'entrée fracassante de Nirvana.

Et il y a aussi le « Message ». « Dans les courants dérivés du punk aujourd'hui, il y a la culture antimondialisation ou encore les sports extrêmes. C'est une culture d'automutilation. Tellement extrême que c'est devenu politique », signale la sociologue qui enseigne à l'Université d'Ottawa.

Ancêtres de l'antimondialisation

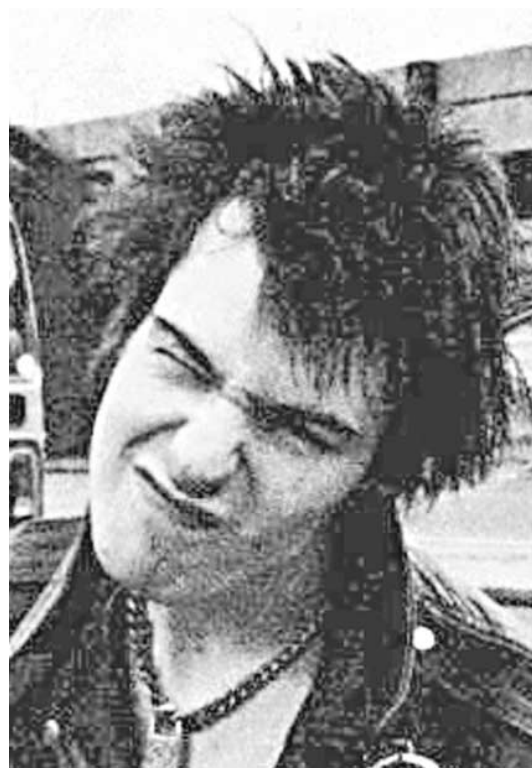
La transformation du mouvement a donné naissance à plusieurs écoles de pensée. Jean-Robert Bisaillon, ex-musicien des French B, de par sa position à la SOPREF, un organisme sans but lucratif qui aide les créateurs en dehors de la grande industrie du disque, est amené à travailler avec des groupes marginaux. Il rappelle qu'à l'origine, ceux qui se sont rebellés contre la toute-puissance des multinationales du disque sont devenus les

premiers punks. Mais le vocable s'est élargi à toute une philosophie de la vie. « C'est la préhistoire du mouvement antimondialisation. Contre la société de consommation, contre l'armement. C'est devenu l'incarnation du rejet des valeurs dominantes », note Jean-Robert Bisaillon.

Du punk pour tous les goûts

En parallèle, le mouvement punk se déployait en plusieurs écoles ; l'école de l'anarchisme, même si les plus jeunes ignoraient ce que ça voulait dire, l'école de la solidarité et celle de la revendication. Il y avait aussi les végétariens et ceux qui refusaient de prendre de l'alcool ou de la drogue (les *straightedge*). Eh oui, difficile à croire pour certains !

En fait, ce qui a frappé dès les débuts et horrifié les passants, c'était bien sûr la dégainé du punk clouté et épinglé, si possible avec un rat sur l'épaule. Mais selon Annie Dion, directrice de la maison En marge 12-17, le public devrait plutôt s'attarder à ce que les jeunes ont à dire. « La rébellion par un accoutrement c'est un signe de vitalité. C'est même de la participation ». Parlez-en au squeegee qui lave votre pare-brise au coin de Saint-Urbain et René-Lévesque...



Sid Vicious des Sex Pistols. L'ultime icône punk.

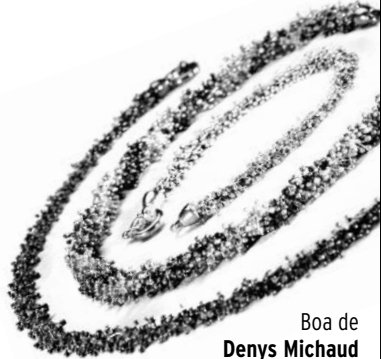
IL VOUS RESTE DES CADEAUX À TROUVER ? LE SALON DES MÉTIERS D'ART



Salière et poivrière de Bidule (stand 609)



Chapeau de Elisabeth Wannaz (stand 10ft)



Boa de Denys Michaud (stand 943)

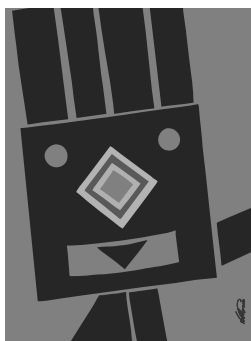
SE TERMINE DANS 5 JOURS...

Pour plus de renseignements, appelez le (514) 861-2787
ou visitez le www.metiersdart2001.com

SALON DES MÉTIERS D'ART
Jusqu'à vendredi 21, de 11h à 22h
Le samedi 22, de 11h à 18h

Place Bonaventure - Montréal - Entrée gratuite

Une présentation du Conseil des métiers d'art du Québec



La Presse



SODEC
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
DES ENTREPRISES ARTISANALES
Québec 22

Cités de Provence
du Sud de Québec

montrealplus.ca



LIBERTÉ
y o u r



CONCOURS L'ART DE PLAIRE!

Découpez et déposez ce bulletin dans la boîte prévue à cette fin, à l'entrée, pendant toute la durée du Salon et courez la chance de gagner un des nombreux cadeaux surprises! S.V.P. ÉCRIRE EN MAJUSCULES

NOMMEZ UN ARTISAN DU SALON DES MÉTIERS D'ART

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

ROOTS

5 DERNIERS JOURS!
LA VENTE SE TERMINE MERCREDI LE 19 DÉCEMBRE

SOLDE
COTONS OUATÉS
20%
DE RÉDUCTION
SUR TOUS LES
COTONS OUATÉS

MACASIN ROOTS, ROOTS KIDS,
ROOTS ENTREPÔT (MIRAMICHI ET BLUE BONNETS)

3008484A

*TOUTES LES VENTES SONT LE PLUS BAS,
*MONTREZ VOS CARTES DE LIBRE.

CSST

Information publique

Région de Montréal

Amendes émises par la CSST dans le secteur de la construction

Cette publication vise à rappeler l'importance de la prévention des accidents du travail sur les chantiers de construction, conformément à la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST)

Personne déclarée coupable d'une infraction en vertu de l'article 237 de la LSST :

Employeur :
Toitures Trois Étoiles inc.
8061, rue Elmslie
Lasalle (Québec) H8N 2W6

Date de l'infraction : 16 mai 2000
Lieu de l'infraction : 24, rue Mont-Royal Ouest à Montréal
Montant de l'amende : 5 000 \$

En tant qu'employeur, a compromis directement et sérieusement la santé, la sécurité ou l'intégrité physique d'un travailleur, alors que des travaux en hauteur sont exécutés dans des conditions non sécuritaires et dangereuses.

Personnes déclarées coupables d'une infraction en vertu de l'article 236 de la LSST :

Employeur :
Couvreur B. Leclair & Fils Itée
320, 7^e Avenue
Lasalle (Québec) H8P 2M4

Date de l'infraction : 12 juin 2001
Lieu de l'infraction : 4901-4897 rue Sherbrooke à Montréal
Montant de l'amende : 650 \$

En tant qu'employeur, n'a pas placé de garde-corps à tout endroit d'où un travailleur risque de tomber d'une hauteur de plus de 5 mètres.

Employeur :
Couvreur B. Leclair & Fils Itée
320, 7^e Avenue
Lasalle (Québec) H8P 2M4

Date de l'infraction : 12 juin 2001
Lieu de l'infraction : 4901-4897 rue Sherbrooke à Montréal
Montant de l'amende : 600 \$

En tant qu'employeur, a fait effectuer un travail par un travailleur pour lequel un élément de machinerie risque de s'approcher à moins de 3 mètres d'une ligne électrique.

Employeur :
Génivar Construction inc.
5858, chemin de la Côte des Neiges
Montréal (Québec) H3S 1Z1

Date de l'infraction : 14 février 2001
Lieu de l'infraction : Au stationnement Place du Palais à Montréal
Montant de l'amende : 565 \$

En tant que maître d'œuvre, un travailleur effectuait un travail alors qu'il n'utilisait pas l'équipement de protection individuelle prévu pour sa sécurité et qu'il était exposé à une chute de plus de 3 mètres, aucun autre dispositif ne lui assurant une sécurité équivalente.

Employeur :
Génivar Construction inc.
5858, chemin de la Côte des Neiges
Montréal (Québec) H3S 1Z1

Date de l'infraction : 14 février 2001
Lieu de l'infraction : Au stationnement Place du Palais à Montréal
Montant de l'amende : 565 \$

En tant que maître d'œuvre, un travailleur effectuait un travail alors qu'il n'utilisait pas l'équipement de protection individuelle prévu pour sa sécurité et qu'il était exposé à une chute de plus de 3 mètres, aucun autre dispositif ne lui assurant une sécurité équivalente.

Employeur :
Vitrerie Lessard inc.
591, avenue Meloche
Dorval (Québec) H9P 2T1

Date de l'infraction : 15 octobre 2001
Lieu de l'infraction : Au Palais des congrès (secteur du Hall Viger) à Montréal
Montant de l'amende : 565 \$

En tant qu'employeur, n'a pas protégé un travailleur contre les chutes alors qu'il est exposé à une chute de plus de 3 mètres.

Employeur :
Cheminée Lining E. inc.
8195, rue du Champ-d'Eau
Saint-Léonard (Québec) H1P 1Y1

Date de l'infraction : 27 juin 2001
Lieu de l'infraction : 2525, boulevard des Entreprises à Terrebonne
Montant de l'amende : 500 \$

En tant qu'employeur, a fait effectuer un travail par un travailleur qui oeuvrait sur un échafaudage sans garde-corps à plus de 3 mètres.

Employeur :
Toitures Trois Étoiles inc.
8061, rue Elmslie
Lasalle (Québec) H8N 2W6

Date de l'infraction : 7 août 2001
Lieu de l'infraction : Autoroute 15 et Michelin à Laval
Montant de l'amende : 500 \$

En tant qu'employeur, n'a pas protégé ses travailleurs contre les chutes de hauteur alors qu'ils sont exposés à une chute de plus de 3 mètres.

Employeur :
Les Entreprises René Larouche inc.
2472, rue Théodore
Montréal (Québec) H1V 3C4

Date de l'infraction : 7 septembre 2001
Lieu de l'infraction : 101, rue Saulnier à Laval
Montant de l'amende : 500 \$

En tant qu'employeur, n'a pas protégé ses travailleurs contre les chutes alors qu'ils sont exposés à une chute de plus de 3 mètres.

Québec

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

15 décembre 2001

Page A27 manquante

Un écrivain dandy et roturier s'immisce dans la famille royale

PIERRE-HENRY DESHAYES
Agence France-Presse

OSLO — La princesse Märtha Louise de Norvège, fille aînée du roi Harald et de la reine Sonja, s'est fiancée jeudi avec un écrivain dandy, roturier touche-à-tout, faisant ainsi flotter un nouveau parfum de scandale sur la famille royale norvégienne.

Laissant couler quelques larmes éperdues, Märtha Louise, la main posée sur celle de son compagnon, a annoncé lors d'une conférence de presse qu'elle allait dûment convoier avec Ari Behn le 24 mai prochain dans la cathédrale de Trondheim (centre-Ouest).

« C'est lui dont j'ai toujours rêvé », a déclaré la princesse de 30 ans, qui adore les contes de fées dont elle donne la lecture aux enfants.

Pourtant, son conte de fées à elle ne s'était pas présenté sous les meilleurs auspices en raison de la personnalité de son prince charmant, d'un an son cadet.

La révélation de leur relation en mars a en effet provoqué un choc parmi les Norvégiens, à peine remis de l'annonce par le prince héritier Haakon — le petit frère de la princesse — de son mariage avec une mère célibataire soupçonnée d'avoir consommé de la drogue dans sa jeunesse. Le sentiment monarchiste était alors tombé à 59 %, contre 64 % quelques semaines plus tôt, tandis que les partisans d'une république étaient soudain passés de 13 % à 23 %.

Si Märtha Louise a généralement la faveur des médias pour sa simplicité et sa fraîcheur, ses performances de cavalière accomplie et son engagement pour de grandes

causes, il n'en est pas de même pour son futur époux.

La presse populaire se gausse volontiers des prétentions intellectuelles de cet écrivain dandy, auteur d'un seul ouvrage de 90 pages, *Trist som faen* (*Putain de tristesse*) même si celui-ci a reçu un accueil positif chez les critiques littéraires. Ari Behn s'est fait tatouer un dé sur le bras, où s'affiche le six que lui a décerné le journal *Verdens Gang*. Son récent séjour de deux semaines à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan — parce qu'il est « important que l'homme de lettres soit au plus près de l'action » — a provoqué des rires sous cape.

Né de parents hippies et ayant partiellement grandi au sein d'une collectivité, selon le journal danois *Ekstrabladet*, Ari Behn a fait ses études dans école de pédagogie avancée. Outre son occupation actuelle

d'écrivain, son curriculum vitae signale qu'il a été tour à tour assistant dans un jardin d'enfants, magasinier et producteur de programmes télévisés. Cette dernière facette a d'ailleurs marqué l'esprit des gens qui ont encore en mémoire son documentaire sur Las Vegas, où on le voit dans une chambre d'hôtel avec deux prostituées consommant de la cocaïne. Et lui ? Il botte en touche lorsqu'on lui demande s'il a essayé des produits stupéfiants.

« Il est clair qu'il est beaucoup plus difficile de grandir aujourd'hui que de mon temps. Et il est aussi malheureusement vrai que de nombreux jeunes gens sont exposés très tôt à la drogue », a-t-il déclaré jeudi. « Adulte, j'ai rencontré ce problème dans différents environnements et différentes circonstances mais je n'ai jamais appartenu à un

mauvais milieu », a-t-il ajouté.

Il assure de toute façon ne rien regretter.

Enquêtant sur ses activités nocturnes, un reporter l'a qualifié un jour de « cauchemar des videurs » dans un article qui avait suscité une telle colère chez Ari Behn que celui-ci avait défié son auteur de combattre en duel. « Il n'aurait pas été la personne qu'il est aujourd'hui s'il n'avait pas faites les choses qu'il a faites dans le passé », tempère Märtha Louise.

« Tout cela commence à devenir un peu trop ordinaire. La royauté devrait être royale : ils sont et doivent être d'un rang élevé. Mais lorsqu'une mère célibataire et des écrivains s'invitent dans ce tableau, alors je perds mes illusions », estimait jeudi un dénommé bebin2001 dans un forum de discussion sur Internet.

radio **Première** CHAÎNE

Nos personnes âgées sont-elles de trop ?

Émission spéciale

Lundi 17 décembre dès 13 h

13 h : diffusion d'un documentaire choc de Danny Braun, *C'est pas la vie en rose*.
Réalisation-coordination : Lucie Benoît

14 h : débat animé par Michel Lacombe
Réalisation : Robert Landry

3012938A
www.radio-canada.ca/radio

Écoutez
pour voir.

106,3 FM
Québec

95,1 FM
Montréal

90,7 FM
Ottawa — Hull

Dracula à la Bourse!

BUCAREST — Le ministère roumain du Tourisme a mis en vente mercredi des actions d'un montant dépassant cinq millions de dollars, pour financer la construction en Roumanie du parc de loisirs Dracula, a-t-on indiqué de source officielle.

Les premiers acheteurs d'actions « Dracula » ont été le premier ministre roumain, Adrian Nastase, et le ministre du Tourisme, Matei Dan.

Le montant d'une action est de 10 200 lei (0,3 dollar), a-t-on précisé de même source. La vente des titres s'achèvera le 15 février 2002.

Situé près de Sighisoara (centre), ce parc de 60 hectares aura pour personnage central le vampire Dracula, personnage créé en 1897 par l'écrivain irlandais Bram Stoker en s'inspirant de la légende du XV^e siècle du prince sanguinaire roumain Vlad Tepes (l'Empaleur).

Les travaux de construction commenceront prochainement et doivent s'achever à la fin de l'année 2003. Le parc permettra la création d'environ 3000 emplois et générera 12 millions de dollars de bénéfices par an, selon M. Dan.

Bucarest table sur une moyenne annuelle de 1,1 million de touristes roumains et étrangers quatre ans après la construction de ce parc.

Au moins 60 % des actions doivent être vendues pour que cette opération soit considérée comme un succès, a-t-on estimé de même source. Le ministère du Tourisme n'exclut pas une cotation en Bourse des actions « Dracula ».

Les investissements privés pour la construction du parc ont été évalués par le gouvernement à une trentaine de millions de dollars, montant qui sera amorti en 10 ans.

Pasteur peu orthodoxe...

LONDRES — Les paroissiens de la paisible ville de Melton Mowbray, dans le centre de l'Angleterre, étaient sous le choc après avoir appris à la messe de dimanche que leur pasteur rockeur avait disparu avec l'épouse de son supérieur, rapporte cette semaine la presse britannique.

Le révérend David Shenton, 44 ans, chanteur dans un groupe de rock local baptisé *Clerical Error* (Fauteur clérical), a quitté ses fonctions, sa famille, et a disparu dans la nature avec la femme de son supérieur hiérarchique, Charles Jenkin.

À Melton Mowbray, peu de gens soupçonnaient une liaison entre David Shenton et Catherine Jenkin, tous deux mariés et ayant chacun deux enfants. « Personne ne savait avant que quelqu'un vienne du bureau de l'évêque nous raconter l'histoire à l'office de dimanche », a expliqué à la presse Kathleen Wade, qui va à l'église St. Mary à Melton Mowbray depuis 50 ans.

« Apparemment ça faisait longtemps que ça durait, des mois et des mois », a ajouté Mme Wade.

Les deux hommes d'Église, qui s'occupaient conjointement de l'animation de six paroisses de la commune de Melton Mowbray dans le Leicestershire (centre de l'Angleterre) depuis trois ans, avaient pourtant des styles bien différents...

Même le taux de financement
a été conçu avec soin.



La fougueuse A4. L'étonnante A6. La luxueuse A8. La pure et puissante TT et la superbe et audacieuse allroad quattro. Toutes disponibles avec la légendaire traction intégrale quattro[®].



FINANCEMENT DE 3,9%* À L'ACHAT DE TOUT MODÈLE 2001 EN STOCK

AUTOMOBILES E. LAUZON
1384, boulevard Labelle
Blainville (QC)
(450) 430-1460

AUTO STRASSE INC.
5905, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (QC)
(514) 748-6961

LES AUTOMOBILES POPULAR
5441, rue Saint-Hubert
Montréal (QC)
(514) 274-5471

LES AUTOMOBILES NIQUET
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Saint-Bruno (QC)
(450) 653-1553

PARK AVENUE AUDI
8805, boulevard Taschereau
Brossard (QC)
(450) 656-4811

IL RESTE UNE QUANTITÉ LIMITÉE DE MODÈLES 2001. L'OFFRE SE TERMINE LE 31 DÉCEMBRE 2001.

L'AVANTAGE AUDI:
SERVICES D'ENTRETIEN
PÉRIODIQUE SANS
FRAIS PENDANT
4 ANS
OU 80 000 KM

*Traction quattro de série sur les S4 berlines, A6 2.7 T et 4.2 berlines, A8/L/S8, allroad quattro et TT Roadster et Coupé de 225 ch. *Financement au taux annuel de 3,9 % offert par Audi Finance aux acheteurs admissibles pour des contrats de 12, 24, 36, 48 et 60 mois pour tous les véhicules neufs Audi 2001 livrés à partir du stock du concessionnaire. Exemple : Financement de 20 000 \$ au taux de 3,9 % équivaut à des mensualités de 589,60 \$ pendant 36 mois. Coût d'emprunt : 1 225,60 \$, pour une obligation totale de 21 225,60 \$. Les mensualités et le coût d'emprunt varient selon la durée du contrat, le montant emprunté, l'acompte versé ou l'échange. Prix réels établis par le concessionnaire. Tous les détails chez les concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée et pouvant être modifiée sans préavis. « Audi », « quattro », « A4 », « A6 », « A8 », « allroad » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de Audi AG. « TT » est une marque de commerce de Audi AG. « Avantage Audi » est une marque de service de Audi of America, Inc. © Audi Canada 2001. Pour plus de renseignements sur Audi, composez le 1 800 367-AUDI ou visitez-nous à l'adresse www.audicanada.ca

DANS VOTRE ASSIETTE



BOUCHÉES

Deux newton-mètres

La prochaine fois que vous pesterez contre le couvercle du pot de confitures qui ne veut pas céder, rappelez-vous ceci : deux newton-mètres. C'est la force de tension maximale que devrait nécessiter l'ouverture d'un pot. Des chercheurs des Pays-Bas ont remarqué que plusieurs personnes, surtout des gens âgés, ont des difficultés à ouvrir les pots. À l'aide de 750 volontaires, ils ont trouvé que la force de deux newton-mètres était la force idéale pour assurer la conservation du contenu du pot et permettre à la majorité des gens de dévisser le couvercle. (d'après le magazine *New Scientist*)

■ ■ ■

Plus *cool* que la menthe

Des chercheurs allemands ont découvert un nouvel additif alimentaire naturel qui procure encore plus de fraîcheur que le menthol. La substance a été isolée à partir de malt rôti, un ingrédient utilisé dans la fabrication de la bière et du whisky. Puisqu'elle n'a pas de goût ni d'odeur, la substance pourra être utilisée dans une panoplie de produits, comme la bière, l'eau embouteillée, les boissons aux agrumes, le chocolat, les confiseries... Elle rafraîchit également la peau 250 fois plus intensément que la menthe, ce qui fait qu'elle pourrait aussi être utilisée dans les produits cosmétiques comme les antisudorifiques. Le goût de fraîcheur dure aussi plus longtemps, jusqu'à une demi-heure, comparé à 15 minutes dans le cas de la menthe. (d'après le magazine *New Scientist*).

■ ■ ■

Le nez des homards



Comment les homards et les crabes font-ils pour détecter l'odeur de leur prochain repas? Grâce à leurs antennes! Des chercheurs californiens étudient comment les homards captent les molécules d'odeur avec les minuscules poils sur leurs antennes. Les résultats pourraient aider à concevoir des robots qui pourront capter des odeurs sous l'eau.

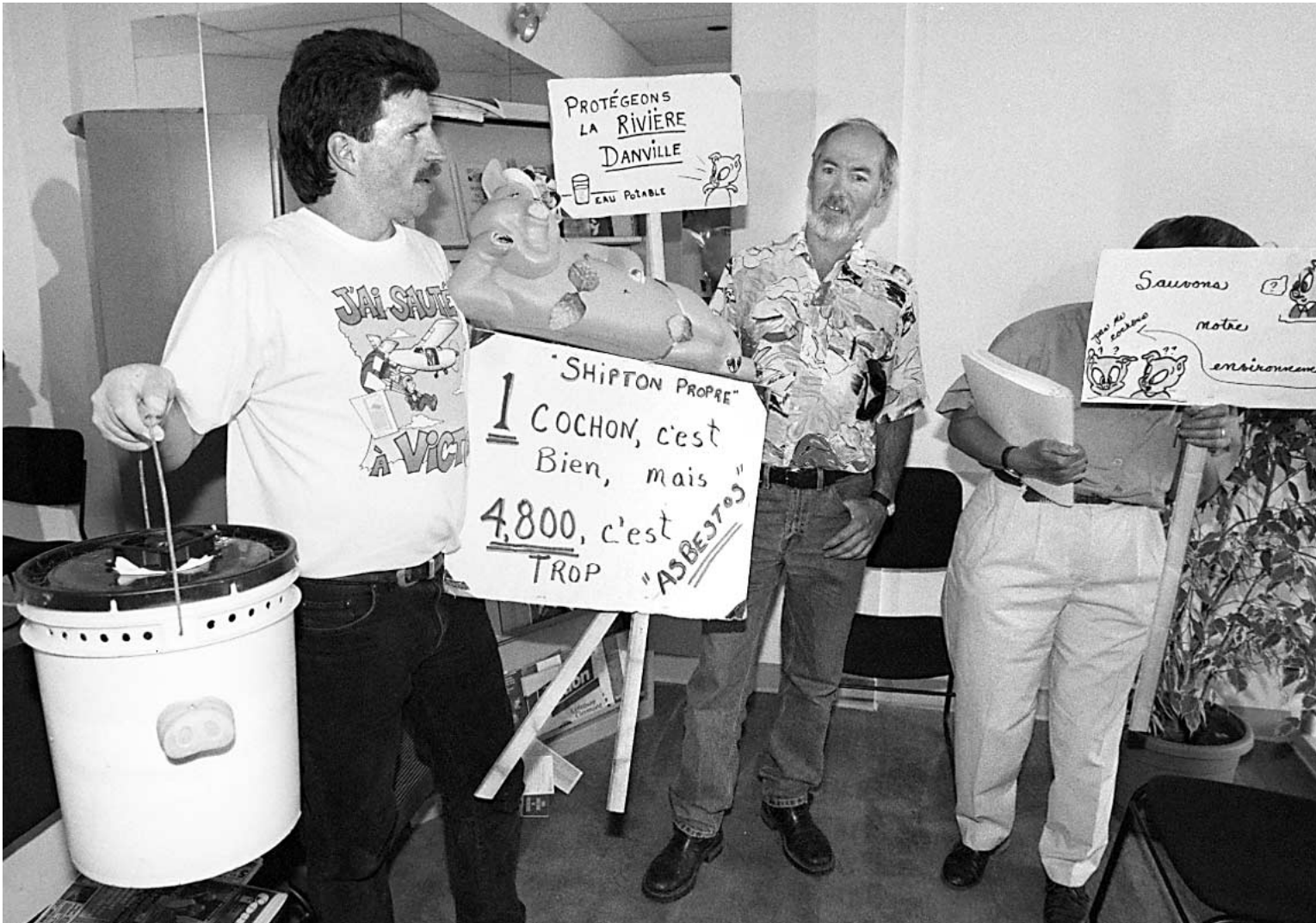
■ ■ ■

Sucré, salé... ou gras?

Ces biscuits sans gras n'ont pas le même goût que la version originale? Vous avez peut-être raison. Après le sucré, le salé, l'acide, l'amer (et le controversé unami, causé par la présence de glutamate monosodique), il faudrait peut-être ajouter le gras à la liste des saveurs que les papilles gustatives peuvent identifier. «Nous approchons du moment où nous pourrions identifier le mécanisme par lequel le gras est cerner par la cavité orale», a expliqué le Dr Richard Mattes au *New York Times*. Jusqu'ici, on a toujours considéré que nous «percevions» le gras, au lieu de le goûter. Des recherches ont suggéré que l'on pouvait détecter l'arôme du gras, mais celui-ci peut contenir d'autres arômes. En menant une expérience avec des craquelins tartinés de fromage à la crème, les chercheurs ont noté que les niveaux de gras dans le sang ont augmenté chez les sujets qui ont mangé les craquelins, et pas chez ceux qui ne les ont que sentis. Les résultats suggèrent donc que la réaction physique est causée par le goût, et non par l'odeur.

BENZOATE DE SODIUM

Cet agent de conservation est utilisé dans plusieurs aliments, comme la confiture commerciale. Économique, il a par contre le désagrément de donner parfois un goût chimique aux aliments et une sensation piquante dans la gorge chez ceux qui ont développé une hypersensibilité à son endroit.



Porcheries, contestations citoyennes à Saint-Germain-de-Kamouraska ou ailleurs...

La grogne dans nos campagnes

Rumeur d'une nouvelle porcherie dans la région? Tout de suite, l'offensive citoyenne s'organise pour contrer le projet. Les producteurs agricoles se rebiffent, ils respectent la loi et invoquent le droit de produire. Entre les deux, les élus locaux sont coincés et démunis et le gouvernement semble faire la sourde oreille. Qu'attend-on pour réagir?



JUDITH LACHAPPE

jilachape@lapresse.ca

«Je n'ai pas vu le film *Bacon*, mais je m'apprête à le vivre. Moi, si ces projets de porcherie-là décollent, je m'en vais. Plutôt vivre à Montréal que dans la merde de porc...»

C'était vers la fin septembre. Michel Chevanelle venait d'apprendre que des projets de construction de porcheries mijotaient un peu partout dans la MRC du Haut-Saint-Laurent (sud-ouest du Québec, au sud de Valleyfield). Deux mois plus tard, Michel Chevanelle et d'autres citoyens de la région se battent pour tenter de bloquer les projets. Le lisier n'est même pas encore répandu que l'air est devenu parfois irrespirable dans la région. Des voisins ne se parlent plus, les conseils municipaux sont le théâtre de pagailles, les producteurs agricoles défendent leur gagne-pain, les élus municipaux ne savent plus où donner de la tête.

Le cas de la MRC du Haut-Saint-Laurent n'est, hélas! qu'un cas parmi tant d'autres, ont constaté les chercheurs Mathieu Forget et Jean-François Aubin de l'université Laval. Les deux étudiants ont parcouru la province pour étudier le cas de huit municipalités où des projets de porcheries ont été soumis ces dernières années. Presque partout, la seule rumeur du projet de construction a déclenché un tollé chez des citoyens qui se sont débattus, souvent sans succès, pour empêcher l'entreprise agricole de s'implanter chez eux.

Il ne s'agissait pas, pour les chercheurs, de décider si les citoyens avaient raison de se plaindre, mais plutôt d'étudier les effets de la confrontation dans ces milieux. Trop souvent, l'aventure a eu des effets désastreux pour la communauté et les protagonistes de chaque côté. Certains ont dû faire face à de l'intimidation et des menaces de mort. «Je ne veux pas être alarmiste, dit Mathieu Forget. Mais si ça continue, il pourrait y avoir des incidents graves!»

Qu'est-ce qui influence la gravité du conflit? D'abord, les règlements et lois qui encadrent le développement des activités agricoles. «La plupart du temps, les citoyens ont appris qu'une porcherie était à la veille de s'implanter de deux façons : ils voyaient des arpentiers-géomètres dans le champ, ou alors ils apprenaient qu'un promoteur avait déposé une demande de permis de construction à la municipalité. Or, il est rare qu'on puisse bloquer un projet de porcherie rendu à une de ces deux étapes. Les gens sont placés devant un fait accompli et là commencent l'émotivité, la panique.»

Autre facteur important: la nature du projet. Les promoteurs ont une série de paramètres à respecter : nombre d'unités animales, normes de ventilation, toiture sur la fosse, type de fumier liquide ou solide... C'est en combinant toutes ces données techniques qu'on détermine les distances à respecter entre la porcherie et une zone protégée, un immeuble ou une maison. Les municipalités disposent d'une certaine marge de manoeuvre pour restreindre les activités agricoles dans certaines zones et contrôler les odeurs, grâce à des «distances séparatrices». C'est l'outil que leur a donné le gouvernement pour gérer l'activité agricole. «Or, ce que la recherche démontre, c'est que les normes de distances de localisation ne sont pas une garantie de cohabitation harmonieuse.»

Puis, la démocratie locale a aussi son rôle à jouer. Pris en sandwich entre les agriculteurs et les citoyens, les élus locaux disposent de deux outils pour gérer les conflits : les assemblées du conseil municipal et les soirées d'information. «Est-ce que les élus sont bien outillés pour faire face à une soirée d'information? Ou pour gérer un conseil municipal lorsqu'il y a un conflit?»

Paul-Maurice Patenaude, le préfet de la MRC du Haut-Saint-Laurent, en sait quelque chose. «Les citoyens n'ont plus confiance en leurs élus, les élus ne croient plus personne, le préfet ne vaut rien, pas plus que le maire. L'agriculteur est un menteur, les citoyens ne

connaissent rien et se lamentent tout le temps, celui qui a une terre veut la cultiver, les autres ne veulent pas vivre dans la m... Ça ne finit plus!» Entre tout ça, il essaie de calmer le débat. «Je suis sur la corde raide, mais je n'ai pas peur de marcher la tête haute. Je ne veux pas favoriser un plus que l'autre, mais je ne veux pas qu'on abuse de notre honnêteté et de notre sincérité.»

Il a écrit aux ministres de la Santé, de l'Environnement, de l'Agriculture et des Affaires municipales pour leur faire part de la situation dans sa MRC. «Le gouvernement nous dit : vous allez gérer votre territoire. Et après il nous dit : vous êtes les gestionnaires, mais vous allez le gérer exactement de la façon dont on vous dit de le faire!»

Aveuglés par leurs positions, les protagonistes font face à un mur d'incompréhension impressionnant. Alors que les citoyens qualifient les odeurs de «pollution de l'air», les agriculteurs parlent plutôt d'un «inconvenient de production». Et au bout du compte, puisque le projet respecte toutes les normes, il sera souvent approuvé malgré la contestation citoyenne. Celui qui demande plus que la loi, remarque Mathieu Forget, devient alors «odieux». «Mais ce n'est pas parce qu'un projet respecte les lois, les normes, les règlements du gouvernement qu'il ne causera pas de conflit de cohabitation. C'est un message que certains devraient comprendre...»

«On a été surpris par la gravité des conflits», confie Mathieu Forget. «Les gens en ville pensent que ce sont des chicanes de voisins. Nous, ce qu'on a vu dans ces municipalités, c'est la guerre! Dans plusieurs cas, il y a eu des menaces de mort, des menaces physiques. Dans un cas, quand les différents opposants se retrouvaient, par exemple, lors d'un tournoi de balle-molle, ils se faisaient huer. Ou l'enfant de cet agriculteur, dont les camarades de classe avaient tous à la main un petit cochon noir avec un X dessus. Ça a de graves conséquences, les gens ne se parlent plus.» Tout ça dans des communautés qui ont déjà de lourds défis à relever pour stimuler le dynamisme local et freiner l'exode. «À Saint-Martin, le projet a été bloqué. L'agriculteur, lui, en avait besoin pour vivre...»

Ghislain Bérubé a vécu l'expérience il y a cinq ans, lorsqu'il a déposé son projet de porcherie de 600 porcs à Rivière-Ouelle, dans le Bas-Saint-Laurent. Immédiatement, les citoyens de la municipalité se sont soulevés contre le projet. Pourtant, la porcherie allait être sur fumier solide (les odeurs sont beaucoup moins dérangeantes que les porcheries sur lisier liquide) et Ghislain Bérubé allait utiliser sur ses propres terres tout le fumier qu'allaient produire ses porcs. «Des gens de Kamouraska (où des porcheries sur lisier liquide sont installées) sont venus dire aux gens d'ici que c'était le genre de porcherie qu'ils rêvent d'avoir, se souvient M. Bérubé. Mais il n'y avait rien à faire, les citoyens ne voulaient rien savoir.»

La porcherie s'est construite quand même puisque le projet respectait toutes les normes gouvernementales. Aujourd'hui, Ghislain Bérubé est loin d'avoir envie de revivre une telle lutte. Il regarde cependant ses deux grands garçons qui voudraient bien prendre la relève à la ferme. Pour arriver à faire vivre tout le monde, il faudra peut-être agrandir... Au moins, personne, à ce qu'il sache, n'est venu se plaindre de l'odeur de sa porcherie. «J'en vois parfois qui ralentissent en voiture et qui baissent la vitre en passant devant la ferme, juste pour voir si ça sent, dit Ghislain Bérubé. Et quand ça sent, c'est souvent à cause du fumier de mon voisin... qui est producteur laitier!»

Socialement acceptable?

«SELON L'ORGANISATION des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Le développement durable de l'agriculture doit préserver la terre, l'eau et les ressources végétales et animales, ne pas dégrader l'environnement et être techniquement approprié, économiquement viable et socialement acceptable. La présence de conflits de cohabitation au Québec laisse donc présager que l'agriculture québécoise est actuellement aux prises avec un problème d'acceptabilité sociale, tel que le suggère la définition de la FAO.»

— Extrait de l'étude Aubin et Forget

Chicken Street, la *main* de Kaboul

Les commerçants rêvent de revoir touristes et hippies dans leur rue

Agence France-Presse

KABOUL — L'antiquaire Sayed Ghulam Hassan, barbe blanche et visage marqué par les années, se rappelle le temps où une foule d'étudiants, de voyageurs et de hippies, en route vers Goa ou Katmandou, déambulaient dans Chicken Street, l'une des rues les plus célèbres de Kaboul.

« C'était il y a 25 ans, dit Hassan dans un soupir. Tout le monde venait à Chicken Street. J'ouvrais mon magasin 24 heures sur 24 en ce temps là. Nous jouions de la musique, nous buvions du thé, nous passions notre temps à rire. Il y

avait beaucoup d'étrangers. C'était le bon temps. »

Le coup d'État communiste de 1978 et l'invasion soviétique l'année suivante ont fait fuir les Européens qui faisaient une halte à Kaboul, en route vers l'Inde ou le Népal, pour une introspection, à la recherche de Dieu ou tout simplement pour fumer du haschisch.

Les petites échoppes de Chicken Street ont peu changé malgré les années de guerre. Elles offrent toujours aux visiteurs des samovars, des tapis, des coiffes turkmènes traditionnelles, des manteaux de fourrure de renard, des amulettes ouzbèkes, des robes brodées, des

bijoux... Mais les discussions, les rires et la musique ont disparu, effacés par plus de 20 années de guerre, de destruction et de mort. « Bien sûr, nous comprenons pourquoi les touristes ont arrêté de venir, dit Hassan. Mais ça ne veut pas dire qu'ils ne nous manquent pas. Pendant les années communistes (occupation soviétique de 1979 à 1989 et régime pro-soviétique jusqu'en 1992), nous faisons très peu d'affaires. Les communistes n'étaient pas de bons clients. »

« Les choses se sont un peu améliorées après leur départ, mais à l'arrivée des talibans (en 1996), nous passions nos journées à dor-

mir. Nous ne faisons pas d'affaires », dit-il. Les espoirs de Hassan reposent désormais sur le nouveau gouvernement intérimaire qui doit entrer en fonction le 22 décembre. « Si le nouveau gouvernement parvient à ramener la paix, les étrangers reviendront et nous pourrions reprendre les affaires », estime le commerçant, qui dit avoir souffert pendant de longues années.

Un marchand d'instruments de la rue, Saïd Kazem, semble avoir plus souffert que lui sous les talibans qui interdisaient tout divertissement. « Je devais cacher tous mes instruments de musique », dit Kazem en montrant fièrement dans sa

vitrine des instruments traditionnels afghans ou des mandolines ouzbèkes. « S'ils (les talibans) avaient trouvé ces instruments... », dit-il sans terminer sa phrase, en passant un doigt en travers de sa gorge pour mimer une exécution.

Kazem veut croire en l'avenir. « Ça va aller mieux, dit-il. Rien ne peut être pire que les talibans. »

« Est-ce bon pour une personne de ne se nourrir que de thé et de pain ?, demande un autre commerçant, Abdul Mohammad, âgé de 55 ans. Le nouveau gouvernement doit nous apporter la paix et les touristes. Alors nous pourrions être heureux. »

Améliorez vos perspectives de carrière

Technologies de l'information
Soirée d'information

18 décembre, de 19 h à 20 h

CISCO SYSTEMS

NETWORKING ACADEMY

Programme du Cisco Networking Academy menant à la certification CCNA (Cisco Certified Network Associate). Cours disponible entièrement en français le soir et la fin de semaine. Cours CCNP (Cisco Certified Network Professional) également disponible à partir de janvier 2002.

Loi 90 : Les entreprises qui règlent les droits de scolarité de leurs employés peuvent avoir droit à une déduction d'impôt. Tout étudiant peut aussi avoir droit à une déduction d'impôt pour ses frais de scolarité.



McGill

Améliorez vos perspectives de carrières

Pour information et réservations :

(514) 398-6166

Ou visitez notre site :

<http://www.mcgill.ca/conted/departments/it/>

Un cadeau pour vous

VALIDE JUSQU'AU
24 DÉCEMBRE :

Avec tout achat de 200 \$ ou plus, vous recevrez en prime des accessoires de voyage Tilley d'une valeur de 50 \$, dans l'emballage illustré.

Offrez-la à un être cher sur votre liste de cadeaux des fêtes. Ou gardez-la pour vous-même.

Tilley Endurables

Les meilleurs vêtements de voyage et d'aventure au monde
Montréal : 1050, av. Laurier Ouest (514) 272-7791
Composez le 1-800-465-4249 pour obtenir un catalogue gratuit.



Le « César de l'Himalaya » s'éteint à 104 ans

Agence France-Presse

ROME — Le géologue et explorateur italien Ardito Desio, chef de l'expédition qui, en 1954, a vaincu le K2, l'un des plus hauts sommets du monde, est mort mercredi à Rome à l'âge de 104 ans.

Surnommé par les Français le « César de l'Himalaya », Desio, né le 18 avril 1897 à Palmanova, près d'Udine, a réalisé de nombreuses expéditions et courses en montagne au cours de sa longue vie. Il conduisait l'expédition qui a permis à Achille Compagnoni et Lino Lacedelli de parvenir pour la première fois, le 31 juillet 1954, au sommet du K2 (ou mont Godwin, Austen ou Cho Ri), le plus haut mont (8611 mètres) du Karakorum au Pakistan, après quatre tentatives. Ardito Desio a ensuite mené à partir de 1987 plusieurs expéditions pour calculer les dimensions de l'Everest et du K2. Il a installé en 1990 un laboratoire scientifique sur l'Everest, situé à 5050 mètres et à ce jour le plus haut au monde. En juillet, il s'était cassé un fémur en faisant une chute accidentelle alors qu'il était en villégiature à Orbetello, en Toscane. Il a dû être ramené à Rome pour y subir une opération. Ses obsèques étaient célébrées hier en la cathédrale de Palmanova.

samedi prochain dans **La Presse**
cyberpresse.ca
Le bonheur...

Christopher Plummer
Comédien



Diane Dufresne
Chanteuse



Mario Bernardi
Chef d'orchestre



Anne Claire Poirier
Cinéaste



Édouard Lock et
La La La Human Steps
Prix du Centre national des Arts



Evelyn Hart
Danseuse



Théa Borlase
Prix Ramon John Hnatyshyn
pour le bénévolat
dans les arts de la scène



Max Ferguson
Communicateur



LE GALA DU DIXIÈME ANNIVERSAIRE
DES PRIX DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
POUR LES ARTS DE LA SCÈNE
LE DIMANCHE 16 DÉCEMBRE À 19H30 HSE
À LA TELEVISION DE **CBC**  **Radio-Canada**

En provenance du Centre national des Arts, à Ottawa, Radio-Canada diffuse le Gala du dixième anniversaire des Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène. Soyez au poste lors de cet hommage éblouissant à la virtuosité et à la passion des lauréats des Prix de 2001. Avec la participation de Luck Mervil, Luce Dufault, les Ukrainian Shumka Dancers, Robert Lepage, Gino Vannelli, Julie Vincent, Richard Margison, Karen Kain, Veronica Tennant, et l'Orchestre du Centre national des Arts.

Présentés par



en collaboration avec

Financière
Sun Life



Société pour l'expansion
des exportations
Export Development
Corporation



NATIONAL POST

Renseignements : La Fondation des Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène, (613) 241-5297. Visitez le site Web des Prix au www.bell.ca/prixgg

Nous remercions aussi TBWA\CHIAT\DAY et La Presse de leur généreuse contribution.

Transporteur officiel :  **AIR CANADA**

Hôtel officiel :  **THE WESTIN**
OTTAWA

SOLDE DE NOËL HYUNDAI... CHOISISSEZ VOTRE CADEAU!

L'Accent GS 2002



ACHETEZ

**et
ROULEZ
SANS
PAIEMENTS**
pendant 90 jours
PDSF 12 395 \$

FINANCEMENT

0 %

DISPONIBLE
JUSQU'À 36 MOIS

OU

LOUEZ
à partir de
169 \$*
par mois/48 mois

0 \$

COMPTANT
DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET
PRÉPARATION
INCLUS

L'Elantra berline GL 2002



ACHETEZ

**et
ROULEZ
SANS
PAIEMENTS**
pendant 90 jours
PDSF 15 295 \$

FINANCEMENT

0 %

DISPONIBLE
JUSQU'À 36 MOIS

OU

LOUEZ
à partir de
209 \$**
par mois/48 mois

0 \$

COMPTANT
DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET
PRÉPARATION
INCLUS

Sonata GL 2002



ACHETEZ

**et
ROULEZ
SANS
PAIEMENTS**
pendant 90 jours
PDSF 21 195 \$

FINANCEMENT

0 %

DISPONIBLE
JUSQU'À 36 MOIS

OU

LOUEZ
à partir de
269 \$***
par mois/48 mois

0 \$

COMPTANT



GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km

(éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)

Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour l'ACCENT GS 2002 à partir de 169 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 8 112 \$. Aucun comptant, aucun dépôt de sécurité requis, transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. ** Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour l'ELANTRA BERLINE GL 2002 à partir de 209 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 032 \$. Aucun comptant, aucun dépôt de sécurité requis, transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. *** Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2002 à partir de 269 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 12 912 \$. Aucun comptant, aucun dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. L'offre d'aucun paiement pour 90 jours s'applique uniquement pour le financement à l'achat de véhicules 2002. Aucun frais d'intérêt pour les premiers 60 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 60 jours, les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts sur une période de 36 mois. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2002. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 31 décembre 2001.



HYUNDAI
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

LES PARTENAIRES HYUNDAI

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

15 décembre 2001

Page A32 manquante